

Les participants du Mouvement du 20 février (Maroc) six ans plus tard : processus de socialisation politique, de désengagement et de reconversion

Par Pierre-Luc BEAUCHESNE

Thèse soumise à l'École d'Études politiques dans le cadre des exigences du programme de maîtrise en Science Politique

École d'études politiques

Faculté des sciences sociales

Université d'Ottawa

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	ii
REMERCIEMENTS	iv
MOTS-CLÉS.....	v
RÉSUMÉ.....	v
LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	v
INTRODUCTION.....	1
1- Présentation de l'étude de cas	1
2- Problème de recherche	4
3- Revue de la littérature	5
A- Le Mouvement du 20 février.....	5
B- Conséquences biographiques de l'engagement	7
4- Questions de recherche et hypothèses	9
A- Incidences de la participation sur les carrières militantes	9
B- Processus de désengagement	10
C- Processus de reconversion.....	11
5- Méthodologie.....	12
A- Recherche de terrain et imprégnation.....	12
B- Entretiens semi-dirigés	13
C- Observations <i>in situ</i>	14
D- Échantillon	14
6- Organisation de la thèse.....	15
 CHAPITRE I : LE M20F ET LE «TEMPS LONG»	 17
Introduction	17
1- Évolution du champ politique marocain: du mouvement national au M20F	18
A- Mouvement national et mise en place de la gouvernance autoritaire.....	18
B- Trajectoires militantes sous les «années de plomb».....	20
C- Réformes sans démocratisation et reconversions militantes	22
D- Réformes néolibérales et contre-interpellation protestataire.....	24
2- Socialisation politique en amont du 20 Février	25
A- Carrière militante comme reconversions successives de dispositions.....	26

B- Façonnements organisationnels des jeunes du 20 Février.....	36
Conclusion	42
CHAPITRE II : L'EXPÉRIENCE MILITANTE DU 20 FÉVRIER	43
Introduction	43
1- Dynamique protestataire du M20F	44
A- Acte I : Formation d'un champ multi-organisationnel et première manifestation	45
B- Acte II : Réponse royale et manifestations.....	52
C- Acte III : Essoufflement de la dynamique.....	56
D- Dispositions-Positions : réseaux informels de décision	58
E- La «voix» des militantes	60
2- Socialisation politique par l'évènement	62
A- Évènement : espace de reconversion de dispositions militantes	63
B- Évènement : moment d'activation de dispositions militantes mises en veille	66
C- Évènement : moment d'«entrée» en politique et de formation de dispositions militantes	68
Conclusion	69
CHAPITRE III : TRAJECTOIRES POST-M20F	70
Introduction	70
1- Désengagement: configurations et processus	71
A- Résilience du régime autoritaire marocain.....	72
B- Déterminants organisationnels de la rupture de l'attachement militant	77
C- Variation de la disponibilité biographique	79
D- Alternatives au militantisme ou opportunités de reconversion	81
2- «Réseaux dormants» du 20 Février	87
A- Densification des liens sociaux	88
B- La marque du M20F sur les subjectivités.....	90
3- La poursuite de la lutte par d'autres moyens : processus de reconversion	93
A- Se détourner du «Makhzen» pour se tourner vers la population	95
B- «La culture est la solution»	100
C- Dynamique intergénérationnelle dans les organisations politiques.....	102
Conclusion	107

CONCLUSION.....	107
1- «L’utopie, quand elle devient un souvenir, ne peut plus être un horizon»	107
2- Retour sur les hypothèses	107
3- Portées et limites de la thèse	110
4- Pour ne pas conclure	111
 BIBLIOGRAPHIE.....	 113

REMERCIEMENTS

Tout d’abord, je remercie Frédéric Vairel qui a accepté de diriger cette thèse et m’a accompagné dans les tâtonnements de sa fabrication avec une générosité incommensurable que je n’oublierai pas. Cette thèse et la formation de mon regard de sociologue doit et devra beaucoup à vos enseignements, vos conseils et votre exemple.

Je remercie aussi Stephen Brown et Cédric Jourde pour avoir accepté de siéger sur mon jury de thèse et pour avoir commenté cette thèse avec une grande générosité.

Je profite de l’occasion pour remercier ma famille et mes ami(e)s pour le soutien. En particulier, mes parents : Denis et Johanne.

À Ottawa

À l’Université d’Ottawa, je tiens à remercier les professeures Marie-Christine Doran et Marie-Josée Massicotte dont les séminaires ont contribué à forger et complexifier mon regard sur l’action collective. J’ai entrepris dans ces cours des travaux sur le 20 Février qui ont rendu possible ce texte. Je remercie aussi le professeur Dimitri Karmis dont le séminaire a grandement nourrit mes réflexions de méthode et contribué à structurer mon travail de penser et d’écrire. Je le remercie aussi pour nous fournir un lieu où cohabite rigueur, chaleur et liberté.

Je remercie aussi mes collègues étudiants de l’École d’études politiques qui ont été toujours inspirants. Leurs commentaires, les exemples de leurs démarches de recherche et notre travail collectif en séminaire ont profondément marqué ce texte.

Mes remerciements à Jean-François Lozier pour son temps et sa générosité.

Au Maroc

Je remercie Mohamed Tamim, Frédéric Vairel et Mohamed Wazif pour m’avoir transmis en quelques discussions au café, en taxi ou dans la vallée de l’Ouneine les rudiments de la pratique de l’enquête de terrain et de l’entretien sociologique, et l’envie de m’y tenter...

Je remercie plusieurs chercheurs qui m’ont aidé à un moment ou un autre de mon enquête de terrain: Fadma Ait Mous, Mustapha El Mnasfi, Joseph Hivert, Aziz Hlaoua, Sabrina Mervin et Abdellah Rami.

Je remercie l'École de Gouvernance et d'Économie (EGE) de Rabat et le Centre Jacques Berque qui ont accepté de mettre à ma disposition leurs installations et m'ont accueilli avec chaleur et générosité.

Je remercie Bintou pour l'hospitalité, et Raïan pour l'accueil, l'ouverture d'esprit et les discussions agréables.

Finalement, je tiens à remercier ceux sans qui ce texte ne pourrait exister et dont les noms n'y figurent pas. Pour avoir pris le temps de me montrer «comment ça marche» et pour avoir répondu avec enthousiasme à mes questions, soyez certain de ma reconnaissance. Puisse ce travail être à la hauteur de cette générosité et de votre courage.

MOTS CLÉS

Carrières militantes – Conséquences biographiques de l'engagement – Désengagement militant – Maroc – Mouvements sociaux – Politique contestataire – Printemps arabe – Reconversions militantes – Socialisation politique –

RÉSUMÉ

Le Mouvement du 20 février (M20F) qui émerge au Maroc dans le sillage des soulèvements arabes de 2011 a été un moment de socialisation politique pour ses participants : apprentissages, redéfinitions de son rapport à soi et au politique, et mise en réseaux. Toutefois, l'évènement n'a pas marqué de la même façon les carrières militantes des différentes micro-cohortes de participants qui se distinguent quant à leurs expériences militantes passées, leurs positions dans le M20F, et les dispositions extrapolitiques (capitaux scolaires, savoir-faire artistiques, etc.) qu'ils reconvertissent dans le M20F et l'après mobilisation. Les trajectoires des anciens du 20 Février dans l'après-mobilisation se caractérisent par une volonté d'ancrer le mouvement démocratique dans la population et de sortir de l'entre-soi militant par des activités d'éducation populaire. Les jeunes du 20 Février expriment aussi une volonté de modifier les façons de faire des organisations politiques traditionnelles (notamment les partis politiques) et d'accélérer la transmission intergénérationnelle des postes de direction dans ces organisations.

LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

Assemblée générale	AG
Association marocaine des droits humains	AMDH
Association marocaine d'éducation de la jeunesse	AMEJ
Association nationale des diplômés-chômeurs marocains	ANDCM

Association pour la taxation des transactions financières	ATTAC
Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-monde	CADTM
Cap Démocratie Maroc	CAPDEMA
Confédération démocratique des travailleurs	CDT
Conférence des parties 22	COP22
Coordination locale d'appui au Mouvement du 20 février	CLAM20F
Coordination marocaine de soutien aux démocrates tunisiens	CoMaSoDeT
Coordination nationale d'appui au Mouvement du 20 février	CNAM20F
Conseil économique et social	CES
Conseil national des droits humains	CNDH
Conseil national ittihadi	CNI
Direction de la surveillance du territoire	DST
Fédération de la gauche démocratique	FGD
Festival Résistance alternatives	FRA
Forum marocain des alternatives sociales	FMAS
Forum Modernité et Démocratie	FMD
Forum Vérité et Justice	FVJ
Free Access and Diversity for ALL AND Everyone	FADAE
Frente Popular de Liberacion de Saguia el Hamra y Rio de Oro	POLISARIO
École nationale de commerce et de gestion de Tanger	ENCGT
École nationale des sciences appliquées	ENSA
Gauche socialiste unifié	GSU
Initiative nationale de développement humain	INDH
Instance Équité Réconciliation	IER
Institut supérieur de l'information et de la communication	ISIC
Ligue marocaine de défense des droits de l'Homme	LMDDH
Lyonnaise des eaux de Casablanca	LYDEC
Mouvement alternatif des libertés individuelles	MALI
Mouvement du 20 février	M20F
Mouvement populaire démocratique et constitutionnel	MPDC

Mouvement unicité et réforme	MUR
Organisation de l'action démocratique et populaire	OADP
Organisation marocaine des droits humains	OMDH
Organisation non-gouvernementale	ONG
Organisation du renouveau estudiantin marocain	OREMA
Parti authenticité et modernité	PAM
Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste	PADS
Parti communiste marocain	PCM
Parti Justice et Développement	PJD
Parti du progrès du socialisme	PPS
Parti du socialisme unifié	PSU
Train grande vitesse	TGV
Union des étudiants pour le changement du système éducatif	UECSE
Union marocaine des travailleurs	UMT
Union nationale des étudiants marocains	UNEM
Union nationale des forces populaires	UNFP
Union socialiste des forces populaires	USFP

Les participants du Mouvement du 20 février (Maroc) six ans plus tard : processus de socialisation politique, de désengagement et de reconversion

INTRODUCTION

1- Présentation de l'étude de cas

Le 20 février 2011, alors que plusieurs pays de la région sont le théâtre de protestations dans le sillage du soulèvement tunisien, autour de 120 000 personnes sortent dans les rues pour manifester un peu partout au Maroc.¹ Ni une «immaculée contestation» (Taylor, 1989 : 761) ni un pur produit de la dynamique régionale, la mobilisation s'inscrit dans une temporalité plus longue. Depuis le début des années 1990, le Maroc connaît des réformes qui sans mener à une démocratisation ont permis l'émergence d'un espace protestataire dynamique (Vairel, 2008 : 218). À travers des mobilisations (mouvement des droits humains, mobilisations de solidarité internationale avec des causes arabes, mouvements islamistes, mouvement féministe, ou mobilisations sur des enjeux socio-économiques) et des collectifs (associations et partis politiques) des acteurs ont appris «les ficelles du métier» de militant et participé à définir le terrain d'un affrontement avec le régime.

Les revendications du Mouvement du 20 février (M20F) comprennent : la tenue d'une assemblée constituante, la dissolution du parlement et la destitution du gouvernement, le respect des principes de la séparation des pouvoirs, la fin de la corruption, la reconnaissance de la langue et de la culture amazighe, la libération des prisonniers et prisonnières politiques, l'intégration des diplômés-chômeurs au sein de la fonction publique, et la hausse du pouvoir d'achat et l'amélioration des services publics (Hajji, 2015 : 150).

¹ Il s'agit de l'estimation du site d'information *Mamfakinch* (Nous ne lâcherons pas!) créé en 2011 par des sympathisants du 20 février. Elle se veut un compromis entre les informations transmises par le Ministère de l'Intérieur (37 000) et les jeunes du 20 Février (300 000). MAMFAKINCH. «#FEB20 122730 manifestants dans 53 provinces du Maroc le dimanche 20 février», *Mamfakinch*, mis en ligne le 22 février 2011, (Consulté le 25 novembre 2015).

Dès le 9 mars 2011, le Roi Mohammed VI prononce un discours qui ne fait pas référence directement à la mobilisation, mais annonce la relance du processus de réforme constitutionnelle.² Le M20F fait campagne pour le boycott du référendum sur les réformes critiquant la méthodologie non-démocratique de l'élaboration de la nouvelle constitution et relèvera certaines irrégularités survenues lors de la campagne référendaire, mais le «oui» l'emporte avec 98% des voix.³ Le 25 novembre 2011, des élections législatives anticipées portent au pouvoir le Parti Justice et Développement (PJD). Suite au référendum constitutionnel et aux élections législatives, la dynamique protestataire perd en intensité et les effectifs du mouvement diminuent progressivement.⁴

Bien que nous proposons de «penser à partir d'un cas» (Passeron et Revel, 2005), ce travail de recherche ne se veut ni une description monographique ni l'application d'un cadre théorique à un cas particulier. Bien que nous ne faisons pas sur une comparaison formelle, nous procéderons avec un «état d'esprit comparatif» (Badie et Hermet, 2001 : 1) : la juxtaposition du cas du M20F et d'autres mouvements permet de mettre en relief certaines particularités de notre cas d'étude. Cette idée vaut aussi pour la comparaison entre individus. Par exemple, certaines compétences politiques (*e.g.* le vocabulaire pour parler de politique) que les militants aguerris issus de familles militantes prennent pour acquis ne nous seraient pas apparues (en tant que produit d'apprentissages) sans la possibilité d'une comparaison avec des militants qui arrivent au sein du M20F sans aucune expérience militante.

² Discours adressé par Sa Majesté le Roi à la Nation, le 9 mars 2011.

³ LE MONDE. «Victoire du "oui" au référendum constitutionnel au Maroc», *Le Monde*, mis en ligne le 2 juillet 2011, (Consulté le 23 janvier 2017).

⁴ À titre d'exemple, la coordination locale de Rabat «passe d'un rythme d'une assemblée générale par semaine en 2011 à une assemblée générale tous les deux-trois mois en 2013, de 100-130 personnes présentes lors des AG en 2011 à 5-7 personnes en 2013. » (Hivert, 2013 : 2)

Dans un premier temps, notre enquête de terrain s'est déroulée dans la capitale politique du Maroc : Rabat. La ville de Rabat a été sélectionnée puisqu'elle représente un des pôles de la contestation politique au Maroc : l'importance numérique des fonctionnaires, la concentration des groupes de diplômés-chômeurs, et le symbole du Parlement qui fait converger vers lui des gens de partout au pays contribuent à animer le quotidien protestataire de la capitale (Rachik, 2014 : 66). De plus, les principales analyses du M20F ont visé la coordination casablancaise du mouvement (Bennani-Chraïbi et Jekhllaly, 2012; Smaoui et Wazif, 2013). Afin de bien connaître certaines initiatives d'anciens du 20 Février, nous avons aussi procédé à quelques entretiens auprès de militants de Casablanca.

Dans un deuxième temps, notre enquête s'est déplacée dans le nord du pays, principalement dans la ville de Tanger. Nous avons choisi ce second terrain de recherche en raison de son positionnement périphérique. Une position qui induit une faible exposition dans les récits (aussi bien savants que médiatiques) sur le M20F centrés sur l'axe Casablanca-Rabat. Le nord du Maroc possède une expérience coloniale différente de celle du reste du pays qui est soumis à des interactions directes et intensives avec le protectorat français⁵ (Bennafla et Emperador Badimon, 2010). Le nord du Maroc possède aussi sa propre histoire protestataire qui remonte aux soulèvements rifains menés par Abdelkrim El Khatabi contre le protectorat espagnol qui mène à l'établissement de la République du Rif (1921-1926). De plus, la répression violente des émeutes de 1958-1959 et de 1984 par le régime est toujours présente dans les esprits (Monjib, 2017). Après une période où le Palais porte peu d'attention à la région jugée «frondeuse» reprenant la stratégie du pouvoir colonial de «laissez-faire» face aux élites locales (Leveau, 1976; Suarez Collado, 2015), l'arrivée au pouvoir de Mohammed VI représente une rupture. Plusieurs projets pilotés par le Palais

⁵ Le Traité de Fès (1912) place le nord du Maroc sous juridiction espagnole et il fait de Tanger une ville internationale.

transforment le paysage urbain tangérois (notamment la construction du port Tanger-Med) (Planel, 2011).

Notre intérêt pour plusieurs expériences locales nous a permis de mieux comprendre les liens entre les différentes coordinations du M20F (et écologies militantes locales), et l'organisation à l'échelle nationale du mouvement, mais aussi, d'identifier certains «effets de lieu» (Bourdieu, 1993) qui modulent la diffusion du M20F à l'échelle nationale. Le poids des acteurs au référentiel islamique ou des mouvements amazighs et certains conflits locaux entre organisations politiques distinguent les coordinations de Tanger et de Rabat du 20 Février.

2- Problème de recherche

Le présent travail s'intéresse aux conséquences du M20F, à ce qui se joue dans l'après-mobilisation. Les effets de la mobilisation du 20 Février ont été peu traités par la littérature sur le M20F qui insiste plutôt sur la mobilisation elle-même. Lorsqu'elle évoque de possibles transformations induites par le mouvement, elle ne pose pas la question de la «stabilité des effets dans le temps» (Chabanet et Giugni, 2010 : 146).

Plus précisément, nous avons choisi d'étudier les effets de la participation au sein du M20F sur les militants eux-mêmes. Prendre pour objet les effets tels qu'ils sont vécus et perçus par les participants nous permet de penser la diversité des conséquences du mouvement social – les effets différenciés qu'un même évènement protestataire revêt d'un acteur à l'autre. De plus, suivre les acteurs en-dehors des phases de mise en lumière des luttes, dans les phases de «mise en veille» (*abeyance*) (Taylor, 1989), permet de penser le mouvement social en continuité et d'éclairer «ce qui circule» d'un mouvement à l'autre et d'un évènement protestataire à l'autre (Fillieule, 2009 : 31). Cet intérêt pour les trajectoires individuelles n'est pas à opposer à la prise en compte du rôle des organisations, des institutions ou des structures, mais plutôt une façon de voir leurs effets à une

échelle individuelle – de voir comment elles sont «incorporées» (Bourdieu, 1980 A) ou «pliées» (Lahire, 1998 : 232) par les acteurs.

Au sujet du cas marocain, notre travail de recherche offrira un éclairage sur une nouvelle génération militante pour laquelle le M20F a été un moment de collaboration avec les aînés, mais aussi un moment d'affirmation – de prise de leadership (Desrues, 2013 : 411; Hivert, 2015). Ce travail de recherche veut mettre en relief les processus qui sous-tendent les conséquences biographiques de l'engagement, le désengagement militant et les reconversions militantes des participants du M20F.

3- Revue de la littérature

A- Le Mouvement du 20 février

De nombreuses analyses du M20F mettent en lumière les limites de la théorie de «l'effet domino» pour expliquer la diffusion régionale des mouvements du «printemps arabe». Cette théorie négligerait le temps long et les contextes locaux (Bonneyoy, 2011 : 111). Les auteurs soulignent que le M20F est héritier du développement d'un espace protestataire dans les années 1990 qui ouvre de nouvelles voies de participation politique. De plus, le contexte régional est médié par des militants marocains aguerris qui organisent l'émergence du mouvement. La structure organisationnelle, les ressources et les réseaux d'organisations politiques (notamment l'Association marocaine des droits humains (AMDH), les syndicats, les partis de la gauche non-gouvernementale et l'association islamiste Justice et Bienfaisance) jouent un rôle central dans cette émergence (Smaoui et Wazif, 2013 : 42; Bennani-Chraïbi et Jekhllaly, 2012 : 870 ; Vairel, 2012 : 223). Le mouvement s'inscrit dans la continuité de mobilisations où militants de gauche et islamistes ont milité ensemble: mouvement des droits humains, manifestations de solidarité internationale avec des causes arabes, coordinations locales de lutte contre la cherté de la vie et le

mouvement des diplômés-chômeurs (Smaoui et Wazif, 2013 ; Bennani-Chraïbi et Jeghlally, 2012; Vairel, 2012).

En ce qui concerne la dynamique interne de la coordination casablancaise du M20F, plusieurs articles mettent de l'avant l'hétérogénéité du collectif qui regroupe des acteurs divers quant à leurs orientations vers le changement (islamisme, référentiels gauchistes, défense des libertés individuelles), leurs rapports avec la politique partisane (partis politiques, organisations boycottant le jeu électoral, organisations à la posture antipolitique) et leurs expériences militantes (des militants aguerris et des primo-engagés) (Bennani-Chraïbi et Jeghlally, 2012 ; Smaoui et Wazif, 2013). Les différentes composantes du M20F convergent autour d'un agenda revendicatif antiautoritaire qui agit comme plus petit dénominateur commun pour unir des acteurs aux orientations vers le changement par ailleurs divergentes (Baylocq et Granci, 2012; Hoffmann et König, 2013). En ce sens, le travail pour «faire tenir» la coalition ensemble a beaucoup l'attention des chercheurs qui ont décrit comment les clivages idéologiques ou les appartenances organisationnelles ont été soumis à un travail de lissage durant la mobilisation (Bennani-Chraïbi et Jeghlally, 2012 ; Smaoui et Wazif, 2013; Radi, 2011). Les conditions dans lesquelles la coalition s'est désagrégée et où la dynamique du mouvement s'est essoufflée ont aussi été le sujet de plusieurs interprétations : la modification du contexte régional (les cas tunisien et égyptien laissent place aux cas libyen et syrien dans les esprits), la réforme constitutionnelle, les réponses à des revendications sectorielles, la répression, l'arrivée au pouvoir du PJD, la tension qui traverse plusieurs acteurs politiques entre opposition au régime et volonté d'intégration (les partis politiques à l'exception de la gauche non-gouvernementale et les associations de diplômés-chômeurs se tiennent à la marge du mouvement), et la difficulté de maintenir un engagement militant dans la durée.

B- Conséquences biographiques de l'engagement

Il existe une abondante littérature sur les conséquences biographiques de l'engagement militant. Elle trouve son origine dans des recherches relatives à la nouvelle gauche américaine des années 1960. Nombre d'études cherchent à vérifier que les jeunes de la nouvelle gauche continuent de représenter une «unité générationnelle» (Mannheim, 1990 [1928]) malgré le passage du temps. À titre d'exemple, on peut évoquer les travaux de James M. Fendrich (1974; 1977; avec Tarleau, 1973; avec Turner, 1986; avec Lovoy, 1988) qui suivent d'une étude à l'autre des militants étudiants et des droits civiques, et des individus sans activité militante. Les auteurs identifient (et quantifient) les effets des expériences militantes sur les attitudes (radicalisme politique) et les comportements politiques subséquents. Il apparaît que les militants politiques demeurent une «unité générationnelle» au-delà des années soixante restant plus «radicaux» et plus actifs politiquement que ceux qui n'ont pas milité comme étudiants.

Les travaux de ce genre sont nombreux (*e.g.* Maidenburg et Meyer, 1970; Marwell et al., 1987; Sherkat et Blocker, 1997) et infirment la thèse d'un «renoncement générationnel» (*generational sell-out*) de la gauche américaine des années soixante ou du *hippie* devenu *yuppie* reposant sur la collection de quelques trajectoires médiatisées (McAdam, 1989 : 745). Plusieurs travaux sur cette génération militante informent aussi sur les effets du militantisme sur les autres sphères de vie : les choix de carrières professionnelles ou la propension à se marier et à fonder une famille (Wilhelm, 1998). Malgré leurs mérites, ces analyses ont en commun de donner peu de réponses sur les mécanismes qui sous-tendent les corrélations observées, de ne pas problématiser les cas négatifs (les désengagés), et finalement de nous en dire assez peu sur ce que sont devenus les militants (Whalen et Flacks, 1980 : 220).

Un certain nombre de travaux répondent aux limites de ces approches en combinant notamment les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives. Par exemple, Doug A. McAdam (1988;

1989) propose une analyse statistique qui cherche à identifier les effets du militantisme sur l'ensemble d'une cohorte, tout en menant des entretiens semi-dirigés qui lui permettent d'identifier certains mécanismes qui sous-tendent la relation entre participation au projet *Freedom Summer* et maintien d'un engagement militant. Comme les travaux précédents, son analyse statistique montre les différences qui persistent entre les participants de *Freedom Summer* et les *no-shows* (les inscrits qui ne rendent pas au Mississippi). Il identifie deux mécanismes principaux pour expliquer cette corrélation soit la resocialisation qui vient avec l'expérience militante (immersion dans une sous-culture et expérience du risque) et la création de liens sociaux lors de la participation qui «laisse plusieurs bénévoles attachés (*tied*) à des réseaux de relations organisationnelles et personnelles» (McAdam, 1989 : 758).

Dans son ouvrage *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Julie Pagis (2014) s'intéresse à la rencontre des biographies individuelles et de l'évènement de Mai 68, à la manière dont le temps court de l'évènement marque le temps long biographique. Elle distingue des «micro-unités de générations» plus à même de rendre compte des multiples façons dont les individus sont «déstabilisés» par l'évènement protestataire. Les effets varient selon des variables dispositionnelles⁶ – les formes de socialisation politique qui ont précédé l'évènement - et des variables situationnelles⁷ – le degré d'exposition de l'acteur à l'évènement. Pour ceux qui sont déjà politisés en amont de l'évènement, Mai 68 constitue une «socialisation d'entretien» ou une «socialisation de renforcement» selon l'importance de la participation. Pour ceux pour qui l'évènement est un primo-engagement, Mai

⁶ Quelques travaux sur la nouvelle gauche proposent de différencier des sous-catégories au sein des cohortes militantes (genre : McAdam, 1988; 1992; Van Dyke et al., 2000 ou ethnique : Fendrich et Turner, 1989), mais très rarement en termes de dispositions militantes formées *via* la socialisation politique en amont de la mobilisation. Les travaux de Jack Whalen et Richard Flacks (1980; 1988) s'en approchent compte tenu de la densité des récits biographiques proposés.

⁷ Des travaux existent qui prennent pour objet les effets des évènements politiques sur des individus peu engagés (*not-so-comited*) ce qui permet une différenciation par le positionnement (McAdam, 1999; Sherkat et Blocker, 1997; Van Dyke et al, 2000).

68 constitue une «socialisation de prise de conscience» ou une «socialisation de conversion» selon sa situation dans l'évènement (Pagis, 2014 : 302).

Le présent travail de recherche s'inscrit dans une démarche qualitative qui s'attache à des processus de socialisation – aux carrières militantes des acteurs, et non, à identifier ou à fixer les conséquences de l'évènement sur les acteurs dans l'après-mobilisation. Notre travail participe d'une littérature en expansion qui cherche à rendre compte des processus de socialisation par un travail qualitatif sur la transmission intergénérationnelle des habitus militants (Masclat, 2015; Quéniart et al., 2008), le maintien d'un engagement dans la durée à l'aide du concept de carrière militante (Fillieule, 2001; Agrikoliansky, 2017) ou le façonnement organisationnel (Bargel, 2009).

4- Questions de recherche et hypothèses

A- Incidences de la participation sur les carrières militantes

La première question à laquelle ce texte souhaite répondre est : comment la participation au sein du M20F a influencé les «carrières» militantes des participants? Ici, nous ne concevons pas la notion d'effets en termes de causalité qui suppose une discontinuité – un temps de l'engagement qui serait suivi du temps des conséquences ou des effets. Dans la mesure où *ce que produit* l'engagement ne peut être compris indépendamment de *ce qui le produit*, cette précision semble importante. Autrement dit, l'engagement n'agit pas sur des unités indifférenciées, l'expérience concrète de celui-ci varie d'un acteur à l'autre et il est imbriqué aux autres instances socialisatrices et espaces sociaux dans lesquels s'inscrit l'acteur. De plus, les effets de la participation n'apparaissent pas synchroniquement, l'engagement peut influencer de différentes façons les étapes subséquentes d'un parcours militant. Ces effets sont plutôt de l'ordre de modifications des dispositions à agir et des définitions de soi (Leclercq et Pagis, 2011 : 5-6).

Le M20F est un moment de socialisation politique pour les participants. Il est l'occasion d'apprentissages et de redéfinitions de soi, et d'une densification des liens personnels (histoires d'amour et d'amitié) et organisationnels (associations, partis politiques, mobilisations) qui attachent les militants entre eux. Toutefois, la participation au sein du M20F ne fait pas converger la pluralité des trajectoires individuelles, mais influence différemment plusieurs faisceaux de trajectoires. Ces faisceaux de trajectoires se distinguent quant aux formes de socialisation politique en amont de la mobilisation et aux positions occupées au sein du mouvement, et quant aux dispositions extrapolitiques (*e.g.* capital éducationnel ou savoir-faire artistique) des acteurs. Si pour des militants aguerris la participation au M20F ne représente pas une rupture, mais plutôt une étape de plus dans une carrière militante, pour des acteurs dont l'activité politique est mise en veille ou des primo-engagés, le M20F représente un moment d'activation et de formation de dispositions militantes.

B- Processus de désengagement

La seconde question à laquelle ce travail souhaite répondre est : comment certains militants du M20F cessent de participer activement au mouvement ou au sein d'organisations politiques – se désengagent? Les processus de désengagement semblent particulièrement intéressants parce qu'ils représentent «*[des] révélateur[s] des conditions de possibilité de l'engagement lui-même, plus exactement, [des] révélateur[s] du tarissement de ses conditions de possibilité.*» (Gottraux, 2005 : 77).

Nous proposons que le désengagement soit le résultat d'un processus de désajustement progressif (dés-identification, épuisement des rétributions et variation de la disponibilité biographique) d'avec l'engagement militant. Un désajustement provoqué par des contraintes structurelles (perception de la conjoncture post-M20F), organisationnelles (impression de

dissonance entre les objectifs et les façons de faire de l'organisation, et soi) et personnelles (difficultés de maintenir un engagement dans la durée) appréhendées dans des réseaux d'interactions (Della Porta, 1995; Fillieule, 2012). De plus, le désengagement passe par la (re)-découverte d'alternatives au militantisme ou d'opportunités de reconversion porteuses d'un entre-soi et d'identification. Les autres sphères de vie (intimes, éducationnelles et professionnelles) ou l'engagement dans des organisations associatives apolitiques ou partisans peuvent jouer ce rôle (Fillieule, 2005; Bjørgo et Horgan, 2009).

C- Processus de reconversion

Finalelement, la dernière question à laquelle ce texte souhaite répondre est : comment les participants du M20F se reconvertissent dans d'autres organisations ou dans d'autres mouvements? Ici, les processus de reconversion sont considérés comme des déplacements dans l'espace social accompagnés de changements subjectifs chez le militant reconverti – d'une redéfinition de soi (Goffman, 1968). Nous souhaitons nous éloigner des approches qui considèrent d'un point de vue surplombant le phénomène des reconversions militantes sous l'angle de la «fidélité» à des principes figés pour favoriser une approche qui prend en compte le sens subjectif que l'acteur communique à son action – dans une perspective «compréhensive» (Weber, 1995 [1921] : 28; Cheynis, 2013 : 149).

Les reconversions militantes sont animées par une volonté de poursuivre le combat du M20F par d'autres moyens et elles sont le moment d'ajustements dans les pratiques des acteurs. Ces ajustements sont déterminés par des changements subjectifs (apprentissage menés lors de l'expérience militante du 20 Février). Par exemple, face au constat du faible ancrage populaire des mouvements de «gauche», certains se proposent de se «détourner du Makhzen» (du régime) pour se «tourner vers la population» et travailler à un changement des mentalités par des activités

d'éducation populaire – prélude à un réel changement politique.⁸ Les reconversions sont aussi soumises à des contraintes objectives liées aux lieux de reconversion et aux normes (et rapports de force) qui les structurent. Les reconversions militantes permettent la mise en valeur des expériences militantes passées qui fournissent des «ressources de mobilité» (Retière, 1994 : 98) dans d'autres organisations. Toutefois, la conversion de dispositions militantes formées antérieurement et du capital politique produit par l'évènement ne se fait pas mécaniquement puisqu'ils peuvent être sous-valorisés dans certaines organisations où les «coûts d'entrée» ou les normes qui déterminent la mobilité ascendante à l'interne sont institutionnalisées (Tissot, 2005 : 14). Par exemple, le tempo du renouvellement générationnel des partis politiques dans l'après-mobilisation ne conviendra pas toujours aux aspirations des jeunes politisés par le M20F. Certains seront déçus des positions qu'ils sont appelés à occuper au sein de ces organisations relativement stables.

Par ailleurs, une explication par les seuls motifs politiques exprimés n'épuisent pas la question des reconversions militantes puisque ces motifs sont intriqués à des «motifs extrapolitiques» (Gottraux, 2005 : 77) liés aux «répertoires de dispositions» des acteurs (Lahire, 1998 : 42; Leclercq, 2005) formés dans une pluralité d'espaces sociaux et d'instances socialisatrices. Les acteurs s'orientent vers des espaces où ils peuvent reconvertir leurs dispositions militantes, mais aussi, un «capital scolaire» (Bourdieu, 1979) et d'autres savoir-faire (notamment artistiques).

5- Méthodologie

A- Recherche de terrain et imprégnation

Notre recherche de terrain s'est déroulée à l'automne 2016 et a été d'une durée de 10 semaines. Elle a été l'occasion de rencontrer plusieurs militants du 20 Février, d'avoir accès à des sources

⁸ Entretien avec un militant de l'Union étudiante pour le changement du système éducatif (UECSE), Rabat, 19 octobre 2016.

écrites, d'observer des actions protestataires, et aussi, de faire de nombreux apprentissages par imprégnation. L'immersion sur le terrain et le fait de partager des activités en-dehors de la relation d'enquête avec des militants nous ont permis d'accumuler nombre d'informations dans notre «boîte noire» de chercheur (Olivier de Sardan, 1995) qui ont servi notre pratique de l'entretien, notre capacité à tirer de l'information de sources écrites primaires et secondaires et de comprendre certaines observations en situation.

B- Entretiens semi-dirigés

L'objectif de nos entretiens était de retracer les parcours de nos informateurs de manière chronologique. Nous avons organisé les questions selon trois grandes catégories (moments) : **(i)** expériences militantes avant le M20F, **(ii)** l'expérience du M20F et **(iii)** les trajectoires post-M20F. Cette organisation de l'entretien nous a permis d'identifier par contraste certains effets transformateurs de la participation au M20F. De plus, la manière dont nous présentions notre enquête – une thèse sur les effets de la participation au M20F sur les parcours des militants – poussait plusieurs à insister sur les apprentissages faits lors de l'expérience du 20 Février et sur l'impact de ces-derniers sur les choix subséquents.

Nous avons eu l'occasion de discuter avec un plus grand nombre de militants parfois de manière informelle ou brièvement, mais nous avons procédé à 16 entretiens en profondeur qui ont duré entre 1 et 4 heures, avec une durée moyenne de 90 minutes. Les entretiens se sont tous déroulés principalement en français, et partiellement en anglais, à une occasion.⁹ Les militants rencontrés

⁹ Le fait de ne pas maîtriser la langue arabe et de mener les entretiens en français a pu nous cacher certains segments de la population vingt-févrieriste. Les acteurs qui maîtrisent le français sont généralement mieux dotés en «capital scolaire» : le français est enseigné comme langue seconde dans les écoles primaires, les collèges et les lycées du secteur public, mais elle est la langue d'enseignement dans certaines écoles privées et au niveau des formations scientifiques et techniques universitaires. (El Amrani, 2013 : 54-55) En conséquent, bien que notre échantillon soit hétérogène et que certains acteurs soient issus de milieux populaires et ont connu une ascension sociale par l'accès à l'éducation

étaient relativement jeunes (entre 19 et 40 ans) et majoritairement masculins (12 sur 16), et donc, représentatif du groupe des «jeunes du 20 février».

Notre questionnaire d'entretien s'est légèrement modifié en cours de route. Lors de nos premières entrevues, nous avons eu l'occasion d'identifier un certain nombre de conflits ou clivages au sein du M20F, ou certains événements importants. Ces éléments précis nous ont permis d'affiner certaines de nos questions afin d'obtenir des réponses plus précises et plus concrètes, et de reconstruire *a posteriori* un portrait de la dynamique du M20F. Par la multiplication des perspectives sur de mêmes événements ou sur de mêmes enjeux, nous en sommes venu à une compréhension assez précise de la dynamique du mouvement et des clivages qui l'ont traversé (Becker, 2002 [1998] : 166).

C- Observations in situ

Outre la conduite d'entretiens semi-dirigés, notre présence sur le terrain nous a permis d'observer en situation les pratiques quotidiennes (militantes, mais aussi, les loisirs de nos participants), de «suivre» nos informateurs. Nous avons pu observer la campagne électorale de la Fédération de la Gauche Démocratique (FGD) pour les élections législatives de 2016 à Rabat, les protestations à Rabat et à Tanger en réaction au décès de Mouhcine Fikri, vendeur de poisson à Al Hoceïma, la mobilisation à Tétouan en protestation aux pénuries d'eau potable que connaît la ville, et le quotidien protestataire de Rabat (diplômés-chômeurs, manifestations syndicales et étudiantes).

De plus, nous nous sommes intéressés de plus près au fonctionnement, aux campagnes et aux structures des organisations créées dans le sillage du M20F ou animées par d'anciens ou d'actuels militants du M20F. Pour compléter nos entretiens avec les militants, nous avons eu recours à des

universitaire, la perspective de représentants de classes sociales supérieures risque d'être surreprésentée dans notre échantillon.

sources de presse (pour identifier certaines dates ou détails difficiles à évoquer en situation d'entretien) et mené un travail «archéologique» sur les pages *Facebook* de certains collectifs.

D- Échantillon

La construction de notre échantillon n'a pas suivi une volonté de représentativité statistique selon des catégories fixées *a priori*, mais entendait varier les positions sociales des militants rencontrés. Par ce choix, nous perdons la possibilité d'identifier des effets généraux qui agiraient pour l'ensemble de la population vingt-févrieriste - des corrélations entre la participation et certaines attitudes ou comportements subséquents. Nous avons misé sur un «échantillonnage théorique» (*theoretical sampling*) (Glaser et Strauss, 1967) qui est une façon de construire l'échantillon à partir de catégories qu'on ne peut fixer en amont de l'enquête, mais qui émergent du terrain.

Nous reviendrons sur cette idée en détail plus loin, mais nous pouvons poser tout de suite qu'au sein de la population des participants du 20 Février, plusieurs faisceaux de trajectoires peuvent être distingués. Un des principes qui a orienté la construction de notre échantillon est de représenter la pluralité de ces faisceaux de trajectoires : les différentes trajectoires en amont de la mobilisation (militants aguerris et primo-engagés), la pluralité du spectre des positionnements politiques à l'intérieur du mouvement et les trajectoires en aval de la mobilisation («société civile», partis politiques, désengagement).

Le recrutement de nos participants est passé par la prise de contact avec les organisations qui ont participé au M20F ou qui ont été créées par des anciens du 20 février. Cette procédure de recrutement qui vise les lieux actuels de l'engagement des militants du M20F risquait de nous cacher les participants qui se sont «désengagés» depuis l'expérience du 20 février. Afin d'avoir accès à ces individus dont les parcours sont particulièrement intéressants pour décrire les effets différenciés que l'engagement peut avoir, nous avons emprunté les réseaux des acteurs que nous

avons rencontré au sein des organisations. Cette façon d'atteindre ces «désengagés» était d'autant plus productive qu'elle renforçait la confiance que ces désengagés nous accordait et permettait de replacer nos enquêtés dans une «structure sociale» ou un réseau d'interconnaissance. (Boudon et Fillieule, 2002 [1969] : 15)

6- Organisation de la thèse

Dans un premier temps, nous proposerons un survol historique du champ politique marocain et des mobilisations qui rendent possibles et influencent le M20F. Nous montrerons la manière dont des militants du 20 Février forment des dispositions militantes en amont de la mobilisation dans une pluralité d'espace sociaux et d'instances socialisatrices qu'ils reconvertissent dans la mobilisation du 20 Février (chap. 1). Ensuite, nous décrirons la dynamique protestataire du 20 Février et les expériences différenciées des évènements du M20F. Nous décrirons les processus de socialisation politique par l'évènement qui renforce ou active les dispositions militantes, et peuvent induire une rupture dans les parcours militants lorsque le M20F représente une «première rencontre» avec le militantisme (chap. 2). Finalement, nous chercherons à décrire les «réseaux dormants» du M20F à travers la variété des trajectoires post-M20F des militants. Les trajectoires de reconversion des militants nous permettront de souligner les incidences de la participation au M20F sur les carrières militantes des participants et l'espace protestataire marocain (chap. 3)

CHAPITRE I : LE M20F ET LE «TEMPS LONG»

Introduction

Sur les soulèvements populaires de 2011 réunis sous le label de «printemps arabe», certains récits spontanéistes insistent sur les éléments de rupture induits par ces mouvements et centrent les explications sur une temporalité très resserrée inaugurée par le geste du vendeur ambulant de Sidi Bouzid Mohamed Bouazizi.¹⁰

Il convient de souligner l'inscription des mouvements dans le «temps long» : dans les contextes historiques et politiques d'où ils émergent. Les soulèvements prennent appui sur des organisations préexistantes, des mobilisations précédentes, et des réseaux et des acteurs aguerris (McCarthy, 1996). Les réformes entreprises depuis le début des années 1990 dans la région ont pu servir au maintien des régimes autoritaires (Albrecht et Schlumberger, 2004 : 375), mais ont aussi ouvert des espaces de participation.

Les explications structurales et causalistes qui reconstruisent *a posteriori* la nécessité des soulèvements en insistant sur les contradictions économiques, politiques et sociales qui en seraient «à l'origine» nous semblent tout aussi problématiques.¹¹ Comme l'indique fort justement un participant d'Alexandrie du soulèvement égyptien : «on ne se donne pas rendez-vous pour faire la révolution» (El Chazli et Rayner, 2014 : 103).

¹⁰ L'article titré «How a Single Match Can Ignite a Revolution» de Robert F. Worth publié dans l'édition du 21 janvier 2011 du *New York Times* et la tribune de Hélé Béji dans le *Nouvel Observateur* du 10 janvier 2011 intitulée «Saint Bouazizi» illustrent cette mise en récit médiatique qui insiste sur la centralité du geste de Bouazizi. Certains récits savants participent aussi de ce que Choukri Hmed (2012 : 798) désigne comme le «credo spontanéiste» bien que moins caricaturaux que les exemples journalistiques (*e.g.* Bozarslan, 2011; Baduel, 2013), et notamment à l'intérieur de l'abondante littérature sur le «rôle des médias sociaux» dans les soulèvements (*e.g.* Khondker, 2013; Halverson et al., 2013).

¹¹ À ce sujet, la recension de Charles Kurzman (2012 : 379-380) des écrits de Robin Wright qui ne cesse de prédire depuis 1985 des changements politiques dans la région en raison des frustrations de la jeunesse et des dysfonctionnements économiques montre bien le *leap of faith* (il apparaît d'autant plus quand l'analyse est prospective) qu'on demande au lecteur de faire entre contexte structurel et causalité dans ce type d'écrits.

Dans ce chapitre, nous décrivons l'évolution du champ politique marocain et l'émergence d'un espace protestataire dynamique et «relativement autonome» de la politique instituée (Vairel, 2014 : 25). Ensuite, les processus et les lieux de socialisation politique des jeunes du 20 Février en amont de la mobilisation seront décrits. La socialisation politique sera présentée comme un processus continu et hétérogène par lequel les acteurs forment des dispositions qu'ils reconvertissent d'une étape à l'autre d'une «carrière» militante.

1- Évolution du champ politique marocain : du mouvement national au 20 Février 2011

Dans cette section, nous proposons d'opérer un *zoom* arrière à partir de la mobilisation du M20F afin de faire «entrer» dans le cadre de notre démonstration le «temps long» du champ politique marocain. Ce passage par l'histoire permettra d'éclairer les conduites de l'institution monarchique, et des acteurs de la politique instituée ou de l'espace protestataire lors des événements de 2011. Les contraintes du présent texte donneront des allures de survol à cet historique qui embrasse une vaste période (1930-2011). Il mettra en lumière l'histoire de la formation des modes de légitimation du régime, des rapports entre le Palais et les acteurs politiques concurrents et des modes d'actions des acteurs protestataires.

A- Mouvement national et mise en place de la gouvernance autoritaire

Au lendemain de l'Indépendance, deux acteurs concurrents occupent la scène politique : le parti de l'Istiqlal et le Trône. Le parti de l'Istiqlal est le point de convergence des élites nationalistes provenant de réseaux locaux variés qui se rencontrent dans l'opposition à la promulgation du dahir berbère de 1930 et qui mènent le combat pour l'indépendance (Aït Mous, 2013 : 747). Les élites nationalistes décident de «jouer la carte» de la monarchie dans la lutte pour la décolonisation. Dès 1934, la même année que la formation du Comité d'action marocaine (première organisation

nationaliste) une Fête du Trône est organisée. Le Roi Mohammed V devient l'image du mouvement national et l'interlocuteur de la métropole française dans les négociations de la décolonisation à partir de son discours de Tanger de 1947 (Leveau, 1976 : 245; Joffé, 1985 : 305).

Entre ces deux acteurs s'engage «une lutte pour le pouvoir» (Monjib, 1992) que l'institution monarchique remporte. Son emprise sur les forces armées et sa capacité à s'assurer le soutien des élites locales «inquiète[s] des projets de la bureaucratie nationale» permettent au premier monarque du Maroc indépendant de devenir un acteur incontournable de la scène politique et de s'imposer face aux élites nationalistes (Leveau, 1976 : 235). Le mouvement national réuni autour de l'opposition au colonialisme voit réémerger en son sein les clivages politiques et idéologiques que l'opposition au Protectorat avait relégués au second rang. Ces clivages mènent à la scission de l'aile progressiste du parti de l'Istiqlal qui fonde l'Union nationale des forces populaires (UNFP) en 1959 et affaiblissent le mouvement national (Palazzoli, 1972 : 238).

La constitution de 1963 octroyée par Hassan II confirme la domination du champ politique par le Trône. Les légistes qui fabriquent le texte constitutionnel parlent de «Constitution à deux étages» pour concilier la position surplombante et autocratique du monarque et la mise en place des règles du jeu parlementaire «ne jouissant que d'une suprématie relative...» (Tozy, 1999 : 90) Cette position de force n'est pas à elle seule garante de stabilité. Le règne d'Hassan II est marqué par deux tentatives de coup d'État (celui de Skhirat en 1971 et celui des aviateurs de 1972), et les émeutes du mois de mars 1965, les émeutes «du pain» des années 80 et les émeutes de décembre 1990 sur fond de grève générale et de crise internationale (Bennani-Chraïbi, 1994 : 214-230; Vairel, 2014 : 48-58).

Le maintien du pouvoir par le régime monarchique est le résultat d'un travail politique préemptif (Silitski, 2005) qui ne se cantonne pas à la réaction face aux pressions internes et externes. La monopolisation du pouvoir passe par le déploiement d'un appareil de sécurité et l'utilisation de la

violence sur les opposants politiques. Le régime fait la promotion d'une vision unanimiste du politique puisant dans un réservoir symbolique «de matériaux anciens» (Hobsbawm, 1995 : 6) et faisant usage «du lexique et des codes de la culture musulmane» (Burgat, 2007 [1995]: xi) pour installer sa légitimité et justifier l'usage de la violence contre ceux qui débordent des normes prescrites par l'institution monarchique (Tozy, 1999 : 32).

Ces normes ou «lignes rouges» qui encadrent les discours et la conduite des acteurs politiques s'incarnent dans la devise nationale (Dieu, la Patrie, le Roi) qui correspondent respectivement à la qualité de Commandeur des croyants du Roi, à l'intégrité territoriale du Maroc en référence au conflit autour du Sahara occidental et à l'inviolabilité de la personne du Roi toujours consacrée par l'article 46 du texte constitutionnel de 2011¹² (Vairel, 2008 : 214).

B- Trajectoires militantes sous les «années de plomb»

À partir de l'émeute du 23 mars 1965 à Casablanca violemment réprimée par les forces de sécurité menées par le Général Oufkir, l'état d'exception est promulgué et s'amorce une période connue comme les «années de plomb» (Vermeren, 2006 [2002] : 43). L'expérience de la répression et de l'emprisonnement marque profondément les trajectoires des militants de gauche et islamistes de cette génération militante. L'Instance Équité Réconciliation (IER) installée en 2004 par le Roi Mohammed VI qui enquête sur la période 1956-1999 fait état de l'ampleur des violations des droits humains durant cette période : disparitions forcées, centres de détentions secrètes, répression violente et disproportionnée des émeutes urbaines, détentions arbitraires, exécutions extrajudiciaires et torture.¹³

¹² Secrétariat Général du Gouvernement. *Bulletin officiel*, no.5964 bis, fait à Tétouan le 29 juillet 2011.

¹³ Instance équité et réconciliation (IER). *Synthèse du rapport final*, Commission nationale pour la vérité, l'équité et la réconciliation, Rabat, 2004, 48 pages.

Au début des années 1960, de nombreux jeunes s'engagent à gauche à travers le syndicat étudiant marocain : l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM). L'engagement étudiant et la panoplie des activités parascolaires (ciné-clubs, revues Souffles et Anfass, activités des centres culturels soviétiques et chinois, et ciné-clubs) forment une génération de militants. D'une part, ces militants se considèrent héritiers du mouvement national : au moment de sa création en 1956, l'UNEM est très près de l'UNFP et du Parti communiste marocain (PCM) (El Ayadi, 1999 : 209-210). D'autre part, la «génération frontiste» (Vairel, 2014 : 103) rompt en partie avec la génération des aînés et fonde des organisations qui émergent du terreau de l'UNEM et agissent dans la clandestinité face à une intense et violente répression (*e.g.* En avant! (*Ila Al Amam*) et le Mouvement du 23 Mars). L'emprisonnement et l'expérience de la torture induisent d'importantes ruptures biographiques et laissent sa marque sur les corps et les esprits des militants de cette génération.

Les mouvements islamistes font aussi face à l'hostilité du régime, principalement à partir de l'assassinat du leader socialiste Omar Benjelloun en 1975 par des militants du Mouvement de la jeunesse islamique marocaine (*chabiba islamiya*). Ce mouvement créé par Abdelkrim Mouti et Kamal Ibrahim en 1969 se disperse face à la répression (Burgat, 1988 : 187; Tozy, 1999 : 229).

D'une part, des militants rejoignent l'association Justice et Bienfaisance créée par le cheikh Abdessalam Yassine. D'autre part, des militants entreprennent de «sortir de la clandestinité» en prenant un virage légaliste. Ils investissent la sphère associative jusqu'à créer le Mouvement unicité et réforme (MUR) et le jeu électoral *via* le Mouvement populaire démocratique et constitutionnel (MPDC)¹⁴ qui sera renommé le Parti Justice et Développement (PJD) (Tozy, 1999 : 232).

¹⁴ Créé par le docteur Abdelkrim El Khatib suite à son exclusion du Mouvement populaire en 1967, le parti entre rapidement en hibernation, et lorsque les militants du MUR l'intègre en 1996, il est pratiquement une coquille vide.

C- Réformes sans démocratisation et reconversions militantes

Au début des années 1990, le régime d'Hassan II entreprend une série de réformes face au changement du contexte international (fin de la guerre froide et pressions internationales), aux mobilisations endogènes pour la défense des droits humains¹⁵ et la préparation de la succession sur le Trône. La création du Conseil consultatif des droits humains (qui devient le Conseil national des droits humains (CNDH) en 2011) montre l'intention du pouvoir de «prendre en charge» la question des droits humains (Rollinde, 2002 : 263). À la suite des élections législatives de 1997, l'appointment par le Palais d'Abderrahmane Youssoufi de l'USFP à la tête du gouvernement consacre ce qu'on appellera «l'alternance consensuelle» et représente un moment d'«ouverture sous contrôle» du jeu parlementaire.¹⁶

La mort d'Hassan II en 1999 et l'arrivée au pouvoir de Mohammed VI auréolé de sa jeunesse et de sa modernité accentuent la perception d'«un Maroc en transition». De plus, le nouveau monarque donne plusieurs gages du fait qu'il incarnerait une rupture avec le régime d'Hassan II : premiers discours (juillet et août 1999) qui s'engagent sur la question des droits humains, retour d'exilés politiques dès 1999 (notamment Abraham Serfaty : cofondateur d'En Avant!), limogeage de Driss Basri le 9 novembre 1999 (ministre de l'Intérieur depuis 1979 et associé à la répression), fin de l'assignation à résidence d'Abdessalam Yassine en 2000, installation de l'Instance équité et réconciliation (IER) en 2004 pour enquêter sur la violence des «années de plomb» et lancement de

¹⁵ Une première association la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (LMDDH) est créée en 1972 par des militants de l'Istiqlal. L'Association marocaine des droits humains (AMDH) suit en 1979, et l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH) en 1988. (Mouaqit, 1995 : 278)

¹⁶ La rupture induite par l'alternance consensuelle est à nuancer pour plusieurs raisons : (i) Elle procède moins du choix des urnes que de la volonté du Palais. (ii) Le projet d'Hassan II d'intégrer les opposants politiques dans le gouvernement n'est pas une nouveauté. Dès 1972, des négociations ont lieu, mais échouent du fait du rôle de figurants prévus pour les acteurs de la *koutla*, et, entre 1977 et 1985, l'Istiqlal participe au gouvernement. (Ferrié, 1998 : 232) (iii) Malgré la forte représentation des élus de l'USFP au sein du gouvernement, la collaboration avec les partis de l'administration et les technocrates appointés par le Roi demeurent nécessaire et les ministères de «souveraineté» demeurent le domaine du régime (*e.g.* Driss Basri est maintenu comme ministre de l'Intérieur). (Ferrié, 1998 : 231-232)

l'Initiative nationale de développement humain (INDH) en 2005 qui incarne le projet de règne de Mohammed VI pour répondre à la «question sociale» (Catusse et Vairel, 2003; 2010; Vairel, 2007).

Les réformes mises en place par le régime marocain s'inscrivent dans un processus de maintien de l'autoritarisme, d'«*une transition par imposition*» pilotée et limitée par le régime (Camau, 1999 : 5). L'«alternance consensuelle» qui mène au gouvernement Youssoufi représente plus un «renouvellement des élites» sélectionnées par le Palais qu'une remise en cause du «pluralisme limité» du régime (Albrecht et Schlumberger, 2004 : 378 ; Linz, 2006 [2000] : 157). De plus, la pluralisation sous contrôle, et l'utilisation du référentiel des droits humains et de la démocratie participative par le régime s'inscrivent dans une redéfinition des fondements de sa légitimité vis-à-vis des autres États et de sa propre population (Albrecht et Schlumberger, 2004 : 376).

Bien que les réformes n'aient pas mené à une démocratisation, les années 1990 voient émerger un espace protestataire dynamique et «relativement indépendant» de la politique instituée : mouvement des droits humains, mobilisations autour de la réforme du Code de statut personnel ou manifestations de solidarité internationale (Vairel, 2008 : 218).

Cette période est marquée par un «ajustement» entre les pratiques militantes et celles des services de sécurité. D'une part, les militants s'autolimitent : on peut penser à la «crainte des dérapages» des organisateurs de la marche du 20 février à Rabat face aux individus qui veulent entreprendre un *sit-in* ouvert à durée illimitée face au parlement ¹⁷ et à la crainte des débordements des militants casablancais quand des «indépendants» organisent un campement sur la Place Nevada suite à la manifestation du 20 mars 2011 (Smaoui et Wazif, 2013 : 54). D'autre part, les forces de sécurité trouvent intérêt à ne pas réprimer systématiquement toutes les manifestations et à moduler leurs réponses selon les configurations particulières. Par exemple, les protestations dans la foulée de la

¹⁷ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prométhée de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

mort du vendeur de poisson Mouhcine Fikri d'Al Hoceïma ¹⁸ ne connaissent que tardivement la répression des autorités, et des participants à la manifestation du 30 octobre 2016 à Rabat affirment que le régime cherche à «absorber la colère du peuple». ¹⁹

Au niveau individuel, cette période en est une de reconversion pour plusieurs militants. Les reconversions vers la politique instituée, le travail associatif ou la coopération internationale représentent des occasions de sortir de la clandestinité pour parfois «vivre de la politique» au terme d'un engagement coûteux au plan personnel en poursuivant un même combat par d'autres moyens (Cheynis, 2013; Vairel, 2014).

D- Réformes néolibérales et contre-interpellation protestataire

Au début des années 1980, un programme d'ajustement structurel qui mise sur la diminution de la taille de la bureaucratie, la libéralisation des échanges et la privatisation d'entreprises industrielles est mis en place afin de répondre à l'augmentation rapide de la dette extérieure à la fin des années 1970 (Bogaert et Emperador Badimon, 2011 : 245). L'incapacité de la fonction publique à intégrer le nombre croissant de diplômés universitaires produit par la généralisation des études supérieures, et l'interpellation du régime jugée insatisfaisante du problème du chômage provoque une contre-interpellation protestataire incarnée par les mouvements de diplômés-chômeurs.

Les diplômés-chômeurs (en particulier ceux du second cycle) refusent de cadrer leurs actions en termes politiques selon des impératifs organisationnels (dépasser le clivage gauchisme-islamisme

¹⁸ Le 28 octobre 2016, dans la ville d'Al Hoceïma, un vendeur de poisson voit sa cargaison détruite (la pêche de l'espadon est interdite à ce moment de l'année). En tentant de la récupérer, l'homme est broyé par le mécanisme du camion-benne. Dans le nord du pays, une mobilisation émerge pour dénoncer l'humiliation (*hogra*) et la marginalisation de la région du Rif. Dans plusieurs villes du Maroc, des manifestations de solidarité sont organisées.

¹⁹ Conversation avec des participants de la manifestation pour dénoncer l'humiliation (*hogra*) et honorer la mémoire de Mouhcine Fikri», Rabat, 30 octobre 2016.

des années universitaires), mais aussi afin de ne pas transgresser «une ligne rouge» du régime. Une dimension subversive est nécessaire pour attirer l'attention des autorités, mais une attitude trop ouvertement conflictuelle irait contre leurs objectifs d'inclusion économique (Emperador Badimon, 2011 : 79).

Par ailleurs, à partir du début des années 2000, les mobilisations contre les hausses des prix, les problèmes des services publics ou la détérioration des conditions économiques sont nombreuses et se développent notamment dans des régions périurbaines et rurales. Dès 2005, dans la ville de Oued Zem, des associations, des partis politiques et des syndicats s'unissent autour du slogan «Touche pas à mon pain!» jetant les bases de ce qu'on appellera les coordinations locales de lutte contre la hausse des prix et la dégradation des services publics, dont le M20F empruntera la structure organisationnelle (Naimi, 2015 : 9).

2- Socialisation politique en amont du 20 Février

Dans cette section, notre propos sur la socialisation politique vise à ouvrir «la boîte noire» du savoir-faire militant (Bargel, 2009 : 321), à montrer les processus par lesquels les acteurs forment ce que nous appellerons des dispositions militantes – deviennent «du métier» (Lagroye, 1994). Un travail sur les parcours de socialisation des acteurs permet de dissiper l'opacité du passage à l'acte que les approches qui se limitent à l'identification des déterminants socio-économiques ou des motifs intentionnels tendent à opacifier (Fillieule, 2001 : 199).

La question de l'apprentissage des attitudes et des comportements politiques émerge comme question scientifique dans le monde universitaire américain avec les travaux d'Herbert H. Hyman (1959) et l'entreprise de recherche menée par Angus Campbell qui débouche sur l'ouvrage *The American Voter* (Campbell et al., 1960) et sur le modèle de l'École de Michigan d'analyse des comportements électoraux, et dans le monde universitaire français avec les travaux fondateurs

d'Annick Percheron (1974) sur la socialisation politique des enfants. Les premiers travaux sur la socialisation politique conçoivent les effets de socialisation principalement comme des compétences politiques et des préférences électorales, et ils insistent sur l'importance de la socialisation primaire et se limitent à la participation électorale – laissant de côté un ensemble de compétences et de savoir-faire qui peuvent être reconverti dans une activité militante²⁰ et la multiplicité des formes de participation politique.

Dans cette section, nous proposerons que par des interactions continues dans une pluralité d'espaces sociaux et d'instances socialisatrices, les acteurs forment un «répertoire de dispositions» militantes qui comprennent des «compétences politiques» (Gaxie, 1978), des savoirs pratiques (maîtrise du «répertoire» des actions protestataires et capacité à tenir certains rôles) et des réseaux, mais aussi des schèmes de perception et d'action, des «appétences» (Lahire, 1999 : 133) et des référentiels idéologiques.

Après avoir souligné l'aspect processuel de la socialisation politique à l'aide du concept de «carrière» et la pluralité des espaces de socialisation (et donc des répertoires de dispositions) des acteurs, nous décrirons les différentes étapes et les différents lieux de socialisation politique des participants du M20F en amont de la mobilisation.

A- Carrière militante comme reconversions successives de dispositions

La question de la socialisation politique des individus rencontre une difficulté qui concerne l'ensemble des réflexions sur la socialisation par-delà le cas spécifique de l'engagement militant

²⁰ Des compétences et des savoir-faire sans lien intrinsèque avec le militantisme peuvent s'activer en situation et «servir» une pratique militante. Les reconversions du champ religieux au militantisme, la transformation d'ultras en révolutionnaires (Allal, 2011) ou l'utilisation de savoir-faire «criminel» en situation insurrectionnel (Leenders, 2012) sont autant d'exemples de la difficulté de fixer *a priori* ce qui constitue une disposition – elle ne peut qu'être «déduite de l'action» (Lahire, 2002 : 18-19).

soit celle du rapport entre différents moments socialisateurs. Comment rendre compte des «variations intra-individuelles» (Lahire, 2002 : 72) sans construire un acteur dépourvu d'histoire?

Pour répondre au problème de la persistance / variation des attitudes et des comportements politiques, un premier modèle émerge soit celui «de la persistance» (*life-long persistence model*). Ce courant insiste sur la formation précoce – lors de la socialisation enfantine – des attitudes politiques (*e.g.* Hyman, 1959; Campbell et al., 1960; Percheron, 1974; Muxel, 2001) et sur l'idée d'une «cristallisation incrémentale» (c'est-à-dire d'une fluidité décroissante) des dispositions (Sears et Funk, 1999). Cette proposition repose sur des corrélations statistiques robustes construites dans les études citées plus haut qui sont toutefois nuancées par certaines enquêtes (Alwin et Krosnick, 1991; Jennings et Niemi, 1981) et l'assertion logique selon laquelle le «système de schèmes de perceptions» formé par la socialisation primaire tend vers son renforcement puisqu'il structure le rapport de l'acteur aux événements subséquents (Bourdieu, 1980 B : 102).

Dans sa sociologie de la déviance, Howard S. Becker (1985 [1963] : 50) écrit au sujet de l'adoption d'un mode de vie «normal» qu'elle peut être vue «comme une série d'engagements de plus en plus nombreux et profonds envers les normes et les institutions conventionnelles.» Cette proposition appelle à la restitution des étapes qui mènent à l'adoption d'un comportement et propose d'envisager la socialisation dans sa dimension épisodique. L'entretien des dispositions et le maintien d'un «attachement» (*commitment*) (Becker, 1960) nécessite des renforcements. Les travaux (essentiellement quantitatifs) centrés sur la description de corrélations entre contextes familiaux et comportements adultes tendent à aplanir la dimension «épisodique» de la socialisation (Sears et Valentino, 1997).

Dans la littérature sur la socialisation politique, le modèle du «cycle de vie ouvert» ne remet pas en question les tendances observées par les études témoignant de la persistance des attitudes politiques, mais insiste pour problématiser les variations et les changements. Il met de l'avant

l'importance du «niveau d'incorporation» des dispositions et des renforcements dans l'explication de la persistance des attitudes (Searing et al., 1976). Pour ces approches, la socialisation est un processus continu tout au long de la vie et les contingences biographiques marquent les attitudes et les comportements politiques (Sigel, 1989; Sapiro, 1994).

Le modèle «générationnel» ou des «années impressionnables» (*impressionable years*) propose que certaines étapes de la vie soient particulièrement déterminantes dans la formation des dispositions politiques. La période que ce courant délimite est la période intermédiaire entre la fin de l'adolescence et le début de la vie adulte (Alwin et Krosnick, 1991). Durant cette période, les événements politiques exogènes (d'où l'idée de génération et la référence aux travaux de Karl Mannheim (1990 [1928])) peuvent activer ou modifier les dispositions des acteurs (Jennings et Niemi, 1981; Sears et Valentino, 1997).

Pour articuler les différentes étapes des parcours de socialisation des acteurs, nous proposons d'utiliser le concept de *carrière* issu de la tradition interactionniste de l'École sociologique de Chicago et de la sociologie des professions (Hughes, 1958; Becker et al., 1977). Dans la sociologie des mouvements sociaux, le concept a pu servir à l'étude des parcours militants (Fillieule, 2001; Agrikoliansky, 2017). Chacune des étapes de la carrière militante a une dynamique propre et des effets socialisateurs qui rendent possibles – sans déterminer – les étapes subséquentes du parcours. La carrière a une dimension objective, la succession des rôles socialement constitués occupés par l'acteur, et une dimension subjective, la succession des perspectives et des définitions de soi qui accompagnent les déplacements dans l'espace social (Hughes, 1958 : 63; Becker, 1985 [1963] : 47). L'acteur porte en lui cette carrière dans sa dimension objective et subjective sous forme de dispositions à agir et à percevoir qu'il reconvertit d'une étape à l'autre de son parcours (Darmon, 2003).

Dans la lignée de la sociologie au niveau individuel de Bernard Lahire (1998), nous préférons le concept de «dispositions» qui favorisent la présentation d'un «acteur pluriel» (Corcuff, 1999) à celui d'«habitus» qui propose «de construire et de comprendre de manière unitaire des dimensions de la pratique qui sont souvent étudiées en ordre dispersé» (Bourdieu et Wacquant, 1992 : 107).²¹ La prise en compte de la pluralité des sites d'inscription des acteurs et des différents rôles qu'ils y interprètent est au cœur de la tradition interactionniste et suppose une socialisation hétérogène et des répertoires de dispositions pluriels (Lahire, 1998 : 42). Dans la littérature sur le militantisme, l'intérêt pour l'hétérogénéité des socialisations et des dispositions se retrouve dans des travaux sur les transformations du militantisme dans un contexte où l'engagement devient moins structurant au plan identitaire pour les militants (Ion, 1997 ; Leclercq, 2005).

Dans la suite de cette section, nous procéderons en deux temps. D'abord, nous décrirons deux périodes de socialisation politique soit l'enfance, et la période universitaire qui peuvent représenter des moments d'une première rencontre avec le militantisme pour les jeunes du 20 Février. Le prochain chapitre sur la dynamique protestataire elle-même nous permettra d'évoquer des carrières militantes pour lesquelles le M20F représente une «entrée» en politique. Ensuite, nous évoquerons les procédés formels et informels de façonnement organisationnel dans les partis politiques, associations ou mouvements qui contribuent à former le répertoire de dispositions des participants au M20F en amont de la mobilisation.

i- Une socialisation primaire plurielle : Plusieurs trajectoires rencontrées nous permettent de souligner le rôle joué par la socialisation primaire dans les processus d'engagement. Il faut toutefois

²¹ La générosité herméneutique commande toutefois de souligner que la sociologie de Pierre Bourdieu (1997 : 79) propose tout de même de penser la possibilité d'«habitus clivés, déchirés, portant sous la forme de tensions et de contradictions la trace des conditions de formation contradictoire dont ils sont le produit» notamment sur les cas de mobilité sociale ascendante.

souligner qu'elle n'offre pas d'explications causales – les cas négatifs sont très nombreux. De plus, la coloration idéologique de l'engagement des «héritiers» n'est pas déterminée par celle des parents. Des trajectoires traversent certains clivages politiques (notamment entre gauchisme et islamisme), les fratries ne sont pas homogènes, et les différentes générations agissent dans des configurations politiques différentes et elles font face à de mêmes évènements à des temps biographiques différents (Bennani-Chraïbi, 2007 : 154-155). Toutefois, une sphère familiale politisée peut jouer un rôle de renforcement positif et favoriser l'engagement (McAdam et Paulsen, 1993 : 647). De plus, les dispositions militantes acquises lors de l'enfance – compétences politiques, maîtrise du vocabulaire militant, capacité à s'exprimer en public et à débattre, ou un nom de famille qui inspire confiance aux autres militants – facilitent une participation efficace au sein du collectif (Percheron, 1974).

Le parcours de Hamid²² permet de mettre de l'avant le rôle que peut jouer la famille et l'exemple des parents dans une carrière militante. Son père a connu l'emprisonnement suite à sa participation à une tentative de révolution armée en 1973.²³ À sa sortie de prison, son père rejoint le Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS)²⁴ et devient un des animateurs du parti dans la ville de Marrakech. Dès son plus jeune âge, Hamid est témoin de discussions politiques puisque les réunions de la section locale du parti ont lieu chez lui. Plusieurs livres sur lesquels il tombe dans la bibliothèque familiale contribuent à son éducation politique. Lorsque des camarades de son

²² Tous les prénoms utilisés sont fictifs. Nous catégorisons les informateurs par leurs appartenances organisationnelles au moment de l'enquête.

²³ Dans un contexte mondial marqué par les luttes révolutionnaires, une aile radicale de l'UNFP (Tanzim) cherche à établir des *focos* révolutionnaires sur le territoire marocain. Le projet est rapidement mis en déroute par le régime, et ses instigateurs et collaborateurs font face à l'emprisonnement.

²⁴ Le parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) naît de la scission sur une base radicale avec l'USFP en 1983. Il est autorisé en 1989 et il porte un projet socialiste et un référentiel pan-arabiste. Depuis 2007, il participe à une alliance électorale (FGD) avec le Parti du socialisme unifié (PSU) et le Conseil national ittihadî (CNI).

père se trouvent chez-lui, ils plaisantent autour du fait qu'il devrait devenir un jour pilote d'avion afin de pouvoir «péter le Palais royal».²⁵

Zineb naît aussi dans une famille marquée par l'action militante. Son père était un militant d'En Avant! qui a connu l'emprisonnement et la torture durant les «années de plomb». Il meurt des conséquences médicales de la torture. Sa mère est militante à l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et du parti de La voie démocratique²⁶. Dès son plus jeune âge, Zineb participe à des manifestations dans les bras de sa mère. Elle y apprend les slogans des manifestations et gagne une «capacité à s'exprimer et à débattre de politique».²⁷

Toutefois, «l'activation des dispositions n'est pas automatique» (Siméant, 2009 : 102). Les dispositions militantes ne sont pas un ensemble de caractéristiques cristallisées portées par l'individu, mais s'activent en situation et dans des réseaux d'interactions. Par exemple, plusieurs militants sont passés par une période non-politisée ou la priorité est accordée aux études ou à la vie privée après une enfance fortement marquée par l'engagement politique des parents. Mehdi souligne que malgré le passé militant de son père au sein de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) avec lequel il faisait du porte-à-porte lors de campagnes électorales lorsqu'il n'avait qu'une dizaine d'années, il s'est d'abord concentré sur ses études. Ce n'est que lorsqu'il s'est rendu étudier à Paris et qu'il a cofondé avec d'autres expatriés marocains l'association Cap Démocratie Maroc (Capdema) qu'il s'est véritablement «engagé».²⁸

Nizar souligne que jusqu'à la mobilisation du 20 Février, il était «politisé sans vraiment l'être». L'engagement dans le mouvement syndical de son père qui était passé par «la case prison» et celui

²⁵ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

²⁶ Parti issu de la légalisation de l'organisation marxiste-léniniste clandestine En Avant!. Présent dans le monde syndical et associatif, il n'a jamais participé à des élections depuis sa légalisation en 2004.

²⁷ Entretien avec une étudiante universitaire, Tanger, 9 novembre 2016.

²⁸ Entretien avec un militant du Mouvement Clarté Ambition Courage et élu local de la Fédération de la Gauche Démocratique (FGD), Rabat, 17 octobre 2016.

de sa mère dans le mouvement féministe ne l'avait pas poussé à s'impliquer en politique. Son retour de Montréal où il poursuivait des études collégiales coïncide avec la première manifestation du 20 février. C'est au sein du M20F qu'il «forme collectivement» avec ses camarades «sa propre conscience politique».²⁹

Il convient de souligner que plusieurs acteurs arrivent au militantisme sans être issus de familles militantes, et même parfois, de familles craintives vis-à-vis de la participation politique. Khadija est originaire de la ville de Oujda – tout à l'est du Maroc, près de la frontière algérienne. Elle vient d'un milieu assez conservateur, «marocain, normal, enfin (rires)». Venant d'un milieu pauvre, les capacités qu'elle montre à l'école poussent son père à l'envoyer faire des études en ville. Elle entreprend des études de journalisme à l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC) de Rabat. C'est au sein du syndicat de cette école qu'elle rencontre d'autres militants et décide d'intégrer l'AMDH et le PADS.³⁰

Rachid est originaire de la petite ville de Ksar el-Kébir au nord du pays, il vient lui aussi d'une famille assez conservatrice et n'ayant pas d'activités militantes. Il se souvient toutefois d'avoir été témoin des mobilisations syndicales et de celles des diplômés-chômeurs dans sa ville natale. C'est à l'école qu'un professeur lui fait découvrir l'histoire des révolutions et du mouvement ouvrier. Il fait de nombreuses lectures durant cette période et rejoint dès que possible (à 16 ans et à 18 ans) l'AMDH et La voie démocratique.³¹ Ce parcours nous permet de mettre lumière la distinction entre socialisation primaire et socialisation familiale. Bien que la famille soit un lieu important de

²⁹ Entretien avec un militant de l'Union étudiante pour le changement du système éducatif (UECSE), Rabat, 19 octobre 2016.

³⁰ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

³¹ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et du parti de La voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

socialisation pour les enfants, ils traversent d'autres instances socialisatrices et espaces sociaux et sont soumis à d'autres influences (Darmon, 2016 [2006] : 52).

Finally, Mohamed est né dans une famille conservatrice de Salé – ville faisant face à la capitale Rabat de l'autre côté du fleuve Bouregreg. Il reçoit une éducation musulmane contre laquelle il se rebelle. Dire non à ses parents, se laisser pousser les cheveux et ramener une petite amie française pour manger chez ses parents sont autant d'étapes de son affirmation dans la sphère familiale. Des rencontres avec «des militants plus avancés que lui», des voyages en Europe, l'apprentissage de la langue française, et des lectures contribuent à ce qu'il s'extrait de son milieu.³²

ii- La période universitaire : Pour plusieurs militants, la période universitaire constitue une période de transition au plan personnel – des «années impressionnables» (*impressionable years*) (Alwin et Krosnick, 1991; Sears et Valentino, 1997) : autonomisation vis-à-vis de la famille et du milieu d'origine, et changement de statut social grâce à l'accès à l'éducation supérieure. De plus, les campus sont des espaces de visibilité et des «lieux périphériques de l'exercice du politique» (Tozy, 1990 : 98) pour plusieurs mouvements de la gauche radicale et de la mouvance islamiste : notamment Justice et Bienfaisance, l'Organisation du renouveau étudiant marocain (OREMA) (branche étudiante du MUR et du PJD), La voie démocratique basiste (*Annahj Addimocrati al-Qa`idi*), et autres groupuscules de la gauche radicale (Desrues et Kirhlani, 2013 : 758).

De sa création jusqu'au début des années 90, le syndicat étudiant de l'Union nationale des étudiants marocains est contrôlé par les forces politiques de la gauche radicale. Comme nous l'avons indiqué rapidement dans le chapitre précédent, les jeunes de l'UNEM ont été victimes d'une

³² Entretien avec un militant du Mouvement alternatif des libertés individuelles (MALI) et acteur associatif, Rabat, 22 novembre 2016.

intense répression durant les «années de plomb». Outre la répression orchestrée par l'État, le syndicalisme étudiant de gauche est affaibli par ses luttes intestines et sa confrontation avec les courants islamistes qui s'installent durablement sur les campus lorsque l'UNEM est relancé en 1978 après son interdiction en 1974.³³

Les confrontations pour le contrôle des campus sont parfois violentes, et rendent difficile une collaboration entre les courants de gauche et islamiste bien que «l'hypothèse d'un cloisonnement entre ces scènes protestataires» soient à nuancer compte tenu de la circulation de militants entre ces milieux et les rapports fussent-ils conflictuels qu'ils entretiennent (Smaoui et Wazif, 2013 : 45-46). La prise de contrôle de l'UNEM par Justice et Bienfaisance en 1995 et la création de l'OREMA en mars 2003 incarnent cette prise de contrôle des campus par les étudiants islamistes bien que des groupes étudiants de différentes tendances de la gauche radicale persistent sur les campus (Spiegel, 2015 : 53). À Rabat, les mouvements estudiantins de gauche mobilisent peu et ne représentent pas une force politique très importante.³⁴ Toutefois, on peut souligner que plusieurs des jeunes de la coordination de Rabat-Salé du 20 Février sont passés par le syndicat étudiant de l'ISIC – une école de journalisme située dans la cité universitaire – et certains y ont connu leurs premières expériences de militantisme et y forgent des liens qui s'activeront dans le M20F.³⁵

À la Faculté des sciences d'Aïn Chok de Casablanca, face au constat «qu'il n'y rien à la fac sauf les islamistes», un groupe d'étudiants créent le Club conscience estudiantine en 2005. Parmi les fondateurs, Marouane pour qui «tout commence avec le Club» raconte qu'ils sont d'abord «allés voir» les militants de Justice et Bienfaisance qui contrôlaient le syndicat étudiant, mais qu'une

³³ Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), *Brève histoire du syndicalisme des étudiants et élèves marocains*, Recherche et rédaction par l'équipe de documentation de l'UECSE, mis en ligne le 4 février 2014, (Consulté le 27 mai 2017).

³⁴ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et de La Voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

³⁵ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

collaboration était impossible compte tenu des épisodes violents du passé («c'est eux qui ont tué le mouvement de gauche sur les campus») et d'une incompatibilité idéologique profonde (Marouane hésite même à reconnaître la qualité d'idéologie au discours des militants islamistes).

La décision de créer un Club ne va pas de soi. Il s'agit d'une forme d'organisation estudiantine créée par le pouvoir face à son incapacité à contrôler le syndicat étudiant de l'UNEM. Les clubs sont généralement apolitiques organisant des activités culturelles ou de charité, mais les précurseurs du club dont plusieurs s'impliquent aussi au sein de l'association ATTAC-Maroc décident d'investir cette structure «qu'il est possible de contrôler» pour en faire autre chose. Le Club fonctionne comme une agora où on aborde des questions qui touchent la jeunesse et où on présente «un autre point de vue à part la religion». Au départ, afin de lutter contre la «culture du désintérêt» pour le politique sur les campus, le Club organise principalement des activités culturelles : ciné-clubs, musique, théâtre... Toutefois, Marouane insiste sur le fait que ses activités s'inscrivent dans un cadre militant : «on ne fait pas de la musique pour de la musique, c'est toujours dans un cadre militant. Les projections de films qu'on fait, ce n'est pas des films qu'on peut voir dans les cinémas».³⁶

Les trajectoires éducationnelles des jeunes Marocains se déployant souvent outre-mer, le cas de Mehdi illustre les formes de socialisation politique «à l'étranger». Après un passage dans l'École Mohammadia d'ingénieurs de Rabat qui offre une formation militaire et qui proscrit l'engagement militant, Mehdi décide de poursuivre ses études à Paris. Il cofonde en 2008 avec d'autres étudiants marocains expatriés l'association Cap Démocratie Maroc (CapDeMa) particulièrement active dans le plaidoyer et la vie intellectuelle (notamment *via* l'organisation d'Universités d'été et de débats

³⁶ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 23 novembre 2016.

publics mensuels). À son retour au Maroc, il participe à la fondation d'une branche marocaine pour l'association qui participe à la mobilisation de 2011.³⁷

B- Façonnements organisationnels des jeunes du 20 Février

L'un des intérêts du concept de «carrière» (notamment dans l'acception d'Erving Goffman (1968; 1991)) est de permettre de penser la manière dont l'inscription dans des instances socialisatrices permet d'acquérir des dispositions à agir et modifie le rapport à soi. Les militants «deviennent du métier» (Lagroye, 1994) (au double-sens qu'ils en acquièrent les savoir-faire et qu'ils s'y identifient) de manière informelle par mimétisme en côtoyant des militants aguerris et à travers des «bandes» qui émergent des interactions au sein des mouvements ou des organisations (Bargel, 2009 : 326 et 331-332), mais aussi, via des procédés formels puisque l'adhésion à certains collectifs est couplée d'une formation idéologique et pratique (Ethuin, 2003).

i- L'Association marocaine des droits humains (AMDH) : Pour de nombreux militants du 20 Février, et notamment pour plusieurs qui sont au centre de la mobilisation et en sont les précurseurs, l'Association marocaine des droits humains (AMDH) est une étape importante dans leurs parcours. L'association est créée en 1979 par des militants de l'USFP afin de défendre leurs camarades emprisonnés (Rollinde, 2002 : 207). À partir du milieu des années 1980, l'association est codirigée par des militants du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et de La voie démocratique.

Au milieu des années 2000, les instances dirigeantes de l'association s'inquiètent du vieillissement de ses effectifs et cherchent à mettre en place des mesures afin de dynamiser le

³⁷ Entretien avec un militant du Mouvement Clarté Ambition Courage et élu local de la Fédération de la gauche démocratique (FGD), Rabat, 17 octobre 2016.

recrutement parmi les jeunes. Ces mesures prennent la forme de Club des droits de l'homme dans les lycées où des militants de l'AMDH sont enseignants, des colonies de vacances ou des Universités d'été (Université Espoir et Prométhée), et au niveau interne, des quotas sont instaurés pour assurer la participation des jeunes dans les instances de l'organisation.³⁸ L'AMDH est aussi un passage obligé pour les jeunes militants qui s'encartent d'abord au PADS ou à La voie démocratique.³⁹

Pour des enfants de militants de gauche, le passage par les colonies de vacances de l'AMDH représente une occasion de rencontrer d'autres enfants avec qui ils partagent certaines expériences (mode de vie alternatif et passage par la prison des parents) et une même marginalité. Pour Hamid, les rencontres faites à l'AMDH représentent un soulagement. Alors qu'avec les amis du quartier «il était toujours l'exception», il «trouvait enfin sa place» au côté des camarades de l'AMDH.⁴⁰

Plusieurs militants sont attirés à l'AMDH parce qu'ils considèrent que c'est une organisation «qui agit réellement sur le terrain»⁴¹. Des «incitatifs sélectifs» (Olson, 1965) informels favorisent une participation intense des jeunes engagés. Par exemple, les places pour les conseils nationaux qui se déroulent à Rabat sont limitées (en particulier pour les militants de sections locales périphériques) et attribuées selon le mérite : «Il fallait travailler beaucoup dans les sections, surtout pour les petites sections. Si à Rabat il avait 20 jeunes qui participaient, il pouvait en avoir que 2 pour nous. C'était un défi de chaque jour. J'étais présent dans tous les sit-in».⁴²

³⁸ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et du parti de La voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

³⁹ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

⁴⁰ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

⁴¹ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

⁴² Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

ii- Les partis politiques de gauche : Plusieurs militants du M20F sont issus des jeunes militantes et sont encouragés par les structures partisans à participer aux activités du mouvement.⁴³ Les partis politiques de la gauche non gouvernementale (La voie démocratique, PADS, PSU, CNI) et une partie des jeunes des autres partis de gauche (USFP et Parti du progrès du socialisme (PPS)) participent aux activités du M20F.

Dans certains partis politiques, l'adhésion est couplée d'une formation idéologique formelle. Par exemple, pour «entrer» à La voie démocratique, il faut faire des lectures sur la doctrine politique du mouvement desquelles il est demandé de fournir des résumés. Pour le parti «encore marqué par son action dans la clandestinité», il s'agit d'une façon de se protéger des infiltrations et de former les nouveaux venus.⁴⁴

De plus, les militants des jeunes partisans participent à des congrès, des assemblées générales, organisent des conférences et cherchent à mobiliser la population sur des enjeux – notamment lors des campagnes électorales.⁴⁵ Tout comme l'AMDH, les jeunes des partis sont aussi des espaces où se forment des «bandes» liées par l'amitié et le militantisme (Bargel, 2009 : 331-332).

Parfois, l'engagement dans un parti se fait à travers les relais associatifs de celui-ci. Hamid participe dès son jeune âge aux matinales de l'Association marocaine pour l'éducation de la jeunesse (AMEJ) dont la section locale est gérée par des militants du PADS. Il y apprend des chants militants et y apprend à débattre de politique avec ses camarades.⁴⁶ Mohamed rencontre dans son quartier de Salé des militants plus expérimentés qui ont fondé le Mouvement Nouvel Horizon.

⁴³ Entretien avec une étudiante universitaire, Tanger, 9 novembre 2016.

⁴⁴ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et du parti de La voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

⁴⁵ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

⁴⁶ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

L'association est créée par des jeunes militants de gauche qui cherchent à offrir une alternative aux mouvements islamistes très bien implantés dans la ville de Salé (Sakhi, 2013). Il participe d'abord à une journée d'étude organisée par l'association. Il rejoint plus tard l'USFP suivant l'exemple d'autres militants de l'association. Il se familiarise progressivement au rôle de militant «à force de participer à des manifestations, de fréquenter d'autres militants, et de passer du temps au café Balima...»⁴⁷

Lors du M20F, les ressources partisans sont mises à la disposition du mouvement et les partis politiques représentent des réseaux d'interactions au sein desquels les événements de 2011 sont appréhendés par les acteurs. Par exemple, les jours qui précèdent la première manifestation du 20 février, le PADS tient un congrès national à Casablanca prévu de longue date lors duquel les discussions sont accaparées par les événements. Les membres qui siègent à ce congrès se rendent ensemble sur la Place des pigeons de Casablanca le 20 février pour participer à la manifestation.⁴⁸

iii- Nouveaux venus protestataires : libertés individuelles et altermondialisme : Deux organisations dont la création est relativement récente et dont les militants ont participé au M20F méritent notre attention. ATTAC-Maroc (branche marocaine de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour la défense des citoyens créée en 1998 en France) tient son assemblée constitutive en juillet 2000 (Khiari, 2003 : 118). Malgré son référentiel altermondialiste, ATTAC-Maroc s'inscrit dans la dynamique de la gauche radicale marocaine qui cherche à se reconstruire à la sortie des «années de plomb». ATTAC propose une critique très sévère des

⁴⁷ Café connu comme un repaire des militants de Rabat. Il faisait face au parlement en faisant un lieu de choix pour les activités sociales post-manifestations. Récemment fermé.

⁴⁸ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

organisations traditionnelles et de leurs façons de faire, et souhaite proposer une «nouvelle offre politique» (Cheynis, 2005 : 184-185).

L'association ATTAC met très tôt ses ressources au service de mobilisations émergentes sur les hausses de prix et les services publics. Dès janvier 1999, à Rabat, dans le quartier populaire de Yacoub El Mansour, des usagers de la Redal entreprennent un sit-in devant le siège de la compagnie de distribution d'eau et d'électricité en réaction à des factures jugées trop élevées (Cheynis, 2005 : 190). Dans cette lignée, les militants d'ATTAC investissent les coordinations de lutte contre la hausse des prix et la dégradation des services publics (Bennafla et Emperador et Badimon, 2010 : 75). Les militants casablancais apportent leur appui aux citoyens aux prises avec les hausses des tarifs des services de la Lyonnaise des eaux de Casablanca (Lydec).⁴⁹ Des militants participent aussi à des caravanes de solidarité avec les mobilisations à Bouarfa.⁵⁰ Un militant de l'AMDH et de La voie démocratique qui représentait à ce moment ATTAC au sein de la coordination de Rabat décrit le mouvement des *tansikiyat* (coordinations) comme «la même chose que le 20 Février, mais en plus petit...d'une moins grande ampleur».⁵¹

Le Mouvement alternatif des libertés individuelles (MALI) est cofondé par Zineb El Rhazoui et Ibtissame Lachgar en 2009. D'abord actif sur les médias sociaux, l'association se fait connaître lors de sa première activité publique : un pique-nique dans la forêt de Mohammedia durant le ramadan pour dénoncer l'article 222 du Code pénal qui proscrit la rupture publique du jeûne pour un citoyen musulman (Sidi Hida, 2011 : 174). Pour ces militants, la mise de l'avant d'un mode de vie alternatif (consommation d'alcool et de haschich, vivre en concubinage sans être marié, «porter

⁴⁹ Entretien avec un militant d'ATTAC-Maroc et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Casablanca, 26 octobre 2016.

⁵⁰ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains et de La voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

⁵¹ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocain des droits humains, Rabat, 30 octobre 2016.

des t-shirts avec le visage du Che et avoir les cheveux longs... (rires)»⁵² participe de l'engagement militant.

iv- Les organisations islamistes : Les plus nombreux représentants de la mouvance islamiste au sein du M20F appartiennent à l'association Justice et Bienfaisance. La figure charismatique du cheikh Abdessalam Yassine (décédé en 2012) est centrale pour les militants de la *jama'a*. Après un début de carrière comme fonctionnaire de l'enseignement, Yassine rejoint la confrérie soufie *Boutchichia*⁵³ dirigée par le cheikh Abbas en 1965. Il quitte la *zaouïa* en 1973 après la mort du cheikh Abbas et la succession à la tête de la confrérie. Il adresse en 1974 une lettre à Hassan II intitulée *L'Islam ou le déluge* qui lui vaudra l'internement dans un asile psychiatrique puisqu'elle remettrait en question le statut de commandeur des croyants du monarque. En 1981, il crée la *Ousrat al-Jama'a* qui constitue un «prélude informel» à la création de Justice et Bienfaisance en 1987. Il sera assigné à résidence jusqu'en 2000, sentence levée par Mohammed VI après son accession au trône. (Tozy, 1999 : 193-194; Vairel, 2008 : 220)

L'engagement au sein de Justice et Bienfaisance impose aux militants un mode de vie très précis et codifié dans le livre *Al minhaj an-nabaoui* (La voie prophétique) de Yassine. Une formation spirituelle et politique est acquise lors de fréquentes rencontres et par le «compagnonnage» entre militants. Une connaissance approfondie des textes religieux et de la doctrine politique de l'organisation, et l'acquisition de certains savoir-faire comme le prêche et la prise de parole improvisée sont au centre de la formation (Tozy, 1999 : 202-206; Motaouakal, 2014 : 245-260).

⁵² Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

⁵³ La confrérie soufie *Boutchichia* est issue du courant soufie de la *Quadiriyya*. La confrérie combine «initiation mystique traditionnelle» et «formation théologique et politique nouvelle». (Tozy, 1990 : 83-84)

L'intensité de la formation et sa durée permettent de s'assurer des fidélités militantes et de se prémunir de possibles infiltrations.

Conclusion

Ce chapitre nous a permis de mettre en relief les conditions d'émergence du M20F à l'échelle du champ politique et de l'espace protestataire marocain, des organisations politiques, mais aussi à l'échelle individuelle des participants qui font le M20F. Le M20F n'est pas simplement le produit du contexte régional ou un mouvement spontané, mais il émerge d'un terreau fait des couches successives de mobilisations portées par des collectifs et des individus qui rendent possibles et influencent le mouvement de 2011.

Ce chapitre permettra d'éclairer les conduites des différents acteurs lors de la conjoncture particulière de 2011 en donnant à voir la formation sur le temps long des modes de légitimation du régime et de son rapport avec ses concurrents politiques, mais aussi des modes d'action et des revendications des acteurs protestataires. Les performances protestataires et répressives en «temps chaud» puisent dans un répertoire historiquement formé dont la connaissance est nécessaire pour comprendre ce qui se joue sur le «temps court» (Tilly, 2008; Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2012 : 778).

CHAPITRE II : L'EXPÉRIENCE MILITANTE DU 20 FÉVRIER

Introduction

Les soulèvements dans le monde arabe ont secoué les représentations qui insistaient sur le caractère d'«exception autoritaire»⁵⁴ de la région dans un monde post-guerre froide globalisé au *telos* démocratique (Camau, 2002 : 59). Les évènements de 2011 marquent les sociétés et les systèmes politiques, mais aussi le champ scientifique pour lequel les soulèvements sont un objet de controverse entre modèles explicatifs et de reconversion d'outils théoriques.

Deux types d'explication (spontanéiste et structuraliste) partagent certaines limites et nous apparaissent incapables de rendre compte des «micro-fondations» des mobilisations et du rôle des acteurs individuels et collectifs dans ces processus (Dobry, 2012 [1986] : 75). D'une part, ce que Choukri Hmed (2012 : 798) décrit comme le «crédo spontanéiste» centre les explications sur une temporalité très resserrée et la description de la séquence des évènements. Les descriptions fines de «l'échange de coups» lors d'une configuration de crise sont tout à fait intéressantes, mais peuvent participer du dogme de «l'immaculée contestation» (Taylor, 1989 : 761) quand elles ne sont pas couplées d'un travail sur le temps long – sur les répertoires historiquement formés dans lesquels les performances en «temps chaud» puisent (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2012 : 778; Tilly, 2008).

D'autre part, dans la lignée des approches structuralistes et causalistes des révolutions (*e.g.* Moore, 1966; Skocpol, 1979), plusieurs auteurs cherchent à identifier les contradictions économiques, politiques et sociales à l'origine des mobilisations dans le monde arabe. L'«arrière-

⁵⁴ De Bernard Lewis (1990) à Samuel Huntington (1997), l'idée d'une exception autoritaire arabe est souvent accompagnée de la proposition culturaliste de l'incompatibilité de la religion musulmane avec la démocratie. À la suite de François Burgat (2007 [1995]), il convient de souligner que ces discours reproduisent le monopole de production de l'universel des puissances occidentales (coloniales), et décrivent la société de l'autre essentiellement par ses «manques» en lui déniaient sa propre participation à cet universel. Yahia H. Zoubir (2011) souligne avec justesse que les soulèvements arabes ont permis de montrer les aspirations démocratiques des populations arabes et musulmanes.

plan économique» (chômage et inégalités) et la «frustration relative» des jeunes arabes précarisées coincées dans «l'âge de l'attente» (*waithood*) (Singerman, 2011) faute d'opportunités économiques sont souvent évoqués dans les explications (*e.g.* Joffé, 2011; Blavier, 2016). Ces explications «structurelles» donnent peu d'indications sur les processus d'émergence et de montée en force des mouvements protestataires, encore moins sur leur déroulement concret. La connexion entre le contexte économique et le déclenchement des mouvements est loin d'être évidente si le rôle des acteurs et de l'histoire politique et protestataire sont mises de côté. La large participation des classes moyennes et un contexte économique qui n'a rien d'exceptionnel en comparaison à des pays n'ayant pas connu de soulèvement ou à d'autres périodes de l'histoire récente des pays touchés invite à éviter les explications economicistes (El Meehy, 2013).

1- Dynamique protestataire du M20F

Les exemples des soulèvements ailleurs dans le monde arabe contribuent certainement à l'émergence et à la définition de la signification du M20F, mais le contexte régional ne peut suffire à expliquer la mobilisation au Maroc. L'idée d'un «effet domino» pour expliquer la diffusion à l'échelle régionale des soulèvements participe d'une vision spontanéiste et d'une tendance à l'homogénéisation de contextes politiques divers (Bonney, 2011). Sur le cas marocain, la réaction des autorités et les pratiques protestataires relativement autolimitées montre bien que le «lieu compte» dans la diffusion régionale des soulèvements (Bunce, 2000; Bunce et Wolchik, 2007 : 97). Le M20F ne fait pas que «suivre le courant», mais il s'inscrit dans la continuité de mobilisations locales qui ont «jeté les bases du mouvement». ⁵⁵

⁵⁵ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

Si le maintien des régimes autoritaires passe notamment de la perception de leur «invincibilité» (Olson, 1990), les soulèvements ailleurs dans le monde arabe bousculent les évidences, et montrent la vulnérabilité de régimes jusqu'alors perçus comme tout-puissant et le potentiel des mouvements protestataires (Kurzman, 1996). Ce que les acteurs conçoivent comme l'horizon du possible se voit modifié – une «éclaircie»⁵⁶ se profile.

La diffusion régionale des «printemps arabes» passe essentiellement par des voies non-relationnelles – le cas d'un militant d'ATTAC-Maroc de Casablanca présent en Égypte (au moment des manifestations sur la place Tahrir en janvier 2011) pour une formation du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM) fait figure d'exception (Bennani-Chraïbi et Jekhllaly, 2012 : 881). L'émulation protestataire passe par une forme d'identification ou d'attribution de similarités avec les autres peuples en lutte (McAdam et Rucht, 1993), La participation à un même «espace public arabe» (Camau, 2006 : 71) et la perception d'être face aux mêmes problèmes (corruption, chômage, autoritarisme) peut faciliter cette identification (Beissinger, 2007 : 265; Strang et Meyer, 1993 : 487). Un militant de La voie démocratique et de l'AMDH explique un peu plus crûment : «Lorsqu'on a vu les soulèvements dans les autres pays, on s'est dit qu'il fallait quelque chose au Maroc aussi. Là-bas c'était la merde et ici c'était la même merde...»⁵⁷

A- Acte I : Formation d'un champ multi-organisationnel et première manifestation

En réaction aux protestations tunisiennes et égyptiennes, le cyberspace marocain s'active et de nombreux groupes *Facebook* sont créés. Dès le 14 janvier, trois jours après la chute de Zine el-

⁵⁶ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

⁵⁷ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

Abidine Ben Ali en Tunisie, des jeunes de Meknès sans affiliation politique créent sur *Facebook* le groupe «Des Marocains dialoguent avec le Roi» renommé peu après «Mouvement liberté et démocratie maintenant» (Bennani-Chraïbi et Jeggllaly, 2012 : 877-878). Sur le groupe, des débats ont lieu sur la nature des revendications et la forme des protestations que devrait prendre un mouvement marocain. Une plate-forme revendicative est élaborée et un appel à manifester partout au pays est fixé pour le 27 février. Plusieurs militants évoquent les discussions en ligne lorsqu'ils sont interrogés sur les premiers contacts qu'ils ont avec le M20F. Par contre, le rôle joué par les réseaux sociaux est à relativiser puisque l'émergence du mouvement doit beaucoup à des organisations politiques déjà constituées qui cherchent à saisir l'occasion de 2011 et mobilisent leurs ressources (Sakhi, 2015). Toutefois, pour des individus extérieurs aux réseaux des militants aguerris, la présence dans le cyberspace du M20F permet un accès à d'autres informations sur le mouvement et sur ses précurseurs que celles relayées par les médias officiels.⁵⁸ Dans les médias officiels, les jeunes du M20F ont été les victimes d'une campagne médiatique négative les qualifiant à la fois «d'agents du Polisario⁵⁹ et de l'Algérie, [et] de mécréants, d'athés [sic], de mangeurs de Ramadan, d'homosexuels». ⁶⁰

Sur le terrain, des sit-in de solidarité sont organisés en appui aux soulèvements dans la région. Des coordinations sont mise sur pied afin d'organiser ces campagnes qui réactivent certaines structures existantes comme la Coordination marocaine de soutien aux démocrates tunisiens

⁵⁸ Toutefois, les «nouveaux» médias sont aussi le relai de rumeurs calomnieuses sur les militants et de tentatives d'intimidation. Entretien avec un militant du Parti authenticité et modernité (PAM) et acteur associatif, Rabat, 18 octobre 2016.

⁵⁹ Le *Frente Popular de Liberacion de Saguia el Hamra y Rio de Oro* (Polisario) est fondé le 27 février 1976 alors que le territoire du Sahara occidental est sous juridiction marocaine depuis la signature du Traité de Madrid la même année.

⁶⁰ Abdelhamid AMINE. «Le mouvement du 20 février : Réalités et perspectives», exposé fait le 5 août 2011 *via* Internet dans le cadre d'une activité organisée par la Coordination de soutien au mouvement du 20 février à Bruxelles, (En ligne), Consulté le 14 mars 2017.

(CoMaSoDeT)⁶¹ et qui en créent de nouvelles comme le Comité marocain de soutien aux peuples arabes en lutte lorsque les protestations se généralisent dans la région. Les sit-in connaissent dans un premier temps la répression des autorités, mais sont progressivement tolérés. À Tanger, les sit-in se déroulent sur la Place des Nations qui borde l'avenue Mohammed V en plein cœur du centre-ville et s'inscrivent dans la continuité des mobilisations contre la compagnie française Amendis qui est responsable de la distribution de l'eau et de l'électricité dans la *wilaya* de Tanger (Hannoum, 2013 : 273).

Le 12 février, une manifestation est organisée face au parlement à Rabat par le Comité marocain de solidarité avec les peuples arabes. L'ancien président de l'AMDH, et cadre dirigeant de La voie démocratique et de l'Union marocaine des travailleurs (UMT) qui devient le vice-président du Conseil national d'appui au mouvement du 20 février (CNAM20F), Abdelhamid Amine, propose qu'au terme de cette manifestation qui se transforme en forum de débat, des acteurs aux idées par ailleurs divergentes s'entendent sur le fait qu'il faille «descendre dans la rue et marcher ensemble et partout au Maroc, le 20 février.»⁶²

La composition du M20F est hétérogène et regroupe des acteurs associés à la gauche réformiste et radicale (ATTAC, La voie démocratique, PSU, PADS, jeunes de l'USFP, dissidents du PPS, maoïstes, basistes et trotskistes, etc), des acteurs au référentiel islamique (Justice et Bienfaisance, Groupe Baraka du PJD, Alternative civilisationnelle (*Al-Badil al-hadari*), Mouvement pour la Oumma, anciens détenus salafistes), et des «indépendants» (militants pour la cause amazigh, MALI, cyber-activistes).

⁶¹ Cette structure est créée en 2005 en solidarité avec des militants tunisiens ayant entrepris une grève de la faim. Des associations, des syndicats, le Groupe national de soutien à l'Irak et à la Palestine, et des partis politiques (gauche radicale, mais aussi la jeunesse de l'USFP) y participent.

⁶² *Op.Cit.*. AMINE. «Le mouvement du 20 février : Réalités et perspectives».

La structure du M20F ne peut être assimilée à celle d'une organisation politique traditionnelle. Il s'agit d'un «champ multi-organisationnel» (Curtis et Zurcher, 1973) qui regroupe des organisations politiques et des acteurs individuels qui «collaborent sur le terrain» afin de mettre en œuvre un agenda revendicatif qui agit comme dénominateur commun. Les acteurs insérés dans ce «champ multi-organisationnel» s'inscrivent dans une pluralité d'autres espaces sociaux (politique partisane, sphère associative, champ religieux, etc.) et entretiennent des rapports différenciés avec d'autres secteurs de la société, et notamment, la politique instituée.

Le plus petit dénominateur commun des acteurs qui participent au M20F ou l'agenda revendicatif autour duquel ils convergent pourrait être décrit comme antiautoritaire ou anti-Makhzen pour reprendre un concept incontournable du discours des militants politiques marocains. Le concept de Makhzen (littéralement «magasin» où on stocke des marchandises) correspond aux éléments matériels et idéels qui composent «l'appareil de domination marocain» et les élites cooptées qui en bénéficient (Catusse et Vairel, 2010 : 7).

Un militant du Mouvement Anfass démocratique fait remarquer en plaisantant que le Makhzen est blâmé pour tous les dysfonctionnements de la société, y compris les «contraventions au code de la route»...⁶³ Béatrice Hibou (2011 : 8-9) souligne que ce discours militant risque de participer de la reproduction du monopole du contrôle du champ politique par l'institution monarchique en reconduisant l'idée que les frontières du politique coïncident avec celles du Makhzen et de réifier la position surplombante du monarque comme arbitre du jeu politique.

Comme le souligne Layla Baamara (2015) sur la notion de «système», à propos du cas algérien, la mise de l'avant d'un «adversaire» aussi largement défini et qu'on ne nomme pas véritablement permet la convergence d'acteurs pluriels, mais participe aussi de l'autolimitation de l'action

⁶³ Entretien avec un militant du Mouvement Anfass démocratique, Casablanca, 26 octobre 2016.

militante. Contrairement aux cas tunisien ou égyptien, les slogans du M20F n'appellent pas à un changement de régime et ne vise pas la personne du Roi, mais ils appellent plutôt à des réformes (Hoffman et König, 2013; Bennafla et Seniguer, 2012). Lorsque des slogans hostiles au régime («Le peuple veut abattre le régime!») qui transgressent les «lignes rouges» imposées aux conduites et aux discours politiques sont scandés, les militants issus des organisations politiques qui cherchent à contrôler le discours du mouvement (Smaoui et Wazif, 2012 : 48) se distancient des «débordements». Par exemple, les composantes du CLAM20F tangérois condamnent les slogans qui appellent à la fin du régime qui sont entendus lors de la manifestation du 18 septembre 2011 sur la place du Changement de Béni Makada.⁶⁴

Toutefois, la volonté de prioriser d'abord un agenda anti-makhzen n'empêche pas la prégnance des loyautés organisationnelles ou des clivages politiques au sein du mouvement. La collaboration ne procède pas d'une volonté de voir les différences entre les courants disparaître, mais de «jeter les bases d'une véritable démocratie où les projets de société concurrents pourront entrer en compétition»⁶⁵ (Diani et Bison, 2004). Par exemple, Muncef qui milite à La voie démocratique et à l'AMDH nous raconte qu'il a pris le temps de lire une partie de l'œuvre du cheikh Abdessalam Yassine lorsqu'il était étudiant. Il n'a pas été convaincu par les idées politiques du cheikh et il considère la position de Justice et Bienfaisance vis-à-vis de la monarchie ambiguë. Toutefois, sans véritablement valoriser l'islam politique et en étant même très critique du conservatisme religieux lorsqu'il contraint les libertés individuelles, Muncef considère que la collaboration avec les

⁶⁴ MAROCUTION. «LE CLAM20F de Tanger condamne les slogans du 18 septembre contre le régime», *Marocution*, mis en ligne le 20 septembre 2011, (Consulté le 20 mars 2017).

⁶⁵ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

islamistes était nécessaire : «on les utilise pour être plus nombreux, et eux aussi nous utilise pour ne pas être tous seuls dans la rue.»⁶⁶

La configuration régionale particulière favorise la collaboration entre courants politiques qui poursuivent des combats parallèles en temps normal. Toutefois, pour le cas marocain, la «désectorisation» de la mobilisation est limitée.⁶⁷ Nous y reviendrons plus loin, mais les choix des organisations de diplômés-chômeurs, des partis politiques (à l'exception de la gauche non-gouvernementale) et d'une partie de la sphère associative qui décident de ne pas participer au M20F témoignent des limites de l'émulation protestataire. Toutefois, pour certains acteurs, la conjoncture particulière les amène à réviser leurs calculs habituels. Pour un militant de La voie démocratique et de l'AMDH, à l'intérieur de «la configuration de 2011», la scène politique était le théâtre d'un face à face entre le M20F et le régime, et les partis politiques étaient relégués à la marge. Il s'agissait d'un moment à saisir où le mouvement social pouvait véritablement peser sur le régime.⁶⁸

La collaboration entre les différents courants est facilitée par des mobilisations communes en amont du M20F. Des «liens faibles» (*weak ties*) (Granovetter, 1973) se sont tissés dans le mouvement des droits humains (au sein du Forum Vérité et Justice (FVJ) et l'Organisation marocaine des droits humains (OMDH)), dans des manifestations de solidarité internationale (notamment autour de la cause palestinienne) ou des mobilisations syndicales. À Tanger, les acteurs islamistes ont aussi été impliqués dans la coordination de lutte contre la hausse des prix et

⁶⁶ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

⁶⁷ Dans la *Sociologie des crises politiques* de Michel Dobry (2012 [1986]), les situations de crises politiques multisectorielles sont décrites comme des «conjonctures fluides» où les repères qui servent aux acteurs en «temps normal» sont brouillés. Ce brouillage des repères favorisent une «interdépendance tactique élargie» - un décroisement des arènes sectorielles et une «déspécification» des enjeux de lutte.

⁶⁸ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

la dégradation des services publics créés en octobre 2006 (Bennafla et Emperador Badimon, 2010 : 73).

Le 17 février, dans les locaux de l'AMDH, une conférence de presse est organisée où la charte des revendications du M20F est lue et où l'appel à manifester le 20 février partout au Maroc est lancé. Le changement de date du 27 au 20 février vient en réponse à certaines accusations relayées par les médias. En effet, la première date est celle de la fondation du Polisario, adversaire du Maroc dans le conflit au Sahara occidental.

Avant la manifestation du 20 février, des rencontres ont lieu à l'échelle locale afin de préparer les premières manifestations. Les ressources d'organisations politiques syndicales, partisanes et associatives sont mises à la disposition du M20F : locaux pour les rencontres (ceux de l'AMDH et de l'UMT à Rabat, ceux du PSU à Casablanca) et le «matos»⁶⁹ essentiel pour manifester (banderoles, porte-voix, etc.). Ce soutien logistique des organisations qui soutiennent le mouvement et se regroupent au sein du CNAM20F continuent tout au long de la mobilisation. Par exemple, lorsque les imprimeurs de Rabat subissent des pressions d'agents d'autorité et refusent d'imprimer les tracts du M20F, les imprimantes de l'AMDH et du matériel informatique acheté par l'homme d'affaires Karim Tazi⁷⁰ sont mises à la disposition des jeunes du mouvement.⁷¹ Un cadre de l'AMDH et membre de La voie démocratique se décrit comme un intermédiaire entre le mouvement des jeunes dont il connaît très bien plusieurs des participants issus de la section jeunesse de l'AMDH étant lui-même plutôt jeune, et le CNAM20F puisqu'il occupe un poste de direction à Rabat au sein de l'AMDH. Il insiste sur le fait que les organisations politiques n'ont fait

⁶⁹ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialistes (PADS) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

⁷⁰ L'homme d'affaires Karim Tazi est le fondateur de l'entreprise Richbond. Il est devenu membre en 2017 du PSU, il est membre de Transparency Maroc, et il est un mécène de la sphère associative. La fondation Touria et Abdelaziz Tazi finance notamment l'espace de production et de diffusion culturelle L'Uzine et le *think tank* Tafra.

⁷¹ Entretien avec un militant du Parti authenticité et modernité (PAM) et acteur associatif, Rabat, 18 octobre 2016.

qu'apporter un soutien logistique et que les jeunes ont conservé le leadership durant la mobilisation⁷² (Hivert, 2015).

Le 20 février, c'est sous un temps pluvieux, que des gens se massent à Bab el-Had à Rabat ou sur la Place des Pigeons à Casablanca pour le début des manifestations. Du côté de Tanger, deux manifestations parallèles sont organisées suite à la décision de la section locale d'ATTAC-Maroc de ne pas intégrer la Coordination locale d'appui au mouvement du 20 février (CLAM20F). Une manifestation commence du côté de la place près du Cinéma Tarik (que les militants surnommeront la «Place du Changement») dans le quartier populaire de Béni Makada et «fait un tour de la ville» en passant par le quartier populaire de Casabarata pour finalement rejoindre l'autre manifestation organisée par ATTAC sur la Place des Nations au centre-ville. À Rabat, à la suite de la manifestation, des groupes de jeunes qui ne sont pas connus des organisateurs veulent entreprendre un sit-in d'une durée illimitée face au Parlement. Les organisateurs qui veulent que «tout se déroule bien» et qui craignent les dérapages réussissent à décourager les manifestants. Une militante du PADS et de l'AMDH insiste sur le fait qu'il était impossible de tenir ce genre de sit-in puisque la mobilisation n'était pas suffisamment massive.⁷³

B- Acte II : Réponse royale et manifestations

Dès le 9 mars, le Roi Mohammed VI annonce une révision de la Constitution qu'il inscrit dans la continuité des réformes précédentes et du «processus de régionalisation avancé».⁷⁴ Cette réponse rapide du Palais⁷⁵ correspond à la prise au sérieux du contexte régional et à un apprentissage – côté

⁷² Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains et de La voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

⁷³ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialistes (PADS) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

⁷⁴ Discours adressé par Sa Majesté le Roi à la Nation, le 9 mars 2011.

⁷⁵ En amont de la mobilisation, le régime envoie des signaux d'ouverture à plusieurs acteurs (augmentations des subventions alimentaires, reprise du dialogue social avec les syndicats, installation du Conseil économique et social

régime - des exemples des chutes de Ben Ali et Moubarak (Beissinger, 2007 : 265; Heydemann et Leenders, 2013).

L'annonce des réformes constitutionnelles par le Roi Mohammed VI est un «coup» qui permet au Palais de «reprandre la main» et de réduire l'espace politique du M20F pour élaborer des «demandes consensuelles» (Ferrié et Dupret, 2011 : 29). Les réformes annoncées ne sont pas simplement une réponse à la dynamique de la rue (bien qu'elle soit une occasion saisie par la monarchie pour désamorcer certains conservatismes), mais elles s'inscrivent dans la logique de réformes précédentes⁷⁶ qui cherchent à légitimer l'exercice du pouvoir sans remettre en cause le contrôle du champ politique par l'institution monarchique (Ferrié et Dupret, 2011 : 30).

La commission *ad hoc* mise sur pied pour informer la rédaction du nouveau texte constitutionnel est dirigée par le juriste Abdelatif Menouni et est composée d'individus du sérail, d'experts parfois associés à la gauche réformiste et d'anciens militants reconvertis (Vairel, 2012). La procédure de révision constitutionnelle ne satisfait pas les militants du 20 Février pour lesquels l'organisation d'une assemblée constituante autonome devait être au centre de l'élaboration des réformes selon les revendications de mouvement. En établissant une commission consultative et en conservant le dernier mot sur le texte constitutionnel, le Palais préserve sa capacité à piloter et à limiter les réformes.

(CES) et élargissement des responsabilités du CNDH) (Desrues, 2012 : 5), et il répondra à plusieurs revendications sectorielles durant la mobilisation du 20 février : hausse de la subvention à la consommation pour le gaz, l'augmentation du salaire minimum et du salaire des fonctionnaires, l'intégration des diplômés-chômeurs et la libération de détenus politiques (Bennafla et Senguier, 2012 : 155).

⁷⁶ Dans le discours royal du 9 mars, Mohammed VI évoque la continuation du «processus de régionalisation avancé» et inscrit l'annonce des réformes comme une réponse aux recommandations de la commission consultative de la régionalisation avancé. La sociologie des participants de la commission Menouni témoigne aussi de cette continuité, alors que plusieurs sont des habitués des consultations royales (Vairel, 2014 : 322).

Toutefois, le projet d'assemblée constituante ne fait pas l'unanimité au sein même du M20F. Un militant du PADS voit dans cette revendication un effet du remaniement⁷⁷ de la charte des revendications élaborées en ligne par des militants de l'AMDH et des cadres de La voie démocratique. Les acteurs de la gauche radicale et de Justice et Bienfaisance refusent d'imposer un plafond aux revendications. La voie démocratique est transparente sur son républicanisme et Justice et Bienfaisance nourrit l'espoir que des urnes, il sortirait une majorité islamiste en cas d'élections «libres et transparentes». La gauche réformiste considère que le mouvement doit adopter comme plafond revendicatif la monarchie constitutionnelle compte tenu de l'importance symbolique du Roi pour les Marocains. De plus, les acteurs de la gauche réformiste craignent d'être marginalisés lors d'un tel exercice compte tenu de l'ancrage populaire beaucoup plus important des organisations islamistes.⁷⁸

Le 13 mars, quelques jours après le discours de Mohammed VI, un sit-in qui devait se tenir face à la *wilaya* de Casablanca pour appeler à «l'explication des réformes» est violemment dispersé et les participants sont poursuivis jusqu'à l'intérieur des locaux du PSU (Bennani-Chraïbi et Jeghlaly, 2012 : 884 ; Smaoui et Wazif, 2013 : 51). Le 20 mars, la manifestation nationale se déroule sans heurts et trouvent de nouveaux appuis au sein des partis politiques, l'USFP accorde sa «bénédictio» à la marche après être resté à l'écart de la première manifestation (Desrués, 2012 : 27).

Lors du mois d'avril, les coordinations de Rabat et de Casablanca décident d'organiser les manifestations à partir des quartiers populaires (à Tanger la «Place du Changement» dans le

⁷⁷ La notion de «monarchie constitutionnelle» présente dans les débats en ligne disparaît dans la plateforme revendicative pour faire place à celle de «constitution démocratique représentant la vraie volonté du peuple rédigée par une assemblée constituante élue» (Bennani-Chraïbi et Jeghlaly, 2012 : 879).

⁷⁸ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

quartier de populaire de Béni Makada est devenu le lieu privilégié pour les sit-in et le départ des manifestations dès le 20 février). L'opportunité d'organiser les manifestations à partir des quartiers populaires est l'objet de débat à l'intérieur des coordinations et clive le mouvement entre la gauche radicale (ATTAC et La voie démocratique) et les islamistes de Justice et Bienfaisance, d'un côté, et la gauche réformiste (PSU, PADS, jeunes de l'USFP), de l'autre. Les militants réformistes craignent des dérapages et que ce déplacement risque d'augmenter l'influence des mouvements islamistes sur le M20F. Pour Khadija qui milite au PADS et à l'AMDH, la manifestation du 24 avril qui commence dans le quartier populaire de Yacoub El Mansour à Rabat inaugure les débuts d'une récupération par les mouvements islamistes et une rupture avec «l'esprit jeune» et moderniste de la mobilisation.⁷⁹ Au contraire, pour un militant de l'AMDH sans appartenance partisane, mais proche des positions de la gauche radicale, les manifestations dans les quartiers de Yacoub El Mansour et d'El Akkari à Rabat sont des moments marquants de la mobilisation. Elles sont des moments où les militants «voient le peuple marocain qui vit comme eux et qui veut aussi que les choses changent.»⁸⁰

Le 15 mai, la manifestation organisée par la coordination de Rabat du M20F sur le site présumé du centre de détention secrète de Témara est empêchée par un corps policier imposant – comprenant même les forces antiterroristes.⁸¹ L'approche de la campagne référendaire (le 5 juin le Roi présentera le projet constitutionnel soumis au suffrage et annonce son intention de voter en sa faveur) coïncide avec un durcissement de la répression. Les coups portés par les forces de sécurité

⁷⁹ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

⁸⁰ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

⁸¹ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

dépasse les limites du maintien de l'ordre pour chercher à dissuader les participants.⁸² Le référendum du 1^{er} juillet est remporté par l'option du «Oui» avec plus de 98.5% des voix et les militants du 20 Février considèrent que le scrutin a été marqué par de nombreuses irrégularités.⁸³

C- Acte III : Essoufflement de la dynamique

Le 25 novembre, le Parti Justice et Développement arrive en tête du scrutin des élections législatives anticipées avec 107 sièges sur 390 (27.4%). Selon l'article 47 du nouveau texte constitutionnel, le chef du gouvernement doit être nommé à l'intérieur du parti arrivé en tête.⁸⁴ Abdel-Ilah Benkirane devient chef du gouvernement que son parti forme avec l'Istiqlal, le PPS et le Mouvement populaire.⁸⁵

Le 17 septembre, le cercle politique de Justice et Bienfaisance annonce la fin de sa participation au M20F. Dans le communiqué officiel, l'association évoque la «déviation» du M20F auquel certaines composantes chercheraient à donner «une couleur idéologique». ⁸⁶ La victoire du PJD a aussi joué un rôle dans la décision des dirigeants de la *jama'a* de se retirer du mouvement. L'idée que Justice et Bienfaisance s'est rangé derrière son «allié» islamiste revient dans la plupart des explications des militants de gauche de l'*exit* des adlistes et dans les témoignages de ces derniers (Bennani-Chraïbi et Jeghlaly, 2012 : 892).

⁸² Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains et de La voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

⁸³ LE MONDE. «Victoire du "oui" au référendum constitutionnel au Maroc», *Le Monde*, mis en ligne le 2 juillet 2011, (Consulté le 23 janvier 2017).

⁸⁴ Secrétariat Général du Gouvernement. *Bulletin officiel*, no.5964 bis, fait à Tétouan le 29 juillet 2011.

⁸⁵ L'analyse de Jean-Noël Ferrié (1998) au lendemain de «l'alternance consensuelle» et de l'entrée au gouvernement de l'USFP nous semble pouvoir être reprise au sujet de cette seconde alternance qui mène à l'entrée du PJD au gouvernement. L'expression de «cohabitation» décrit mieux la composition des gouvernements que forme le PJD depuis 2012. Les ministères de «souveraineté» et plusieurs portefeuilles ministériels demeurent entre les mains de technocrates ou de figures des partis de l'administration.

⁸⁶ AL ADL WAL IHSANE. «Al Adl Wal Ihsane décide la suspension de sa participation au mouvement 20 février», publié le 18 décembre 2011, (Consulté le 21 janvier 2012).

La sortie de Justice et Bienfaisance représente un coup dur pour le mouvement puisqu'elle entame ses effectifs et sa capacité à mobiliser, et le caractère «exceptionnel» du mouvement. Comme l'indique un militant d'ATTAC-Maroc et de l'AMDH, malgré les «liens faibles» forgés lors de précédentes mobilisations que nous avons évoqué, l'«originalité» du M20F reposait en partie sur «la collaboration entre la gauche et les islamistes», et lorsque Justice et Bienfaisance s'est retiré, «le 20 Février, c'était fini». ⁸⁷ La sortie de Justice et Bienfaisance et de militants de la gauche réformiste (une partie des jeunes de l'USFP quittent le mouvement au moment de l'annonce des réformes en juin et ils sont rejoints par d'autres jeunes usfpéistes suite au référendum constitutionnel de juillet) provoque un «contre "*bandwagon effect*"» (Bennani-Chraïbi et Jekhllaly, 2012 : 890). De plus, la sortie de Justice et Bienfaisance rend encore plus prégnant le clivage entre la gauche radicale et la gauche réformiste. Pour un militant d'ATTAC-Maroc durant le M20F, l'unité des forces politiques de gauche devait beaucoup à la crainte partagée d'une récupération islamiste et la sortie de Justice et bienfaisance fait «renaître les maladies de la gauche» : les querelles entre organisations politiques. ⁸⁸

Au-delà de la première année, les manifestations organisées par le M20F prennent des allures de commémorations. Certains acteurs et certaines organisations travaillent à «garder vivante l'expérience du 20 Février». ⁸⁹ Les commémorations visent à entretenir «la mémoire d'un groupe» (Ihl, 2003 : 140) pour lequel les événements du 20 Février ont eu une signification particulière et donner l'image d'un mouvement toujours en lutte et «qui ne lâche rien». Sur les réseaux sociaux, autour des dates importantes du 20 Février, les anciens militants partagent témoignages et souvenirs, et republient des photographies prises durant les temps forts de la mobilisation.

⁸⁷ Entretien avec un militant d'ATTAC-Maroc et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Casablanca, 26 octobre 2016.

⁸⁸ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 23 novembre 2016.

⁸⁹ Entretien avec un militant du Mouvement Anfass démocratique, Casablanca, 26 octobre 2016.

D- Dispositions-Positions : réseaux informels de décision

Pour le mouvement des jeunes du 20 Février, l'assemblée générale est la seule instance où les décisions sont prises par consensus. Une des conséquences de cette forme de délibération est que les décisions prises peuvent difficilement dépasser le choix de «sortir et manifester». Comme le souligne Marouane, la temporalité particulière de l'évènement ne favorise pas les discussions sur des enjeux qui dépassent les formes des actions protestataires : les «coups» du régime viennent rapidement et la prochaine manifestation est toujours à préparer.⁹⁰

Bien que les assemblées générales soient ouvertes à tous et que tout le monde puisse y prendre la parole («tu lèves la main, tu parles»⁹¹), la participation efficace aux délibérations nécessite certains savoirs et savoir-faire, l'inclusion au sein de réseaux militants et la possibilité d'y consacrer beaucoup de temps. Les dispositions formées antérieurement dans les organisations politiques permettent d'occuper certaines positions et d'être inclus au sein des réseaux informels de décision.

Quand il se rend à Bab el-had à Rabat le 20 février, Oussama n'a jamais participé à des activités militantes. Il perçoit les slogans comme une «panachée» de revendications difficiles à comprendre. Lorsqu'il se rend aux assemblées générales, le contenu des discussions et la signification de plusieurs des concepts évoqués (par exemple celui de monarchie constitutionnelle) lui échappe.⁹² Un autre primo-engagé interviewé par Joseph Hivert (2013 : 17) décide de «ralentir, moins aller dans les réunions, car c' [est] toujours pareil aux AG, les mêmes qui parlent... les mêmes problèmes». Certains participants se retrouvent dans une situation de «sous-engagement forcé»

⁹⁰ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 23 novembre 2016.

⁹¹ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

⁹² Entretien avec un militant du Parti authenticité et modernité (PAM), Rabat, 18 octobre 2016.

alors qu'«une limite supérieure arbitraire est fixée à la contribution qu'[ils] [sont] en droit d' [...] apporter» au mouvement (Hirschman, 1983 : 177-178).

Nizar revient de Montréal au moment du 20 février et il est déconnecté des réseaux militants au début de la mobilisation. Il ne participe que tardivement aux assemblées générales. Il ne connaît pas le moment et les lieux des AG qui sont souvent «secrets» ou «un peu cachés». Ce n'est que lorsqu'il rencontre un militant du M20F dans le cadre de la campagne *SlutWalk* qui devient *Woman Choufouch* au Maroc ⁹³ qu'il commence à participer aux AG du 20 Février. ⁹⁴

De plus, les délibérations en assemblées générales sont chronophages et excluent donc les militants qui occupent des positions qui ne les rendent pas particulièrement disponibles. (Ross, 2002 : 293) Par exemple, un militant de CapDeMa qui travaille dans une entreprise du secteur des finances ne peut se permettre de participer aux assemblées générales qui s'étirent parfois pendant toute la nuit lorsqu'il travaille le lendemain matin. ⁹⁵

Par ailleurs, la mise de l'avant de l'«absence» de structure hiérarchique formelle (d'une structure horizontale) peut favoriser l'émergence de structures informelles de décision. (Freeman, 1972) Il se développe un «leadership par la porte de derrière» qui peut d'autant plus s'imposer qu'on aura négligé d'y imaginer des contre-pouvoirs (Ross, 2002 : 293).

Plusieurs acteurs de la section de Rabat de l'AMDH insistent sur le rôle joué par les jeunes militants de cette association dans l'émergence du M20F : «Au début, c'était nous le 20 Février,

⁹³ La campagne *SlutWalk* naît à Toronto au Canada dans la foulée de déclarations alimentant la culture du viol de policiers torontois lors d'une rencontre à l'Université de York. Des mouvements de solidarité se développent un peu partout dans le monde en avril 2011. Au Maroc, la campagne donne naissance au groupe *Woman Choufouch* en août 2011 qui critique le harcèlement sexuel dans les rues marocaines.

⁹⁴ Entretien avec un militant de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), Rabat, 19 octobre 2016.

⁹⁵ Entretien avec un élu local de la Fédération de la gauche démocratique (FGD) et militant du Mouvement Clarté Ambition Courage, 17 octobre 2016.

c'était les jeunes de l'AMDH».⁹⁶ À la suite de la première manifestation, les militants précurseurs se rencontrent pour un *debriefing* et planifier la suite. À ce moment, la question de la frontière du mouvement, du «Qui est 20 Février?» se pose aux acteurs. La décision est prise de n'inclure dans la rencontre que «des gens qu'on connaît» afin de «protéger» le mouvement des infiltrations.⁹⁷

Au cours de la mobilisation, des militants qui se connaissent en amont de la mobilisation et des militants dont la participation au M20F est particulièrement intense se rencontrent en «coulisse» des assemblées générales pour les «mettre en scène». Marouane décrit les assemblées générales comme des «pièces de théâtre» largement infiltrées par les services de sécurité. Les décisions sont préparées en amont par un «noyau dur» de militants.⁹⁸ À Rabat, les réseaux informels de décision coïncident avec les réseaux amicaux des militants. La préparation des assemblées générales où certains militants se mettent d'accord sur les positions à défendre peut se faire lors de rencontres dans des cafés ou en fumant une cigarette à l'extérieur des locaux où se tiennent les assemblées.⁹⁹ À Casablanca, les réseaux informels de décision prennent une forme particulièrement institutionnalisée. Le «noyau dur» se rencontre dans la maison d'un militant de Justice et Bienfaisance et il est composé d'acteurs qui y sont des représentants de leurs organisations politiques (partis politiques de gauche, ATTAC et Justice et Bienfaisance).

E- La voix des militantes

Lorsque nous l'interrogeons sur les rapports de genre au sein du M20F, une militante du PADS et de l'AMDH insiste sur les mesures prises afin de favoriser la participation des femmes : quotas

⁹⁶ Entretien avec un militant d'ATTAC-Maroc et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Casablanca, 26 octobre 2016.

⁹⁷ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

⁹⁸ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 23 novembre 2016.

⁹⁹ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

dans les comités de la coordination locale et alternance homme / femme dans la modération des débats (cette règle est parfois suspendue puisque peu de militants sont capables d'animer une discussion houleuse à plus d'une centaine de participants). Toutefois, lorsque nous utilisons l'expression «parité» dans une de nos questions, la militante nous reprend pour indiquer que la parité n'était pas possible compte tenu de la présence insuffisante de femmes dans le mouvement.¹⁰⁰ Comme l'ont démontré de nombreux travaux, y compris sur des mouvements «progressistes», les structures patriarcales de la société produisent des effets à l'intérieur des mouvements sociaux et induisent un accès inégal à l'espace public pour les hommes et les femmes (Roux et al., 2005; Taylor et Whittier, 1998).

Les mesures limitées prises par le M20F pour favoriser la participation des femmes ne permettent pas de lever certains obstacles concrets à cette participation. Les pratiques militantes «normales» peuvent avoir pour effet d'exclure les militantes¹⁰¹ et de reproduire la «division sexuelle du travail militant» (Vairel, 2014 : 206). L'insécurité qui vient avec la tombée de la nuit dans les villes marocaines rend plus compliquée la participation de femmes aux assemblées générales qui peuvent s'étirer sur une bonne partie de la nuit ou aux manifestations nocturnes (les militants tangérois de La voie démocratique préfèrent que leurs épouses (souvent elles-mêmes militantes) ne participent pas aux manifestations de nuit).

Une militante de l'AMDH et de La voie démocratique au moment du M20F insiste sur l'importance de la «voix» pour expliquer l'expérience différenciée des femmes et des hommes dans le mouvement. Le fait que les voix des hommes «porteraient plus» leur permet de s'imposer dans

¹⁰⁰ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prométhée de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

¹⁰¹ Les inégalités produites par la nécessité pour les femmes de se conformer à des cadres construits avec des modèles masculins est un thème important de la pensée féministe, notamment des théories du *care*. Les travaux fondateurs de Carol Gilligan (1982) sont une critique des théories du développement des enfants construites à partir d'échantillon de garçons et qui enferment les filles dans la non-conformité. Ce courant de pensée a pu alimenter des réflexions sur les politiques publiques (Orloff, 1993) et sur la délibération démocratique. (Bourgault, 2015)

les assemblées générales lorsque les discussions deviennent animées et de monopoliser les porte-voix dans les manifestations. Zineb remarque que les femmes de La voie démocratique qui réussissent à s'imposer dans les manifestations – scandé les slogans dans les porte-voix – ont en commun d'avoir des voix puissantes.¹⁰² Les observations de Zineb permettent de souligner que «la simple inclusion de la voix des exclus» n'est pas suffisante pour qu'elle soit entendue (Bourgault, 2015 : 166).

La collaboration avec les islamistes de Justice et Bienfaisance provoquent quelques frictions lors de la mobilisation : la séparation des hommes et des femmes dans les manifestations, et le fait que les militants de Justice et Bienfaisance refusent de serrer la main des militantes provoquent un certain agacement. Toutefois, la participation commune au M20F favorise certains rapprochements. Avec le temps, les islamistes acceptent de saluer les militantes et certaines histoires d'amour «transidéologiques» apparaissent (Salime, 2012; Abounaï, 2012).¹⁰³

2- Socialisation politique par l'évènement

Depuis les travaux devenus classiques de Karl Mannheim (1990 [1928]) sur la formation des générations, le rôle du *zeitgeist* ou des évènements politiques exogènes dans la formation des attitudes politiques occupe une place importante dans la littérature sur la socialisation politique (Alwin et Krosnick, 1991; Jennings et Niemi, 1981; Sears et Valentino, 1997) et sur les conséquences biographiques de l'engagement (Fendrich, 1974; McAdam, 1989).

En s'inscrivant dans la durée, le mouvement social peut représenter une instance de socialisation secondaire porteuse d'apprentissages, de mises en réseaux et de redéfinitions de soi. (McAdam,

¹⁰² Entretien avec une étudiante universitaire, Tanger, 9 novembre 2016.

¹⁰³ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

1989) Cette socialisation se fait par l'appréhension dans des réseaux d'interactions du flux d'informations drainé par l'évènement et par des contacts directs avec la dynamique protestataire (Ihl, 2002 : 138 ; Pagis, 2014 : 89-90). Toutefois, comme le montre Julie Pagis (2014) au sujet de Mai 68 en France, il est important de distinguer des «micro-unités» de génération à l'intérieur du M20F, différentes quant aux formes de socialisation politique en amont du M20F et par les positions occupées dans le mouvement.

La suite de cette section montrera que l'évènement représente un espace de reconversion des dispositions militantes acquises en amont de la dynamique, mais aussi, d'activation de certaines dispositions mises en veille et de formation de nouvelles dispositions militantes. Si pour des militants aguerris la participation au M20F ne représente pas une rupture (*a fortiori* pour la génération des aînés active au sein du CNAM20F) (Hivert, 2015), mais plutôt une étape de plus dans une carrière militante, pour des acteurs dont l'activité militante est en phase «d'hibernation»¹⁰⁴ ou des primo-engagés, le M20F représente un moment d'activation et de formation de dispositions militantes.

A- Évènement : espace de reconversion de dispositions militantes

La littérature sur le M20F montre bien l'importance d'acteurs déjà actifs dans des organisations politiques partisans ou associatives dans l'émergence et l'organisation de la dynamique protestataire du M20F (Bennani-Chraïbi et Jeggllaly, 2012; Smaoui et Wazif, 2013; Vairel, 2012; Hivert, 2013). Pour ces militants, le M20F est un espace de reconversion des dispositions militantes antérieurement formées – une étape de plus dans une carrière militante.

¹⁰⁴ Entretien avec un militant du Mouvement Anfass Démocratique, Casablanca, 26 octobre 2016.

Rachid est né dans la petite ville de Ksar el-Kébir au nord du Maroc dans une famille sans antécédent militant, mais il acquiert un intérêt pour la politique au contact d'un professeur de lycée. Il rejoint l'AMDH et La voie démocratique à 16 et 18 ans, et s'y investit lors de son arrivée à Rabat pour ses études universitaires. Lorsque l'AMDH cherche à opérer un virage jeunesse dans les années 2000, il devient président de la section de Rabat en 2004. Il participe à la création du groupe de jeunes de l'AMDH et à l'organisation des activités de recrutement et de formation de l'association. Son double positionnement, à la fois de proximité avec les cercles dirigeants de l'association, et de proximité avec les jeunes de l'AMDH qu'il «connait bien», lui vaut de jouer un rôle d'intermédiaire entre le CNAM20F et les jeunes militants qui prennent le leadership du M20F. Dès les premiers sit-in, il participe à toutes les activités du M20F jusqu'à l'épuisement de la dynamique. Depuis 2013, il occupe un poste de «permanent» à l'AMDH qui lui vaut un salaire «symbolique», mais il poursuit une carrière de consultant pour des syndicats et une ONG espagnole. Pour lui, l'expérience du M20F renforce sa vision du militantisme formée antérieurement au sein de l'AMDH et de La voie démocratique. L'expérience confirme la nécessité «de refuser toute participation politique avec l'État» et de «collaborer avec *Al Adl* [Justice et Bienfaisance]». ¹⁰⁵

Muncef est né dans la ville de Rabat et il s'intéresse à la politique au lycée lorsqu'il observe les activités de l'UNEM dans la cité universitaire de Rabat. Il s'engage d'abord au PADS, et par conséquent, à l'AMDH. Il participe aussi aux activités des coordinations contre la hausse des prix et la dégradation des services publics en tant que membre d'ATTAC. Il quitte finalement le PADS pour rejoindre La voie démocratique avant le M20F. Ses expériences militantes et son engagement à l'AMDH font de lui un des acteurs du «noyau dur» du M20F à Rabat. Il est présent dès les

¹⁰⁵ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains et de La voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

premiers sit-in et il participe aux préparatifs des mobilisations dans les locaux de l'AMDH. Il met de l'avant que le M20F n'a pas tellement changé sa façon de «lutter» puisqu'il était «déjà expérimenté». L'idée d'une «constance» face aux événements est connotée positivement dans son discours qui est critique vis-à-vis des acteurs dont la «boussole ne fonctionne pas», ceux qui ne veulent pas manifester «à dix personnes» après l'essoufflement de la dynamique et qui acceptent des postes dans les journaux et les ONG.¹⁰⁶ Un militant d'ATTAC-Maroc et de l'AMDH déjà expérimenté au moment du M20F et qui se décrit comme un membre du «noyau dur de la coordination de Rabat» partage cette lecture lorsqu'il affirme que le manque d'expérience et de «maturité» des militants du 20 Février favorisaient leur «récupération» par le pouvoir.¹⁰⁷

Toutefois, certains militants déjà expérimentés indiquent que le M20F est un moment où leur engagement militant devient plus en prise avec le réel. (Ihl, 2002 : 130). Hamid vient d'une famille militante, et est engagé depuis plusieurs années au PADS et à l'AMDH au moment du M20F. Lors de M20F, il occupe une position de leadership au sein de la jeunesse du PADS et participe aux réseaux informels de décision au sein de la coordination de Rabat. Il affirme que son engagement «avait quelque chose de théorique» avant le M20F, qu'il consistait «à vivre de manière alternative : avoir les cheveux longs, avoir des chandails du Che (rires).»¹⁰⁸ Amin est aussi issu d'une famille militante et il est membre de l'AMDH depuis quelques années au début du M20F. Par contre, il décrit ses actions précédentes avec les camarades de l'AMDH comme des «petits trucs» en comparaison à sa participation au M20F. Il est parmi les jeunes de l'AMDH de Rabat qui participe aux préparatifs du M20F (il est d'ailleurs présent dans la vidéo de l'appel à manifester tournée dans

¹⁰⁶ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

¹⁰⁷ Entretien avec un militant d'ATTAC-Maroc et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Casablanca, 26 octobre 2016.

¹⁰⁸ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

les locaux de l'AMDH). C'est à travers le M20F qu'il a vraiment «touché au terrain», qu'il s'est fait «tabassé par la police» et que son engagement devient plus concret.¹⁰⁹

B- Évènement : moment d'activation de dispositions militantes mises en veille

Pour certains acteurs issus de familles militantes, mais qui n'ont pas véritablement participé à des organisations politiques ou à des activités protestataires avant le M20F, l'évènement peut permettre d'activer certaines dispositions demeurées en potentiel jusqu'alors (Sears et Valentino, 1997). Youness naît dans la ville de Tétouan au nord du Maroc. Son père est un ancien militant de l'organisation clandestine marxiste-léniniste du 23 Mars et est parmi les cofondateurs de l'Organisation de l'action démocratique et populaire (OADP) par laquelle le passage dans la légalité du mouvement se fait et qui prend le nom de PSU en 2005. Lorsqu'il est jeune, Youness participe à des manifestations avec son père et des amis du quartier, mais il n'intègre pas d'organisations politiques à ce moment.

Au moment de la mobilisation du 20 Février, il participe aux manifestations à Tanger (où il habite désormais) et à Tétouan où il aime mieux manifester avec ses amis d'enfance. Bien qu'il provienne d'une famille avec «un sens politique», il indique que le «moment historique dans sa vie» lors duquel il choisit véritablement l'action militante, c'est le 20 Février. À l'été 2012, il rejoint un camp de formation du PSU dans la forêt diplomatique de Tanger (que certains tangérois surnomment la «forêt américaine») où il reçoit une série de formations, peut entendre les conférences de certains cadres du parti, et «rencontre de nouveaux visages». En 2014, après le

¹⁰⁹ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

passage de deux militants du Mouvement Anfass démocratique dans la ville de Tanger, il devient le principal animateur de la section locale du mouvement.¹¹⁰

Nizar vient d'une famille militante : son père a été militant syndical et il est «passé par la case prison» et sa mère a été active dans le mouvement féministe. Nizar indique qu'il était «politisé sans vraiment l'être» avant la mobilisation du 20 Février. Il vient d'une famille marquée par l'engagement militant de ses parents, mais c'est au sein du M20F qu'il «forme collectivement avec ses camarades sa propre conscience politique».

Nizar participe à la première marche avec son père et une amie, mais il vient souvent seul aux manifestations par la suite. Son cercle d'amis à Rabat est limité (il revient d'un séjour d'études à Montréal) et ce cercle n'est pas militant. Il nous raconte qu'il se tient à périphérie des manifestations pour prendre des photos et qu'il ne participe que tardivement aux assemblées générales (lors de la phase de déclin qui suit l'*exit* des militants de Justice et Bienfaisance). Il rejoint à ce moment le comité artistique qui regroupe plusieurs acteurs qui entreprennent des projets culturels dans l'après-mobilisation. C'est autour de la campagne *SlutWalk* qui devient *Women Choufouch* au Maroc qu'il rencontre un militant impliqué dans le M20F qui l'introduit au cercle des militants très actifs dans le mouvement. Il est parmi les acteurs précurseurs de l'UECSE et il joue un rôle central dans son animation et sa diffusion à l'échelle nationale.¹¹¹

Pour ces militants issus de milieux marqués par l'action politique, le M20F représente un moment où un ensemble de dispositions (compétences politiques, savoir-faire, appui des parents) qui les distinguent des primo-engagés issus de milieux non-politisés sont activées et représentent un moment d'«entrée» en politique où les produits de la socialisation primaire sont reconvertis.

¹¹⁰ Entretien avec un militant du Mouvement Anfass démocratique et sympathisant du Parti du socialisme unifié (PSU), Tanger, 14 novembre 2016.

¹¹¹ Entretien avec un militant de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), Rabat, 19 octobre 2016.

C- Évènement : Moment d'«entrée» en politique et formation de dispositions militantes

Oussama a 17 ans au moment de la première manifestation du 20 février. Il fréquente le Lycée des Orangers du centre-ville de Rabat et vient d'une famille de la classe moyenne supérieure sans aucune activité politique. Il voit sur internet l'appel à manifester et décide «d'aller voir» la première manifestation du 20 février. Il prétexte de se rendre à un match de football afin d'aller seul à la manifestation malgré les craintes de ses parents. Il ne reste pas très longtemps pour cette première sortie : il doit rentrer chez-lui pour ne pas éveiller les soupçons de ses parents, la pluie est forte et il ne comprend rien à la «panachée» de slogans qui sont scandés.

Oussama se rend à une première assemblée générale au mois de mars dont il apprend l'existence sur *Facebook*. Il est d'abord un peu confus face au contenu des discussions, plusieurs concepts évoqués lui échappent et il ne sait pas très bien distinguer les différents courants au sein du mouvement. Suivant les conseils d'un autre militant, il prend avec lui un cahier dans lequel il note tous les mots dont ils ignorent la signification afin de pouvoir faire des recherches sur internet une fois de retour chez lui. Sa participation devient particulièrement intense à la suite de la répression violente du pique-nique prévu par la coordination de Rabat sur le site présumé du centre de détention secrète de la Direction de la surveillance du territoire (DST) à Témara (15 mai 2011). Il n'était pas présent lors de cette manifestation, mais le fait de voir les images de la répression le pousse à intensifier sa participation par la suite : il est présent dans toutes les assemblées générales et toutes les actions du mouvement.

La familiarisation progressive avec le rôle de militant provoque une rupture avec le soi d'avant chez Oussama (Collovald, 2002). Il raconte qu'il s'est éloigné progressivement de ses amis du quartier et de ses cousins durant la mobilisation. Ils lui posent d'abord quelques questions sur le mouvement, mais ils ne s'y intéressent pas trop. Aujourd'hui, les gens qu'ils fréquentent dans la vie, il les a pour l'essentiel rencontrés depuis sa participation au M20F. Dans le chapitre suivant,

nous présenterons son parcours dans l'après-mobilisation qui permettra de montrer qu'il a préservé un «style de vie militant» (Mauger, 1994) dans l'après-mobilisation. Il reconvertisse à l'UECSE et au Forum modernité et démocratie (FMD) les savoirs et les savoir-faire acquis lors du M20F.¹¹²

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons insisté sur la dimension plurielle de la dynamique protestataire du M20F. Les rapports avec la politique instituée, les orientations vers le changement et les habitudes protestataires des acteurs individuels et collectifs inscrits dans le champ multi-organisationnel sont hétérogènes. Bien que les appartenances organisationnelles préexistantes soient partiellement «invisibilisées» lors de la mobilisation au profit d'une stratégie commune de lutte, ils demeurent qu'elles médient la perception des événements et les apprentissages menés par les militants lors du M20F. Par ailleurs, notre présentation de la structure organisationnelle du M20F a permis de montrer que malgré la mise de l'avant de l'absence de structure hiérarchique, les acteurs expérimentés sont insérés dans des réseaux informels dont sont exclus les primo-engagés (*a fortiori* au début de la mobilisation).

Nous avons pu voir les différences entre les militants expérimentés pour lesquels le M20F est une étape supplémentaire dans une carrière militante et les militants pour qui le M20F représente une forme de «naissance» à la politique après une période où les dispositions militantes sont mises en veille ou quand il s'agit d'une première expérience de militantisme. En axant notre présentation sur la pluralité des trajectoires de reconversion dans l'après-mobilisation, le chapitre suivant permettra de montrer comment les apprentissages menés lors du M20F se sont traduits en pratiques, et ont marqué les façons de faire et les subjectivités des acteurs.

¹¹² Entretien avec un militant du Parti Authenticité et Modernité (PAM), Rabat, 18 octobre 2016.

CHAPITRE III : TRAJECTOIRES POST-M20F

Introduction

Les travaux sur les conséquences biographiques de la participation à un mouvement social convergent autour de l'identification d'effets durables chez les participants¹¹³ (Giugni, 1998; Chabanet et Giugni, 2010). La participation marque les carrières militantes, mais aussi les sphères intimes et professionnelles. Toutefois, une des limites des travaux sur les conséquences biographiques de l'engagement (pour l'essentiel reposant sur des méthodologies quantitatives) qui se développent d'abord autour du cas de la «nouvelle gauche» américaine est de donner peu d'indications sur les mécanismes qui expliquent les corrélations observées et d'en dire finalement assez peu sur ce que sont devenus les militants (Whalen et Flacks, 1980 : 220).

De la même manière que l'étiologie des soulèvements tend à cacher les micro-fondations et les mécanismes derrière leurs émergences, la seule exposition de corrélations entre participation, et attitudes et comportements subséquents tend à opacifier les mécanismes par lesquels le militantisme marque les biographies. Les modèles explicatifs sur la socialisation politique forgés à l'aide de données quantitatives nous semblent présenter une même limite. Ils indiquent des champs d'investigation intéressants, mais ils ne fournissent pas de descriptions fines des mécanismes à l'œuvre. Toutefois, des travaux sur la transmission intergénérationnelle des dispositions militantes à partir d'un travail synchronique sur deux générations militantes (Quéniart et al., 2008; Masclet, 2015), des travaux qualitatifs ou mêlant méthodologies qualitatives et quantitatives sur la socialisation politique par les événements politiques (McAdam, 1988;1989; Whalen et Flacks, 1980; 1988; Pagis, 2014), et la littérature qui se développe autour du concept de «carrière militante»

¹¹³ Voir *supra*, intro., p.7-8.

(Fillieule, 2001; Agrikoliansky, 2017) renouvellent et affinent la réflexion sur les conséquences biographiques de l'engagement et la socialisation politique.

Dans ce chapitre, nous présenterons les trajectoires d'*exit* d'acteurs individuels et collectifs du «champ multi-organisationnel» du 20 Février. Ensuite, nous décrirons les «réseaux dormants» du 20 Février qui ont une dimension objective (densification des liens sociaux et dynamisme de l'espace protestataire) et subjective (persistance d'une identification au M20F et d'un sentiment de «communalité», c'est-à-dire de partager certains attributs avec les autres militants) (Brubaker, 2001). Finalement, nous chercherons à décrire la pluralité des trajectoires de reconversion vers la «société civile» ou la politique partisane des militants du 20 Février en insistant sur ce qu'elles doivent à la dynamique protestataire du M20F et sur la manière dont les dispositions militantes formées antérieurement sont reconverties dans leurs pratiques actuelles.

1- Désengagement militant : configurations et processus

Dans cette section, nous voulons répondre à la question suivante : comment certains militants actifs au sein du M20F cessent de participer au mouvement – se désengagent? Bien que la pluralisation sous contrôle du régime marocain et les «coups» qu'il porte lors des événements de 2011 nuisent à la désectorisation de la mobilisation, l'idée d'un désamorçage par le haut de la contestation par le régime n'épuise pas la question de l'essoufflement de la dynamique protestataire du M20F.

Nous proposons que le désengagement des militants soit le résultat d'un processus de désajustement (dés-identification, épuisement des rétributions et variation de la disponibilité biographique) induit par des contraintes structurelles, organisationnelles et personnelles appréhendées dans des réseaux d'interactions (Della Porta, 1995; Fillieule, 2012). De plus, le

désengagement passe par la (re)-découverte d'alternatives au militantisme ou d'opportunités de reconversion porteuses d'un entre-soi et d'identification (Fillieule, 2005; Bjørge et Horgan, 2009).

L'articulation des niveaux d'analyse *micro* des biographies, *méso* des organisations et *macro* du contexte social et politique, et la compréhension des interactions entre ces niveaux est au centre d'une approche par les configurations pour expliquer les passages d'une étape à l'autre d'une carrière militante (Della Porta, 1995). L'intérêt de cette approche ne se limite pas à la distinction entre différents niveaux de variables explicatives d'un phénomène observé, mais appelle plutôt à reconstituer les «interactions complexes» entre les variables (Fillieule, 2012: 41-42) en les inscrivant dans «une séquence narrative» (Katznelson, 2009 : 98) qui permet la compréhension du phénomène.

A- Résilience du régime autoritaire marocain

La compréhension de la résilience des régimes autoritaires qui «surfent le tsunami démocratique» (Dalmasso, 2012) de 2011 nécessitent de prendre en compte leur «ouverture sous contrôle». Celle-ci permet d'absorber les chocs en faisant baisser le coût du maintien du *statu quo* (Aït Hamadouche et Dris, 2012 : 279) et nuit à la désectorisation des mobilisations en «désamorçant» (Tozy, 1989 : 165) certaines arènes politiques par l'inclusion (Carothers, 2002 :13). Comme le souligne Sélim Smaoui et Mohamed Wazif (2012 : 56), le M20F peut servir d'«analyseur» «pour dévoiler la dispersion des rapports de pouvoir» et des logiques de «désamorçage» que peut cacher l'expression de «Makhzen» qui donne à penser le pouvoir sous le traits d'un Léviathan omnipotent (Hibou, 2011).

L'attitude de l'USFP face aux soulèvements est exemplaire de la valse-hésitation des acteurs de la politique instituée face au contexte régional et à la dynamique de la rue. Les instances du parti n'appuient ni boycottent la manifestation du 20 février. Une partie de la jeunesse de l'USFP décide

de participer au M20F avant même que les instances du parti n'affirment leur intention de ne pas participer officiellement au mouvement. Pour cette partie de la jeunesse de l'USFP, la dissidence qui s'exprime par la participation au M20F ne représente pas nécessairement un *exit*, mais une façon de faire entendre sa voix à travers la caisse de résonance de la rue afin de légitimer de nouveaux courants au sein du parti (Smaoui et Wazif, 2013 : 58; Sakhi, 2013). Les conflits qui peuvent opposer la jeunesse du parti à ses instances dirigeantes - qui ne se limitent pas au seul cas de l'USFP¹¹⁴ - ne naissent pas en 2011, mais prennent racines dans la «notabilisation»¹¹⁵ du parti qui suit son passage au gouvernement en 1998 (Bennani-Chraïbi, 2008).

La réaction royale du 9 mars 2011 légitime en parti les revendications du M20F (Bennani-Chraïbi et Jeghlal, 2012 : 883) et les instances de l'USFP appelle à «l'accélération des réformes démocratiques» et donnent «leur bénédiction» à la manifestation du 20 mars 2011. Toutefois, quand le Roi présente le projet constitutionnel et annonce son intention d'y apporter son suffrage, les instances de l'USFP appellent à voter «oui» au référendum constitutionnel du 1^{er} juillet 2011 créant une nouvelle scission au sein de la jeunesse du parti (Vairel, 2014 : 310; Desrues, 2012 : 27). Mohamed fait partie du groupe de militants de l'USFP de la coordination de Rabat-Salé qui poursuivent leur action au sein du M20F au-delà du référendum. Il quitte définitivement le parti «en groupe» lors du congrès qui fait de Driss Lachgar¹¹⁶ (il affirme que ce congrès met un «corrompu à la tête du parti») le Premier secrétaire du parti le 16 décembre 2012.

¹¹⁴ Dès le 16 février, le secrétaire-général du PJD annonce son intention de ne pas participer à la sortie du 20 février. Une partie de la jeunesse du parti décide tout de même de participer à la première manifestation du M20F. Les jeunes pjdistes forment le groupe *baraka* et participent aux activités du M20F au-delà même de la victoire électorale du PJD pour finalement entrer dans les rangs. Des membres des jeunesses des autres partis de la *koutla* (Istiqlal et PPS) participent aussi à des manifestations.

¹¹⁵ Mounia Bennani-Chraïbi (2008) décrit la transformation de l'USFP d'un «parti de militants» à un «parti de notables» suite au passage au gouvernement coûteux pour les «leaders historiques», et qui inaugure une politique d'ouverture au niveau du recrutement et l'inclusion de nouveaux profils militants (hommes d'affaires et notables locaux) plus indépendants face aux «capitains partisans».

¹¹⁶ Driss Lachgar est un ancien militant de l'UNEM, et il rejoint l'UNFP en 1970 et devient responsable de la jeunesse de l'USFP en 1975. Il est élu une première fois aux législatives de 1993. L'accusation de «corruption» fait référence à

Les mouvements des diplômés-chômeurs ne participent pas en tant qu'organisations au M20F : l'ANDCM cesse rapidement sa participation au CNAM20F (*i.e.* après la manifestation du 20 mars) et les autres associations poursuivent leur action en parallèle de la mobilisation du 20 Février (Emperador Badimon, 2011 : 78). L'isolement des mouvements de diplômés-chômeurs par rapport aux autres acteurs de la scène protestataire marocaine procèdent de la logique organisationnelle de ces mouvements qui sont des espaces fermés («*closed shops*») afin de préserver – *via* un système de points¹¹⁷ – une cohérence entre investissements militants et rétributions sous forme d'emplois dans la fonction publique. De plus, l'évitement des marqueurs politiques que nous avons décrit précédemment accentue l'image d'un mouvement «opportuniste» chez les autres militants du M20F (Emperador Badimon, 2014).¹¹⁸ Un militant de l'AMDH et de La voie démocratique indique lors d'une manifestation à laquelle les diplômés-chômeurs de l'ANDCM se joignent qu'il risque «d'y avoir des problèmes avec les slogans» puisque ceux-ci veulent éviter les slogans trop politiques pour favoriser les revendications économiques - «ils ne veulent que des emplois».¹¹⁹

La promotion des pratiques participatives par le régime notamment à travers le projet de l'Initiative nationale de développement humain (INDH) lancée en 2005 et les «*policy transfer*» internationaux (Allal, 2010) peuvent avoir comme effet de dépolitiser ce qu'Irene Bono (2010) désigne comme «l'activisme associatif».¹²⁰ Kaouthar travaille dans une ONG italienne depuis

une «affaire» plus récente et qui n'était pas connue au moment de la sortie de Mohamed du parti. En effet, en 2016, le nom de Lachgar est associé au scandale de l'attribution illégale de propriétés foncières à des «serviteurs de l'État».

¹¹⁷ L'accès aux «biens publics» produits par la mobilisation est régulé par un système de «jetons» attribués lors de la participation aux activités du mouvement. Ce système permet d'éviter les «passagers clandestins» et d'inscrire le mouvement dans la durée (Emperador Badimon, 2014).

¹¹⁸ Voir *supra*, chap.1, p. 23-24.

¹¹⁹ Conversations avec des participants de la manifestation contre la *hogra* (l'humiliation) et à la mémoire du vendeur de poisson d'Al Hoceïma Mouhcine Fikri, Rabat, 30 octobre 2016.

¹²⁰ Les normes de la «profession» associative imposent un lexique (renforcement des capacités, gouvernance, etc.), des façons de faire (approche par projets) et un certain rapport au «politique» qui ne coïncide pas avec ceux du militantisme politique (Bono, 2010). Par exemple, un membre de l'Institut Promethus de défense des droits humains souligne que les partenaires internationaux (ONG et bailleurs de fonds) de l'Institut expriment des craintes quant au statut légal de l'Institut qui est toujours privé de son récépissé permanent, malgré que la période de probation prévue par la loi soit échue. Refus des autorités attribué par les militants au «passé» de leaders du 20 février de certains membres.

2008, mais elle ne considère pas son travail associatif comme du militantisme. Elle insiste sur le fait que les mécanismes de participation politique existent déjà au Maroc, mais qu'ils demeurent malheureusement méconnus – en particulier ceux de la démocratie participative. Elle insiste sur le caractère exogène de la mobilisation de 2011 et sur le fait que le M20F n'était pas véritablement enraciné dans la réalité des classes populaires. Pour toutes ces raisons, elle reste spectatrice du M20F en 2011 tout en s'y intéressant de près.¹²¹

En plus des contraintes structurelles à l'émergence d'une configuration «révolutionnaire», sur le temps court, la réponse du régime marocain face à la dynamique émergente nuit à sa déssectorisation en utilisant le «double-langage de la carotte et du bâton».¹²² Nous avons déjà évoqué les effets de l'annonce des réformes et de la réponse à des revendications sectorielles sur la dynamique, mais il faut ajouter que les forces de sécurité répondent au mouvement par l'intimidation (menaces aux militants et à leurs proches), des atteintes à la réputation, des arrestations nombreuses, la répression violente de certaines manifestations et l'AMDH fait état de cas de torture lors de la mobilisation.¹²³

Toutefois, les autorités font un usage relativement limité de la force (en comparaison aux cas égyptiens, syriens ou libyens, ou à la violence répressive déployée sous les «années de plomb») qui limite la quantité des images de violence et le nombre de victimes parmi les manifestants (l'AMDH fait état de 10 «martyrs» du 20 Février).¹²⁴ Les analyses d'autres cas des «printemps arabes» montrent les effets surgénérateurs d'engagement que peut avoir la répression (Leenders,

¹²¹ Entretien avec une militante du Mouvement Anfass démocratique et actrice associative, Rabat, 20 octobre 2016.

¹²² MAMFAKINCH. «[#Feb20] Le double langage de la carotte et du bâton – الخطاب ازدواجية – «وال ترهيب ترهيب», *Mamfakinch*, mis en ligne le 17 mars 2011, (Consulté le 14 mai 2017).

¹²³ Association marocaine des droits humains (AMDH). *Rapport sur les violations des droits humains dont ont été victimes les activistes du Mouvement du 20 février et des organismes qui le soutiennent*, Rabat, Bureau central de l'AMDH, juillet 2011, 44 pages.

¹²⁴ *Op cit.* AMDH. *Rapport sur les violations des droits humains dont ont été victimes les activistes du Mouvement du 20 février et des organismes qui le soutiennent*. ASSOCIATION MAROCAINE DES DROITS HUMAINS. *Liste des détentions et des martyrs du Mouvement du 20 février*, Rabat, Bureau central de l'AMDH, novembre 2011, 11 pages.

2012 : 424; El Chazli et Hassabo, 2013 : 198; Baczko et al., 2013). La réponse différenciée qu'apportent les forces de sécurité marocaines selon les publics mobilisés et les circonstances¹²⁵ empêche que se mette en branle un «cycle» où la répression crée des «martyrs» provoquant de nouvelles protestations elles-aussi réprimées et menant à un niveau toujours plus élevé de contestation (Leenders, 2012 : 424; Kurzman, 2003).

L'AMDH identifie deux déclarations des ministres de la Justice Mostafa Ramid et de l'Intérieur Mohamed Hassad qui inaugurent «un retour de bâton». Les arrestations d'anciens du 20 Février – parfois pour des motifs de droit commun – se multiplient quand la mobilisation perd en ampleur.¹²⁶ Le 11 juin 2014, le ministre de la Justice annonce des poursuites «en cas de dénonciations d'infractions inexistantes» et des militants tangérois qui se sont plaints de torture sont incarcérés.¹²⁷ Le 15 juillet 2014, dans un discours au parlement, le ministre de l'Intérieur accuse les associations de droits humains «de ternir la réputation du pays, d'entraver l'action des forces de sécurité dans leur lutte contre le terrorisme et d'œuvrer pour des agendas extérieurs». L'AMDH voit plusieurs de ses activités interdites souvent sans que des explications soient fournies. Ces interdictions sont déclarées illégales par les tribunaux administratifs de Fès, Casablanca, Marrakech et Rabat.¹²⁸

Le basculement des exemples régionaux dans la violence qui deviennent progressivement des «inhibiteurs» (AbiYaghi et Catusse, 2014 : 252) pour la contestation (les exemples des révolutions tunisienne et égyptienne laissent place aux images des guerres civiles libyenne ou syrienne)

¹²⁵ Frédéric Vairel (2014 : 319) évoque la discrétion des forces de sécurité lors des manifestations en l'honneur des martyrs du 20 février. Par ailleurs, le traitement différencié des manifestations permet d'établir les «lignes rouges» que les protestataires ne peuvent pas dépasser. La répression d'un sit-in face à la *wilaya* de Casablanca le 13 mars après le discours royal du 9 mars, la répression du projet de pique-nique sur le site présumé du centre de détention secrète de Témara du 15 mai et la répression de la campagne pour le boycott sont des exemples des limites imposées aux actions protestataires. Limites qui concernent le leadership du Roi dans la définition des réformes et les frontières du «consensus imposé» (Vairel, 2008 : 214), et l'image du régime quant au respect des droits humains.

¹²⁶ Entretien avec un militant du parti de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

¹²⁷ Association marocaine de droits humains (AMDH). *Dossier de presse*, Rabat, Siège central de l'AMDH, Septembre 2016, 16 pages.

¹²⁸ *Op cit.* AMDH. *Dossier de presse*.

favorisent l'essoufflement de la dynamique. Le regain d'espoir qu'avait apporté le contexte régional s'amenuise, et Khadija évoque le fait que les gens qu'ils rencontrent et qu'ils cherchent à mobiliser craignent que les scènes de violence en Libye ou en Syrie trouvent une incarnation marocaine.¹²⁹

Au niveau national, l'essoufflement de la dynamique protestataire provoque le sentiment que la conjoncture particulière de 2011 qui avait fait grimper les espoirs des militants de voir s'accomplir un changement politique s'est refermée. Pour plusieurs précurseurs de la mobilisation, au-delà de la première année, «ce n'est plus faisable de continuer à sortir, de continuer à mobiliser»¹³⁰, le mouvement «ne peut pas aller plus loin».¹³¹ Pour différents participants au mouvement, un changement de tactique s'impose.

B- Déterminants organisationnels de la rupture de l'attachement militant

Au niveau *méso* des organisations, des conflits entre courants politiques, entre leaders et base militante ou entre générations de militants favorisent le désengagement. Ces conflits contribuent à entamer l'identification d'acteurs individuels ou collectifs au champ multi-organisationnel du 20 Février ou d'autres organisations. Les conflits peuvent provoquer un sentiment d'exclusion, mais font aussi diminuer les rétributions associées à l'activité militante (Klandermans, 2005).

Pour des militants de Justice et Bienfaisance, le refus des acteurs de gauche de faire des concessions sur l'utilisation d'un «lexique musulman» est à l'origine de frustrations. De plus, les modes de vie libéraux des militants de gauche (*e.g.* proximité entre les hommes et les femmes, et

¹²⁹ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

¹³⁰ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

¹³¹ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 23 novembre 2016.

consommation d'alcool¹³²) peuvent provoquer des inconforts. Pour un leader tangérois de Justice et Bienfaisance, une des explications de l'*exit* de l'organisation est le refus du mouvement de «marocaniser» ses revendications : «le refus de scander des slogans à connotation religieuse est un accroc inacceptable au caractère musulman du pays» (Benchemsi, 2014 : 223).

La sortie de Justice et Bienfaisance représente un coup dur pour le M20F et contribue à lancer un «contre-*bandwagon effect*» (Bennani-Chraïbi et Jeghlaly, 2012 : 890) en entamant la perception de la force du mouvement d'opposition. Pour un militant de l'AMDH et d'ATTAC-Maroc, quand Justice et Bienfaisance sort du mouvement, «le 20 Février c'est fini».¹³³ Cette sortie nuit à la «réussite» des manifestations puisque la capacité mobilisatrice de Justice et Bienfaisance y était pour beaucoup. À Rabat, les militants du 20 Février réussissent à maintenir un niveau élevé de mobilisation lors du mois d'octobre, mais voient tout de même une fatigue s'installer dans les rangs du M20F.¹³⁴ À Tanger, un militant du Mouvement Anfass démocratique et sympathisant du PSU évoque une marche qui mobilise très peu suite au retrait des islamistes dont le poids politique est particulièrement grand à Tanger, ce qui accentue la perception que l'opportunité est passée.¹³⁵ Au moment du premier anniversaire du mouvement, la mobilisation a perdu en ampleur. Cet essoufflement appelle à revoir les modes d'action à privilégier. Une militante du PADS et de l'AMDH parmi les précurseurs de la mobilisation évoque une fatigue qui s'installe : «ce n'est pas comme les débuts où la passion et la motivation étaient grandes...»¹³⁶

¹³² Entretien avec un militant du parti de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

¹³³ Entretien avec un militant d'ATTAC-Maroc et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Casablanca, 26 octobre 2016.

¹³⁴ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

¹³⁵ Entretien avec un militant du Mouvement Anfass démocratique et sympathisant du Parti du socialisme unifié (PSU), Tanger, 14 novembre 2016.

¹³⁶ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

Par ailleurs, les formes de leadership informel qui émergent durant la mobilisation peuvent alimenter les frustrations et les perceptions d'une autonomisation du leadership par rapport aux autres militants. Marouane quitte le M20F et l'association ATTAC-Maroc un an après le début de la mobilisation suite à une série de conflits sur la représentation de l'association altermondialiste au sein du «noyau dur» casablancais du M20F. Il considère que les militants du «noyau dur» prennent des décisions sans consulter les camarades alors qu'ils n'ont pas la légitimité pour décider : «les choses partaient trop vite, des gens faisaient n'importe quoi». Au même moment, Marouane cesse de participer aux activités du M20F puisqu'il considère que «le mouvement ne peut plus aller plus loin» et il se tourne vers l'organisation d'activités culturelles en collaboration avec l'association Racines et Transparency Maroc, et vers les activités du Club conscience estudiantine par lequel il est entré en politique.¹³⁷

Sur les conflits internes au sein du M20F, l'intrication des niveaux *macro* et *méso* apparaît dans la mesure où les conflits au plan des orientations vers le changement ou les modes d'action sont présents dès le début de la mobilisation, mais «ça passait» nous indique un militant d'ATTAC et de l'AMDH au sujet des conflits sur l'organisation de manifestations dans les quartiers populaires.¹³⁸ L'inscription dans la durée et l'essoufflement de la dynamique accentue la difficulté de fabriquer du collectif malgré les clivages politiques.

C- Variation de la disponibilité biographique

Au plus fort de la mobilisation, la participation aux activités du mouvement nécessite beaucoup de temps et de mettre entre parenthèse son quotidien : dormir dans les locaux de l'AMDH, négliger

¹³⁷ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 23 novembre 2016.

¹³⁸ Entretien avec un militant d'ATTAC-Maroc et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Casablanca, 26 octobre 2016.

ses études ou sa carrière professionnelle, mettre ses économies dans le mouvement, ou subir l'intimidation des forces de sécurité (*e.g.* appels téléphoniques anonymes chez soi et chez ses proches). Plusieurs militants qui sont au centre des coordinations occupent des positions qui les rendent particulièrement disponibles: journalistes, étudiants, chômeurs, etc (Bennani-Chraïbi et Jekhllaly, 2012 : 881). Pour les militants qui poursuivent des études en parallèle de la mobilisation, il peut être difficile de participer intensément au mouvement sans négliger ses études. Afin de favoriser la participation active des nombreux jeunes qui passent le baccalauréat durant la mobilisation, un groupe d'étude est mis sur pied et animé par des enseignants qui militent à l'AMDH.¹³⁹

En plus de cette fatigue qui s'installe lorsque la mobilisation s'inscrit dans la durée, les rétributions symboliques associées à la participation s'épuisent progressivement. À ce sujet, Muncef indique – avec une posture critique vis-à-vis de certains de ses camarades du M20F que nous ne reprenons pas à notre compte : «ils aimaient manifester quand c'était la fête et insulter le roi dans les cafés et prendre des verres, mais ils ne veulent pas manifester à dix...»¹⁴⁰

Sans reprendre la vue du «sens commun» selon laquelle l'engagement est une affaire de jeunesse qui s'épuise sous le poids de l'entrée dans la vie d'adulte (Bono, 2013 : 159), il faut remarquer que les variations de la disponibilité biographique jouent un rôle très important dans les fluctuations de l'engagement à l'échelle individuelle (Sapiro, 1994; Muxel, 2001). La période intermédiaire entre l'enfance et la vie adulte (c'est-à-dire la jeunesse) est une période où cette disponibilité est particulièrement volatile. Elle correspond à celle des études, de l'entrée dans la vie professionnelle,

¹³⁹ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

¹⁴⁰ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

et parfois, des débuts d'une vie de famille qui peuvent s'accompagner de déplacements à l'intérieur du Maroc ou vers l'étranger.

Amin est originaire de Salé et fait ses premières armes au sein de l'AMDH au côté d'autres enfants de militants de gauche. Lors de la mobilisation de 2011, il est intensément impliqué dans la coordination de Rabat, et ce, dès les sit-in de solidarité aux peuples arabes en lutte et il participe à la vidéo de l'appel à manifester. Pour ses études, en 2012, il se rend d'abord pour une année à Casablanca. Durant cette période, son engagement continue, facilité par la proximité géographique entre les deux villes et l'intensité des liens entre les milieux militants. En 2013, il choisit de poursuivre ses études à l'École nationale de commerce et de gestion de Tanger (ENCGT). À son arrivée, il ne participe pas aux activités de l'AMDH puisqu'il ne connaît pas les militants de la section locale et qu'il considère qu'elle n'est pas très active. Il choisit de se concentrer sur ses études et ses activités théâtrales, «on ne peut pas tout faire en même temps», dit-il.¹⁴¹

Khadija continue sa participation au PADS et participe à la co-fondation et à l'animation de l'Institut Promethus de défenses des droits humains après le M20F, mais elle cesse sa participation à l'AMDH et au Forum marocain des alternatives sociales (FMAS) dans l'après-mobilisation. Elle explique que son mariage avec un homme «un peu fou, qui veut toujours voyager un peu partout (rires)» et que son entrée dans la vie professionnelle (elle intègre une ONG allemande) contribuent à ce qu'elle concentre son énergie et son temps sur son action dans la jeunesse du PADS et au sein de l'Institut.¹⁴²

¹⁴¹ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

¹⁴² Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Promethus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

D- Alternatives au militantisme ou opportunités de reconversion

Les approches séquentielles du désengagement insistent sur l'importance de la présence d'alternatives au militantisme ou d'opportunités de reconversion pour que le désajustement d'avec le collectif mène à l'*exit* (Fillieule, 2005; Bjørge et Horgan, 2009) : sortir d'un «rôle», c'est aussi entrer dans le «rôle d'ex» (Fuchs-Ebaugh, 1988; Fillieule, 2005 : 28-29). La (re)-prise d'autres rôles porteurs d'attachement et de rétributions symboliques favorise le passage d'une étape à l'autre de la carrière militante.

Durant le M20F, le multi-positionnement des acteurs est soumis à un travail d'«invisibilisation» au profit de la mise de l'avant d'un agenda revendicatif commun éloigné des marqueurs politiques qui clivent la scène protestataire marocaine (Smaoui et Wazif, 2013; Bennani-Chraïbi et Jeghlaly, 2012). Pour des militants déjà impliqués dans des organisations politiques avant le M20F, l'essoufflement de la dynamique protestataire coïncide avec un retour aux «anciens» rôles occupés, mais un attachement au M20F persiste malgré la «mise en veille» du mouvement. Pour ces militants, la reprise des anciens rôles (que les acteurs n'ont pas véritablement abandonnés lors du M20F, alors que les clivages au sein du mouvement épousent *grosso modo* les frontières organisationnelles) nécessitent un «ajustement» moins important que pour les acteurs politisés par le M20F dont plusieurs seront déçus par un passage dans la politique partisane. La présence d'un «attachement» organisationnel préalable et profond (les militants y ont investi temps et énergies, s'identifient à ces organisations et y ont de nombreux camarades) rend possible un sentiment de continuité malgré l'épisode du 20 Février (Searing et al., 1976).

Lors de la campagne électorale pour les élections législatives de 2016, Khadija s'implique pour la Fédération de la Gauche Démocratique (FGD) en tant que militante du PADS qu'elle a rejoint quelques années avant le M20F. Elle affirme retrouver l'«esprit jeune du 20 Février» dans cette campagne. Lors d'une *meeting* organisé dans la salle Allal El-Fassi du quartier Agdal de Rabat, le

candidat Omar Balafrej évoque cette «esprit du 20 Février». Les jeunes du 20 Février sont d'ailleurs nombreux parmi les équipes de bénévoles de la FGD qui font du porte à porte ou qui distribuent de *flyers*.¹⁴³

De son côté, Muncef participe à toutes les manifestations «contre le Makhzen» : «si c'est contre le Makhzen, j'y vais», affirme-t-il. Il poursuit un engagement militant très intense qui occupe l'essentiel de son temps alors qu'il milite à Safi (près de Marrakech) où il travaille comme professeur de philosophie au lycée et à Rabat d'où il est originaire. Il est actif dans de nombreux comités en tant que représentant de La voie démocratique, participe aux activités de l'AMDH et de son syndicat d'enseignants. Il s'oppose fermement à ceux qui affirment que le «M20F est mort». Pour lui, si le mouvement n'a eu de gain de cause sur rien, les revendications «demeurent toutes à l'ordre du jour». Il «refuse d'être celui qui va tuer le 20 Février» et il continue «à avoir les drapeaux du 20 Février dans les manifestations». ¹⁴⁴ Pour des militants associés à la gauche radicale, l'expérience de la mobilisation du 20 Février a pu «renforcer» la perception de la nécessité de mener le combat de l'extérieur du système : «il faut rejeter toute participation politique avec l'État»¹⁴⁵ ou «c'est débile de penser que le vote va changer le système».¹⁴⁶ À travers son action au sein du parti, mais aussi à l'AMDH, Muncef poursuit la «lutte» du 20 Février et maintient un investissement important dans l'action militante qui est au cœur de son rapport à soi. ¹⁴⁷

¹⁴³ Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

¹⁴⁴ Entretien avec un militant du parti de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

¹⁴⁵ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et du parti de La voie démocratique, Rabat, 17 octobre 2016.

¹⁴⁶ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

¹⁴⁷ Entretien avec un militant du parti de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

Pour des militants pour lesquels la participation au M20F est un moment d'activation ou de formation de dispositions militantes, les partis politiques peuvent aussi représenter un espace de reconversion. Mehdi a participé à la fondation des branches françaises et marocaines de l'association CapDeMa avant le M20F. Au moment de l'essoufflement de la dynamique, il considère que «la rue» ne peut pas aller plus loin et il se met à la recherche de «relais institutionnels» pour continuer la lutte. Lors de la campagne contre le projet de construction d'un train à grande vitesse (TGV) entre Casablanca et Tanger, Mehdi intègre le Mouvement Clarté Ambition Courage fondé par Omar Balafrej.¹⁴⁸

Mehdi tient un blogue politique depuis 2008 qui proposent des analyses très fouillées d'enjeux d'actualité. Son travail critique sur le projet de TGV attire l'attention de Balafrej qui le contacte pour l'inviter à rejoindre le mouvement. Le Mouvement Clarté Ambition Courage s'entend avec la FGD pour intégrer les listes des élections communales dans la circonscription d'Agdal-Hay Riad à Rabat qui est le lieu de résidence de plusieurs de ses membres. À cette occasion, les militants du Mouvement Clarté Ambition Courage «prennent leurs cartes du PSU» afin de pouvoir participer aux élections. Mehdi est élu comme conseiller municipal et poursuit une carrière dans le domaine de la finance en parallèle de ses responsabilités politiques. Son expertise professionnelle contribue à ce que sa voix sur les questions monétaires (*e.g.* la flexibilisation du dirham) et économiques soit respectée. La participation du mouvement à la FGD se poursuit et s'approfondit lors des législatives de 2016 où Nada El Harif (responsable du mouvement à Casablanca) devient responsable de la campagne nationale de la secrétaire-générale du PSU Nabila Mounib.¹⁴⁹

¹⁴⁸ L'histoire de ce mouvement est liée à la trajectoire de Balafrej dont plusieurs des parents proches sont des figures historiques du mouvement national et de la naissance de l'USFP (Ahmed Balafrej, Abderrahmane Bouabid et Mohamed El Yazghi). Après un passage à l'USFP, en 2009, Balafrej publie un manifeste intitulé «Lettre au peuple de gauche» qui jette les bases du Mouvement Clarté Ambition Courage. Omar BALAFREJ. «Lettre au peuple de gauche», *Omar Balafrej* - لاف ريج عمر - , mis en ligne le 25 juillet 2009, (Consulté le 25 avril 2017).

¹⁴⁹ Entretien avec un élu local de la Fédération de la gauche démocratique (FGD) et militant du Mouvement Clarté Ambition Courage, Rabat, 17 octobre 2017.

La «société civile» offre aussi des opportunités de reconversion pour des militants moins expérimentés qui se créent pour eux-mêmes des organisations afin de poursuivre le combat du 20 Février. L'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE) créée en août 2012 par des militants du 20 Février plus «jeunes» que les «leaders» de la coordination de Rabat du 20 Février est exemplaire de ce type d'initiatives au sein desquelles ils peuvent occuper des positions de leadership malgré une expérience militante moins grande.¹⁵⁰

La sphère associative permet aussi à plusieurs de reconvertir des dispositions «extrapolitiques». La combinaison des expériences militantes et des parcours universitaires permettent à certains d'obtenir des postes rémunérés dans des ONG internationaux et orientent les acteurs vers des positions où ils pourront mettre en valeur ce capital éducationnel – notamment le plaidoyer, le suivi des politiques publiques ou le travail scientifique. Mohamed fait ses premières armes au Mouvement Nouvel Horizon et à l'USFP. Pendant les événements du 20 Février, il quitte l'USFP et il décide de réorienter ses études de l'informatique vers le droit public afin de poursuivre une carrière professionnelle plus près de son engagement militant. Il présente les étapes subséquentes de son parcours comme un processus par lequel son engagement devient «plus professionnalisé», «plus innovant» et qui se fait avec «plus de moyens». Il met de l'avant que «dans les 12 dernières années», il a acquis «une bonne idée de la société civile», de son «fonctionnement» et des réseaux. Son rôle dans cet ONG «renforce sa position» puisqu'il a le «pouvoir de décider qui aider, qui inviter aux conférences», qui «il va soutenir directement, financer, aider...»¹⁵¹

Par ailleurs, des militants qui étaient actifs dans les «comités artistiques» du M20F poursuivent un engagement artistique dans l'après-mobilisation par la création de collectifs tel que Guérilla

¹⁵⁰ Entretien avec un militant du Parti authenticité et modernité (PAM) et acteur associatif, Rabat, 18 octobre 2016.

¹⁵¹ Entretien avec un militant du Mouvement alternatif pour les libertés individuelles (MALI) et acteur associatif, Rabat, 22 novembre 2016.

Cinéma¹⁵², le Festival de la résistance et des alternatives¹⁵³ ou le Théâtre de l'Opprimé¹⁵⁴. Par exemple, Marouane commence son action politique au Club Conscience estudiantine qui organise des activités culturelles (musique, cinéma, théâtre) sur le campus d'Aïn Chok de l'Université Hassan II. Lors du M20F, il se retrouve dans le comité artistique de la coordination casablancaise du M20F. Dans l'après-mobilisation, il cofonde une association qui fait la promotion de la lecture chez les jeunes. L'idée que «la culture est la solution» représente un élément de continuité dans son parcours.¹⁵⁵

Les alternatives au militantisme peuvent aussi ne pas être militantes. Ainsi, Amin participe à un club théâtral au sein de son université qui est aussi une association. Le recours à cette forme d'organisation permet d'inclure des individus qui ne sont pas étudiants dans certaines activités. Cette association organise un festival théâtral professionnel qui a lieu à Tanger et monte des pièces sur des thèmes à contre-courant des discours conservateurs. Par exemple, ses membres proposent une pièce qui met en scène un ancien détenu politique qui trouve sa sœur devenue prostituée à sa sortie de prison. Amin qui «a toujours fait du théâtre» dit avoir trouvé «l'esprit [du 20 Février], des gens avec un peu les mêmes idées que moi» dans la troupe de théâtre.¹⁵⁶

¹⁵² Créé par des militants du 20 février, le premier projet de ce collectif artistique est le film *My Makhzen and Me* réalisé par Nadir Bouhmouch. Le collectif produit six films qui veulent rompre avec le «consensus imposé» par les organismes culturels subventionnaires.

¹⁵³ Des anciens du 20 Février dont plusieurs sont des participants de Guérilla Cinéma ont aussi créés le Festival Résistance et Alternatives (FRA) qui a eu lieu autour de l'anniversaire du M20F. Le festival a eu trois éditions (2012, 2013 et 2014), et a proposé des projections de films, des pièces de théâtre et des débats en public

¹⁵⁴ Des anciens militants du 20 Février forment le Théâtre de l'Opprimé en 2012 qui reprend la méthodologie de travail créée par l'homme de théâtre brésilien Augusto Boal. Le Théâtre est présent à Rabat et à Casablanca, et organise des ateliers destinés au grand public, des prestations dans l'espace public et des formations dans les écoles.

¹⁵⁵ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 26 octobre 2016.

¹⁵⁶ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

2- «Réseaux dormants» du 20 Février

Dans son article devenu classique «Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance», Verta Taylor (1989 : 762) reprend le concept développé par Ephraim M. Mizruchi (1983) de «réseaux dormants» (*abeyance structure*). Ces réseaux dormants émergent quand les institutions *mainstream* n'arrivent pas à intégrer une partie de la dissidence et de la marginalité au sein de la société. Ces espaces de résistance «infrapolitique» (Scott, 1990 : 183) lorsqu'activés par des événements contingents peuvent favoriser l'émergence et la diffusion d'une mobilisation. (Hmed, 2012) Cette façon de penser en continuité les phases de visibilité et les phases de «mise en veille» permet de sortir du dogme de l'«immaculée contestation» (Taylor, 1989 : 76) et du discours sur la «spontanéité», et de montrer comment des mobilisations successives se rendent possibles et s'influencent les unes les autres. Nasser explique très bien cette idée lorsqu'il propose au sujet du M20F : «on devait le faire, le militantisme ne finit jamais, on prépare la suite.»¹⁵⁷ L'étude de ces «réseaux dormants» est aussi une façon de questionner la manière dont les effets des événements se «stabilisent dans le temps» (Chabanet et Giugni, 2010 : 146).

Ces «réseaux dormants» ont une dimension objective : densification de liens sociaux au sein de l'espace protestataire, organisations et mouvements créés ou investis par des anciens du 20 Février. Ils ont aussi une dimension subjective : l'attachement au M20F persiste *via* une «identification» au mouvement et un sentiment de «communalité» (Brubaker, 2001; Avanza et Laferté, 2005). Un militant de l'UECSE résume cette idée lorsqu'il décrit l'effet du M20F sur les participants : «non seulement les militants sont sortis avec la tête changée, mais ils ont créé des organisations et lancé des mouvements qui sont dans la continuité du 20 Février.»¹⁵⁸

¹⁵⁷ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

¹⁵⁸ Entretien avec un militant de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), Rabat, 19 octobre 2016.

A- Densification des liens sociaux

En aval de la mobilisation, les liens sociaux créés ou renforcés lors du M20F s'entretiennent grâce à des rencontres dans des manifestations ou dans les activités du tissu associatif (conférences, formations, *workshops*, etc.) qui sont aussi des moments où on prend des nouvelles des uns et des autres et où on se rend visible des autres (Vairel, 2014 : 211-212).

Au-delà de la participation commune à des activités militantes ou associatives, les anciens du 20 Février constituent des «bandes» liés par l'amitié (Bargel, 2009 : 331-332). Nous avons pu observer que les histoires d'amour et d'amitié se mêlent aux expériences militantes : couples, colocations, ou encore participation commune à des activités sportives ou culturelles. Avec humour, Muncef décrit plusieurs activités quotidiennes et de loisir avec le langage du militantisme donnant corps à cette idée d'entremêlement du quotidien, de l'intime et du politique. Il décrit une soirée entre amis comme un «sit-in au Yucatan Bar» ou une partie de football européen comme un «match entre militants démocratiques».¹⁵⁹

Depuis le M20F, la gauche radicale et l'association Justice et Bienfaisance continue de chercher à collaborer sur des enjeux spécifiques. Sans résoudre le clivage idéologique qui sépare les deux tendances politiques, la participation commune à un mouvement qui s'inscrit dans la durée a permis aux militants d'apprendre à mieux se connaître ce qui pourrait favoriser une collaboration dans le futur. Un militant de La voie démocratique et de l'AMDH propose que les militants de Justice et Bienfaisance «ont gagné du respect et ont appris à connaître les courants de gauche, avant ils ne connaissaient pas les différences entre les basistes, les maoïstes, les marxistes (rires), moi-même j'y suis depuis longtemps et je ne comprends pas tout».¹⁶⁰

¹⁵⁹ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

¹⁶⁰ Entretien avec un militant de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

En mars 2016, en marge de mobilisations contre la répression, le membre du cercle politique de Justice et Bienfaisance Omar Iharchane salue le travail des militants marxistes de La voie démocratique, mais insiste aussi sur la nécessité pour eux de «marocaniser» leur référentiel.¹⁶¹ Cette invitation (qui fait écho à la critique d'un cadre tangérois cité précédemment)¹⁶² trouve son origine dans la position vis-à-vis de la pensée de gauche que le cheikh Yassine articulait déjà à la fin des années 1970 (Tozy, 1999 : 187). Dans une conférence intitulée «Pour un dialogue islamique avec "l'élite occidentalisé"», Yassine invite les intellectuels nationalistes et gauchistes qui puisent leur référentiel dans la culture occidentale à s'enraciner dans la culture du «peuple islamique» et d'opérer un «retour à Dieu, une *tawba* [repentance] sincère» (Yassine, 1980 : 28).¹⁶³

Sur de enjeux particuliers, la collaboration qui était au centre du «succès» du 20 Février entre les islamistes de Justice et Bienfaisance et les forces politiques de gauche a trouvé de nouvelles incarnations. En 2016, dans la ville de Tétouan et dans d'autres petites villes de la côte méditerranéenne, en réaction aux pénuries d'eau (dont la distribution est assurée par la compagnie française Amendis– filiale de Veolia) qui sont devenues le quotidien des habitants de la région, une coordination pour le suivi des affaires publiques et locales est mise sur pied.¹⁶⁴ La coordination regroupe l'ensemble des organisations qui formaient la coordination locale du M20F en 2011. Des manifestations sont organisées sur la place Moulay El Mehdi au cœur de la ville de Tétouan.¹⁶⁵

¹⁶¹ Jules CRÉTOIS. «Les contacts se multiplient entre Al Adl Wal Ihsan et la gauche radicale», mis en ligne le 23 mars 2016, (Consulté le 15 mai 2017).

¹⁶² Voir *supra*, chap.2, p.77.

¹⁶³ Ce texte de Yassine illustre la thèse de François Burgat (2007 [1995]) sur l'islamisme comme nouvelle étape du processus de décolonisation permettant la réappropriation d'un langage « endogène » et perçu comme «hérité» pour parler de politique.

¹⁶⁴ Nizar BENNAMATE. «À Tétouan, la vie des habitants est rythmée par les coupures d'eau», *TelQuel*, mis en ligne le 28 octobre 2016, (Consulté le 15 mai 2017).

¹⁶⁵ Conversation avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et du Parti du socialisme unifié (PSU), Tétouan, 1^{er} novembre 2016.

B- La marque du M20F sur les subjectivités

Les évènements de 2011 et le M20F laissent une marque sur les subjectivités – induisent une «redéfinition de soi» chez les participants. Le concept de «carrière morale» développé par Erving Goffman dans son étude des «institutions totales» psychiatriques (Goffman, 1968) et généralisé à d'autres instances socialisatrices (Goffman, 1991) permet de penser la dimension re-socialisatrice du militantisme. Quand il s'inscrit dans la durée, l'engagement militant devient un espace de socialisation secondaire et par des interactions continues, une rupture avec le soi d'avant peut s'opérer progressivement lorsque l'acteur se familiarise avec le rôle de militant (Collovald, 2002).

Plusieurs militants continuent de se décrire comme des «jeunes du 20 Février» (par exemple, sur *Facebook*, encore aujourd'hui, plusieurs indiquent «travailler» au Mouvement du 20 février) et le fait d'avoir été un «jeune du 20 Février» continue d'identifier les acteurs jusque dans les répertoires téléphoniques des portables...

Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, cette redéfinition de soi est particulièrement radicale quand elle concerne des acteurs qui participent pour la première fois à des activités militantes et politiques lors du M20F. Ils prennent positions dans de nouveaux réseaux, adoptent de nouvelles présentations de soi et acquièrent de nouvelles compétences. Pour Oussama, le M20F est un moment où il rencontre de nouveaux amis qui remplacent «les amis du quartier et les cousins» et où le militantisme est inclu dans son rapport à soi: «je ne suis pas le genre de personne qui ne sera pas membre d'un parti politique» affirme-t-il alors qu'il militait pour la première fois au sein du 20 Février et qu'il est issu d'une famille sans antécédents militants.¹⁶⁶

Dans l'après-mobilisation, Oussama rejoint l'UECSE suite à l'invitation d'un ami rencontré lors du M20F alors qu'il attend le résultat des concours universitaires et «qu'il n'a rien à faire à la

¹⁶⁶ Voir *supra*, chap.2, p.66-67.

maison». Oussama participe aux activités de l'UECSE durant un peu plus d'un an (il rejoint l'UECSE un peu après sa création en août 2012 et la quitte en janvier 2014 après son assemblée constituante). Pour expliquer sa sortie de l'UECSE, Oussama évoque les nombreux conflits qui marquent les débuts du mouvement, et qui opposent l'UECSE avec l'UNEM (qui craint de voir son monopole syndical sur les campus remis en question) et avec La voie démocratique accusée d'«entrisme», mais qui concernent aussi le projet de se constituer en association. La création d'une association en bonne et due forme devait permettre à l'UECSE d'organiser par elle-même (sans passer par le parrainage de l'AMDH) des activités dans les écoles, mais d'autres acteurs considèrent que le mouvement doit conserver une position hors-système. Ces conflits culminent (du point de vue d'Oussama) lors de l'assemblée générale tenue sur deux jours dans les locaux de l'AMDH et de l'UMT à Rabat en janvier 2014 qui devait mener à la constitution d'une association. Oussama est responsable de l'animation de ces assemblées qui sont entravées par des acteurs qui remettent en question chacun des éléments du statut de l'association. Oussama mène à terme son travail d'animateur, mais décide de quitter l'UECSE, fatigué des confrontations.¹⁶⁷

En parallèle, Oussama entreprend d'intégrer le PSU à la fin de 2013 où il connaît des camarades rencontrés durant le M20F. Sa participation au sein du PSU ne dure qu'un an au cours duquel il consacre beaucoup de son temps au parti («c'est tout ce que je faisais») : il participe à l'organisation d'évènements et à l'animation d'ateliers. Après cette première année, il quitte le PSU pour intégrer le PAM¹⁶⁸ en invoquant la nécessité d'être «pragmatique» : les «petits doivent s'allier aux gros», propose-t-il. Il observe le faible poids électoral de la Fédération de la gauche démocratique (FGD) et ne croit pas que cet état de fait devrait changer «dans les vingt années à venir», et insiste sur la

¹⁶⁷ Entretien avec un militant du Parti Authenticité et Modernité (PAM) et acteur associatif, Rabat, 18 octobre 2016.

¹⁶⁸ Le parti débute comme un groupe parlementaire qui permet à de petits partis de partager des ressources et il devient un parti politique en 2008, fondé par un proche du Roi, Fouad Ali Hima.

nécessité pour la gauche de s'allier avec un des deux acteurs qui ont un poids politique dans le pays soit le Palais ou les islamistes. Il explique son choix d'un parti de l'administration en évoquant les personnalités issues de la gauche présentes au sein du PAM et par la posture «moderniste» de Mohammed VI dans les débats autour de la réforme du Code de statut personnel ou les projets de loi sur l'avortement.

De plus, alors même qu'Oussama peinait à comprendre les slogans et les discussions en assemblées générales au début de sa participation au M20F, lorsque nous le rencontrons, quelques années plus tard, il fait preuve d'une connaissance approfondie des acteurs qui animent l'espace protestataire marocain. Il prend la peine de présenter les contextes de création et les référentiels idéologiques des uns et des autres lors de nos entretiens. Il produit même des capsules de vulgarisation politique qu'il diffuse sur *Youtube* et *Facebook* sur des sujets comme la monarchie constitutionnelle, les élections législatives ou le blocage gouvernemental... Le savoir-faire acquis dans le M20F et à l'UECSE lui permettra aussi d'être un acteur central dans la création du FMD (il est responsable des démarches administratives auprès de la *wilaya* de Rabat) actif dans le plaidoyer et l'organisation de conférences.¹⁶⁹

En entretien, une expression revient dans les discours des militants : la mobilisation de 2011 aurait réussi à faire «tomber le mur de la peur» qui freinait la contestation. Pour les militants, l'expérience du 20 Février a pu donner le «sens de l'initiative»¹⁷⁰ qui a mené à la création de nouveaux mouvements et «donner le courage»¹⁷¹ à des citoyens qui vivent des injustices de se mobiliser. De plus, malgré les limites de la mobilisation, cette expérience a pu modifier la

¹⁶⁹ Entretien avec un militant du Parti Authenticité et Modernité (PAM) et acteur associatif, Rabat, 18 octobre 2016.

¹⁷⁰ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

¹⁷¹ Entretien avec un militant du parti de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

perception du «régime» du possible politique. ¹⁷² Nasser considère que le M20F a «mis de la pression sur le Makhzen, a eu un poids sur lui, le Makhzen était terrifié par le 20 Février». ¹⁷³

Une étudiante universitaire tangéroise militante au sein de La voie démocratique et de l'AMDH au moment de la mobilisation de 2011 décrit ainsi l'importance de cette expérience et le sentiment d'*empowerment* qui l'a traversé:

«Sans les expériences que j'ai vécues dans les sit-in et les manifs du 20 Février, je ne serais pas la personne que je suis aujourd'hui. J'ai acquis plusieurs choses, plusieurs sentiments. J'ai entendu ma voix. Je me rappelle, je ne vais jamais oublier. À Béni Makada, les policiers étaient toujours postés autour de la place. Une fois, ils ont tellement eu peur qu'ils ont fui devant les jeunes. Je ne vais jamais oublier ça.» ¹⁷⁴

Une mobilisation ayant eu lieu en 2013 en réaction à la décision du Roi Mohammed VI d'accorder sa grâce royale à un ressortissant espagnol condamné pour des actes de pédophilie ¹⁷⁵ marque les esprits des militants puisqu'elle vise une décision royale associée à ses prérogatives constitutionnelles et à la «sacralité» de sa fonction. Nasser évoque le fait qu'il aurait été impensable avant le M20F d'entendre «dans les cafés, les taxis, les bus, des gens dirent : le Roi aurait dû faire ça ou ça». ¹⁷⁶

3- La poursuite de la lutte par d'autres moyens : processus de reconversion

La dernière question à laquelle ce texte souhaite répondre est : comment les participants du M20F se reconvertissent dans d'autres organisations ou dans d'autres mouvements? Ici, les

¹⁷² Les réactions à la tête du régime posent un problème d'observabilité, mais les informations présentes dans la littérature indiquent que l'entourage du Roi a réellement craint la dynamique émergente (Vairel, 2014 : 327) et que les services de sécurité considèrent «que les choses ne seront plus comme avant» (Bennani-Chraïbi et Jeghlaly, 2012 : 894).

¹⁷³ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

¹⁷⁴ Entretien avec une étudiante universitaire, Tanger, 9 novembre 2016.

¹⁷⁵ Le 30 juillet 2013, en marge du 14e anniversaire de l'ascension du monarque marocain sur le Trône et de la visite du Roi Juan Carlos d'Espagne, le Roi Mohammed VI accorde sa grâce royale à des ressortissants espagnols. Parmi ces ressortissants, on retrouve Daniel Galvan Vina qui avait été condamné à 30 ans d'incarcération pour des actes de pédophilie perpétrés dans la ville de Kénitra. Le cabinet royal publie rapidement un communiqué qui indique que le Roi n'avait pas été mis au courant de la gravité des crimes de Galvan et annonce le retrait de la grâce royale dès le 4 août.

¹⁷⁶ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

processus de reconversion sont considérés comme des déplacements dans l'espace social accompagnés de changements subjectifs chez le militant reconverti – d'une redéfinition de soi (Goffman, 1968 : 56; Cheynis, 2013 : 149). Nous souhaitons nous éloigner des approches qui appréhendent d'un point de vue surplombant le phénomène des reconversions sous l'angle de la fidélité à des principes figés sans prendre en compte l'évolution du contexte politique et le sens subjectif que l'acteur communique à son action (Gaïti, 2001; Tissot, 2005). Ces jugements traversent aussi ce que les militants disent les uns des autres (accusant certains de s'être «vendus» en acceptant des financements internationaux ou des emplois dans le monde associatif), et parfois, ce que les militants disent d'eux-mêmes en s'accusant d'être devenu «fainéante» ou d'emprunter un mode de raisonnement «très bourgeois» pour expliquer sa sortie du parti de La voie démocratique¹⁷⁷ ou en blaguant sur son port de la cravate pour son travail de fonctionnaire au Ministère de la Justice et des Libertés qui lui donne un *look* «très institutionnel».¹⁷⁸

Les reconversions militantes sont animées par une volonté de poursuivre le combat du M20F par d'autres moyens et elles sont un moment d'ajustements dans les pratiques des acteurs. Ces ajustements sont déterminés par des changements subjectifs (apprentissage menés lors de l'expérience militante du 20 Février), mais aussi par des contraintes objectives liées aux lieux de la reconversion et les normes (et les rapports de force) qui les structurent. Les reconversions militantes permettent la mise en valeur d'expériences militantes passées qui fournissent des «ressources de mobilité» (Retière, 1994 : 98) dans d'autres organisations. Toutefois, la conversion de dispositions militantes formées antérieurement et du capital politique produit par l'évènement ne se fait pas mécaniquement puisqu'ils peuvent être sous-valorisés dans certaines organisations

¹⁷⁷ Entretien avec une étudiante universitaire, Tanger, 9 novembre 2016.

¹⁷⁸ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

où les «coûts d'entrée» ou les normes qui déterminent la mobilité ascendante à l'interne sont institutionnalisées (Tissot, 2005 : 14).

Par ailleurs, une explication par les seuls motifs politiques exprimés n'épuisent pas la question des reconversions militantes puisque ces motifs sont intriqués à des «motifs extrapolitiques» (Gottraux, 2005 : 77) liés aux «répertoires de dispositions» des acteurs (Lahire, 1998 : 42; Leclercq, 2005) formés dans une pluralité d'espaces sociaux et d'instances socialisatrices. Les acteurs s'orientent vers des espaces où ils peuvent reconvertir leurs dispositions militantes, mais aussi, un «capital scolaire» (Bourdieu, 1979) et d'autres savoir-faire (notamment artistiques).

A- Se détourner du «Makhzen» pour se tourner vers la population

Dans un article qu'il publie sur *Facebook*, le militant du 20 Février à Rabat Mehdi Bouchoua exprime une forme de «désillusion» (Belghazi et Moudden, 2013) suite à l'essoufflement de la dynamique quant à l'ancrage populaire du mouvement de gauche au Maroc:

«Mais si on essaye de donner une image à notre rêve, à notre conception du changement, ce serait "une grande marche", des millions de personnes devant le parlement, des drapeaux, des slogans ... c'était en quelque sorte le "kitsch" après lequel on n'arrêtait pas de courir, et pour lequel on a fait tant de concessions, à tel point qu'on ne se posait plus la question si ces millions de personnes partagent nos idéaux et nos aspirations, s'ils connaissent nos revendications. Peut- importe (sic), des millions de personnes devant le parlement et après on verra...

Voilà le résultat, quand le mouvement politique [c'est-à-dire les islamistes de Justice et Bienfaisance] qui arrivait à mobiliser des milliers de personnes s'est retiré, on s'est retrouvé isolés, mais le paradoxe, c'est que même à 10 ou 20 personnes, on continue à imaginer qu'on est des millions....»¹⁷⁹

Face au constat du faible ancrage populaire des mouvements de «gauche», certains se proposent de se «détourner du Makhzen» pour se «tourner vers la population» et travailler à un changement des mentalités – prélude à un réel changement politique.¹⁸⁰ Plusieurs évoquent certaines illusions qu'ils pouvaient avoir durant la mobilisation («même à 10 ou 20 personnes, on continue d'imaginer

¹⁷⁹ Mehdi BOUCHOUA. #M20 : *Sommes-nous coupables?*, mis en ligne le 27 février 2013, (Consulté le 27 février 2017).

¹⁸⁰ Entretien avec un militant de l'Union étudiante pour le changement du système éducatif (UECSE), Rabat, 19 octobre 2016.

qu'on est des millions»¹⁸¹ ou «on a cru qu'on était les plus forts»¹⁸²) et affirment la nécessité de «revenir terre à terre»¹⁸³ et de «travailler sur soi [par opposition à travailler contre le Makhzen]»¹⁸⁴.

Un militant de l'UECSE évoque les limites de la «posture antipolitique» (Hibou, 2011) du M20F qui blâme le Makhzen pour tous les dysfonctionnements de la société : «Il faut pas seulement attaquer la tête, mais tout le système, il faut changer les mentalités. [...] Le Makhzen n'est pas que l'institution royale ou la Police, mais il est dans la tête des gens...»¹⁸⁵ Du «renforcement des capacités» issu du lexique des ONG internationaux repris par les acteurs associatifs, aux activités d'éducation populaire organisées dans l'espace public, en passant par l'éducation aux droits de l'homme, cette volonté de changer les mentalités prendra des formes très variées.¹⁸⁶

L'Institut Prometheus de défense des droits humains est créé en 2013 par des anciens du 20 Février dont plusieurs sont issus de l'AMDH et du «noyau dur» de Rabat du M20F. Ils considèrent qu'il n'est plus possible de continuer à mobiliser dans la rue au-delà de la première année du M20F et qu'il faut changer de tactique. Hamid indique que la création procède d'une volonté «de revenir terre à terre» et de travailler à la formation aux droits humains des jeunes, puisque même à l'intérieur du M20F, les idéaux démocratiques étaient peu respectés : il évoque les «noyaux durs», les «réseaux de coulisse», les insultes et la «violence» lors des assemblées générales (chaises qui volent). Lorsque nous le questionnons sur les effets du M20F sur sa façon de militer, Hamid affirme que «les convictions restent les mêmes» sur la nécessité d'un changement au Maroc. Il continue de

¹⁸¹ *Op cit.* BOUCHOUA. #M20 : *Sommes-nous coupables?*.

¹⁸² Entretien avec un militant du parti de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

¹⁸³ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

¹⁸⁴ Entretien avec un militant du parti de La voie démocratique et de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), Rabat, 30 octobre 2016.

¹⁸⁵ Entretien avec un militant de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), 19 octobre 2016.

¹⁸⁶ Un parallèle peut être tracé entre ce virage et les reconversions militantes de soixante-huitards français vers l'éducation populaire que décrit Julie Pagis (2014 : 160) ou les reconversions de militants marocains des associations marxistes-léninistes clandestines vers l'action associative de proximité (Vairel, 2014; Cheynis, 2013).

penser qu'un «grand changement se fait par la rue, par les mobilisations», mais il insiste sur l'importance d'un «travail institutionnel» : «les deux sont nécessaires». De plus, Hamid indique que la création de l'Institut coïncide aussi son parcours académique, il vient tout juste de terminer une maîtrise spécialisée en droits humains.¹⁸⁷

Cette volonté de «se détourner du Makhzen» et de travailler à un changement des mentalités mène à ce que plusieurs organisations insistent pour que leurs activités aient lieu dans l'espace public. L'accès à l'espace public est encadré par le dahir no.1-58-377 qui prévoit l'octroi de récépissé des autorités locales pour la tenue de rassemblements publiques pour des «associations légalement constituées». ¹⁸⁸ Au-delà de ce cadre juridique, les pratiques des autorités locales limitent l'accès à l'espace public ¹⁸⁹ et la constitution en «association légalement constituée» peut représenter un véritable parcours du combattant.¹⁹⁰

L'Union étudiante pour le changement du système éducatif (UECSE) est créée par des militants du M20F en août 2012 et trouve son origine dans le groupe de militants qui passent les examens du baccalauréat durant la mobilisation¹⁹¹, mais aussi dans un appel à manifester lancé sur *Facebook*

¹⁸⁷ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

¹⁸⁸ *Bulletin Officiel n° : 2404-bis*, fait à Rabat le 15 novembre 1958.

¹⁸⁹ Dans son *Manifeste sur l'espace public au Maroc*, publié dans la foulée de la campagne «Free Access And Diversity For All AND Everyone» (FADAE), l'association Racines (créée par d'anciens militants de Casablanca du M20F) documente plusieurs cas où l'interdiction des activités se fait de manière détournée via des technicalités administratives et sans que les raisons soient toujours explicitées par les autorités: les représentations de la pièce «B7al B7al» du Théâtre de l'Opprimé en octobre 2015, la présence du Festival des Alternatives et de la Résistance dans la fabrique culturelle des Anciens Abattoirs de Casablanca en février 2014, une «heure de lecture» organisée par le Club Conscience estudiantine en novembre 2013 ou une rencontre de la «philosophie dans la rue» de l'UECSE en septembre 2013.

¹⁹⁰ L'UECSE qui a tenu son assemblée de constitution en 2014 n'a toujours pas obtenu de récépissé officiel. L'Institut Prometheus de défense des droits humains ne possède qu'un récépissé temporaire, malgré le fait que l'année de probation soit passée et que la loi prévoit l'obtention automatique d'un récépissé permanent au bout de cette période de probation. L'association Dibaja créée par des anciens militants de Casablanca du M20F a dû s'y prendre à deux fois pour organiser son assemblée de constitution. Le jour de l'assemblée, ils ne peuvent pas avoir accès à la Maison de jeunes où ils devaient tenir leur assemblée compte tenue de la vocation éducative de l'association (promotion de la lecture chez les jeunes).

¹⁹¹ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et d'une association culturelle, Tanger, 10 novembre 2016.

en réponse à la décision du ministère de l'Éducation d'hausser les seuils d'admission, ce qui chamboule les projets universitaires de plusieurs jeunes qui voient des résultats qui auraient dû leur permettre de poursuivre les études qu'ils souhaitaient devenir insuffisants. Des militants plus expérimentés contactent le précurseur de la mobilisation en ligne pour l'encourager à lancer un mouvement plus ambitieux qui s'inscrit dans la durée et qui généralise ses revendications au phénomène de la privatisation de l'éducation supérieure.

Les activités de l'UECSE ont en commun de se dérouler dans l'espace public. À partir de juillet 2013, les sections locales organisent des «universités populaires». Les séances de «philosophie dans la rue» se déroulent sur des places ou dans des parcs (*e.g.* sur le terrain de l'Institut Cervantès à Rabat ou sur la place du Grand Socco à Tanger). Ce qui deviendra la «marque de commerce» - cette occupation de l'espace public – trouve origine dans un évènement contingent, la salle promise par le PSU n'est plus disponible le jour de l'organisation d'une séance de l'université populaire.¹⁹²

Les sections locales organisent aussi des *teach-in* qui sont – contrairement à l'université populaire – des activités protestataires. Les participants sont assis en cercle et discutent d'un sujet qui touche les revendications du mouvement. Ce mode d'action se distingue de ce que les militants désignent en «français» comme des *sit-in*, mais qui sont en fait des rassemblements debout. Les *sit-in* «traditionnels» prennent généralement deux formes: **(i)** Les participants sont tous orientés dans la même direction et une banderole peut être placée devant le groupe. **(ii)** Les participants forment un cercle et des individus se succèdent en son centre pour haranguer les autres.¹⁹³ Cette seconde forme de rassemblement trouverait son origine dans les pratiques militantes estudiantines

¹⁹² Entretien avec un militant de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), 19 octobre 2016.

¹⁹³ Nous avons pu observer certains de ses rassemblements (organisés par les étudiants de l'École nationale de sciences appliquées (ENSA) de Mohamedia face au parlement de Rabat) où le centre du cercle de militants devenait une scène où se succédaient des prestations artistiques (acrobates, jongleries, etc...). Cette forme de rassemblement peut aussi jouer un rôle dans sa mise en image – son «dédoublage» dans les médias (Neveu, 1999). Journalistes étrangers et nationaux, et militants s'installent au centre pour prendre des images destinés à des reportages ou à des mises en ligne.

(occupation de locaux) sur les campus. (Vairel, 2005 : 48) Les *teach-in* qui incarnent *en pratiques* la volonté de travailler sur soi et de se détourner du Makhzen s'apparentent à cette seconde forme, mais la harangue est remplacée par des discussions et les participants sont généralement assis.

Le Club conscience estudiantine né en 2005 sur le campus d'Aïn Chok de la Faculté des sciences sociales de l'Université Hassan II déplace une partie de ses activités en-dehors du campus afin de toucher directement la population : «continuer de travailler à la faculté, ça sert à rien». Pour Marouane, il faut travailler avec les jeunes enfants pour jeter les bases d'un changement politique, sinon le changement ne sera porté «que par une minorité, c'est la dictature. [...] Il faut travailler à une révolution culturelle pour réussir une autre révolution, il y a 50 ans de travail, on n'a pas les ingrédients.» Le Club Conscience estudiantine organise des «heures de lecture» sur les places publiques de Casablanca pour faire la promotion de la lecture chez les jeunes, et aussi, des séances de «musique-trottoir» où tout le monde est appelé à amener ses instruments de musique ou improviser des vers de *rap*.

Les heures de lecture étaient tolérées par les autorités malgré l'ambivalence de leur statut juridique. Lors de la 11^e séance de cette activité, en novembre 2013, des fourgonnettes de policiers ceinturent la place Mohammed V (surnommée la «Place des pigeons») pour empêcher l'activité de se tenir. Après deux heures de discussion et que les militants du Club aient partagé les cupcakes cuisinées par une militante avec les policiers, il est convenu que les lecteurs ne formeraient pas des groupes de plus de deux personnes afin de se conformer à la loi sur les rassemblements publics. Ce compromis a le double-intérêt de permettre à l'activité d'avoir lieu, et de rendre visible et de «politiser la contrainte» (Vairel et Zaki, 2009; Siméant, 1993) induite par la loi marocaine par une performance ironique. Afin d'assurer la pérennité de cette activité (la succession relativement rapide des cohortes universitaires peu produire des discontinuités) et pouvoir travailler dans les

écoles avec les enfants, des militants créent l'association Dibaja en 2016 qui fait la promotion de la lecture chez les jeunes.¹⁹⁴

Des phénomènes dont la dimension politique n'est pas évidente à première vue, que nous pourrions décrire à l'aide du concept de *quiet encroachment of the ordinary* d'Asef Bayat (2013 [2010] : 33) témoignent aussi d'une volonté de *pluraliser en pratiques* l'espace public en aménageant un «espace social pour une culture alternative» (*subculture*) et de «tester les limites» des autorités (Scott, 1990 : 108 et 192). Par exemple, les centres villes de certaines grandes agglomérations marocaines ont vu l'apparition de musiciens de rue : sur l'avenue Mohammed V à Rabat ou sur la Place des Nations-Unies à Casablanca. Lorsque le *wali* de Casablanca annonce son intention de faire respecter la loi marocaine sur l'accès à l'espace public et empêcher les prestations, une manifestation de solidarité est organisée sur place des Nations-Unies en appui aux musiciens, et la décision des autorités ne sera pas appliquée.¹⁹⁵

B- «La culture est la solution»

Des initiatives dans le domaine culturel sont aussi prises par des anciens du 20 Février qui considèrent que «la culture est la solution» et qu'un «changement des mentalités» est nécessaire pour qu'un véritable changement politique advienne. Lors de la mobilisation, Nadir Bouhmouch un étudiant marocain de l'Université de San Diego revient au pays pour faire un film critique sur le Centre cinématographique marocain qui est responsable d'une enveloppe budgétaire subventionnaire et d'octroyer les autorisations de tournage sur le territoire marocain. Lorsque les

¹⁹⁴ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 26 octobre 2016.

¹⁹⁵ Christophe SIDIGUITEBE. «Casablanca : les musiciens de rue interdits sur la place des Nations unies», *Telquel*, mis en ligne le 16 mars 2017, (Consulté le 17 mars 2017).

manifestations du 20 Février commencent, le jeune cinéaste décide de suivre les activités du M20F et l'action des forces de sécurité.¹⁹⁶

Les images captées durant cette période deviendront le film *My Makhzen and Me*¹⁹⁷ produit par le collectif Guérilla Cinéma créé par Bouhmouch et des camarades du 20 Février. Le collectif produit six films qui veulent rompre avec l'esprit consensuel qui «ne donne pas de possibilité d'action au cinéma alternatif qui sort parfois des sentiers battus», indique le co-fondateur Hamza Mahfoud.¹⁹⁸ Le collectif a aujourd'hui cessé ses activités, mais Bouhmouch est toujours actif dans le monde du documentaire. En marge de la COP22 organisée à Marrakech en 2016, il réalise le film *Imider 300 km south* sur la mobilisation qui perdure dans la petite localité rurale aux prises avec la Société métallurgique d'Imiter (filiale du groupe Managem détenue majoritairement par la Société nationale d'investissement qui est elle-même détenue majoritairement par le holding royal) accusée de dégrader l'environnement dans la région et de ne pas offrir suffisamment d'opportunités économiques pour les habitants. Le film vise à documenter la longue lutte du mouvement de la route 96 d'Imider (*Amussu : Xfubrid n 96 – Imider*), mais aussi à critiquer l'image que le régime marocain cherche à projeter sur la scène internationale en investissant le discours écologiste.¹⁹⁹

Des anciens du 20 Février dont plusieurs sont des participants de Guérilla Cinéma ont aussi créés le Festival Résistance et Alternatives (FRA) qui a eu lieu autour de l'anniversaire du M20F. Le festival a eu trois éditions (2012, 2013 et 2014), et a proposé des projections de films, des pièces de théâtre et des débats en public. Le festival se voulait un «carrefour d'idées où se mêlent artistes

¹⁹⁶ NODE MAROC. «Interview avec le réalisateur "My Makhzen and Me" Nadir Bouhmouch par Node Maroc», *Youtube*, mise en ligne le 3 mars 2012, (Consulté le 10 avril 2017).

¹⁹⁷ Le film documente les pratiques protestataires des jeunes du 20 Février, les pratiques répressives des services de sécurité, l'action des *baltagias* et la perception de citoyens marocains du mouvement. CIMO CASABLANCAPRESS. «My Makhzen & Me مخزني و أنا», *Youtube*, mis en ligne le 20 février 2012, (Consulté le 15 avril 2017).

¹⁹⁸ Nina KOZLOWSKI. «Cinéma. Pellicules de rebelles», *Telquel*, mis en ligne le 30 mars 2013, (Consulté le 10 avril 2017).

¹⁹⁹ AMUSSU IMIDER. «IMIDER has a speech #300kmSouth #Cop22», mise en ligne le 7 novembre 2016, (Consulté le 10 avril 2017).

et militants. C'est une occasion pour la jeunesse du pays d'exprimer sa volonté de changement et faire de l'art sans aucune contrainte».²⁰⁰

Dans le monde du théâtre, des anciens militants du 20 Février forment le Théâtre de l'Opprimé en 2012 qui reprend la méthodologie de travail créée par l'homme de théâtre brésilien Augusto Boal.²⁰¹ Le Théâtre est présent à Rabat et à Casablanca, et organise des ateliers destinés au grand public, des prestations dans l'espace public et des formations dans les écoles. La coordonnatrice du Théâtre de l'Opprimé de Rabat Marike Minnema propose que, «dans toutes les différentes techniques [du théâtre de l'Opprimé], le quatrième mur entre les comédiens et le public est non-existant». Abolir le quatrième mur et sortir le théâtre des théâtres en présentant les pièces dans l'espace publique s'inscrit dans le projet de «changements des mentalités» porté par les anciens du 20 Février. Ce travail permet de sortir de l'entre-soi militant pour travailler à l'enracinement des idées progressistes. Les ateliers du Théâtre visent à sortir «le policier qu'on a dans la tête» et à extirper le «makhzen» de la tête des gens.²⁰²

C- Dynamique intergénérationnelle dans les organisations politiques

Le maniement de la catégorie de «jeunes» pour désigner une classe d'acteurs peut poser problème dans la mesure où elle peut amener à attendre toute une série de «caractéristiques secondaires» (modernisme, sécularisme, utilisation des «nouvelles» technologies, marginalisation

²⁰⁰ L'édition de 2014 qui devait se tenir dans les locaux de la fabrique culturelle des Anciens Abattoirs de Casablanca dont la gestion est assumée par l'association CasaMémoire rencontre des difficultés. Les autorités locales refusent d'octroyer les autorisations. Finalement, les activités du festival se tiennent dans les locaux de partis politiques (USFP et PSU). Yassine MAJDI. «Le Festival Alternatives et Résistance interdit par les autorités», *Telquel*, mis en ligne le 19 février 2014, (Consulté le 10 avril 2017).

²⁰¹ Augusto Boal a créé une forme de théâtre protestataire qu'il a mis en œuvre à Rio de Janeiro au Brésil et à Paris en France lorsqu'il a été forcé à l'exil suite aux coups d'État. Il propose une vision du théâtre comme vecteur de domination, mais aussi comme lieu possible de libération. Par ailleurs, ses livres proposent des «exercices théâtraux» qui sont repris de par le monde.

²⁰² MAROSCOPE. «Interview-Marike Minnema», *Maroscope*, mis en ligne le 1^{er} avril 2016, (Consulté le 20 mars 2017).

économique, etc.) d'acteurs dont on aura identifié comme «caractéristique principale» (Hughes, 1945) le fait qu'il soit jeune (Bennani-Chraïbi et Farag, 2007). Comme le souligne Bourdieu (1992) dans son texte classique sur la question, «la jeunesse n'est qu'un mot» (une construction sociale qui ne peut être réduite à l'âge biologique) et elle est traversée par les mêmes clivages économiques, sociaux ou culturels que l'ensemble de la société. Cette hétérogénéité de la «jeunesse» appelle à faire un usage précis et à insister sur la dimension relationnelle de cette catégorie. Nous montrerons ici comment la succession des cohortes ou des générations de militants sont vécus par des anciens du 20 Février et ont des effets sur les organisations politiques (Whittier, 1997).

Plusieurs militants évoquent les façons de faire dépassées des organisations politiques traditionnelles (référentiels idéologiques compassés, modes d'action banalisés, structures organisationnelles non-démocratiques, etc.) et «revendiquent des façons de faire jeune» (*reclaiming youthfulness*) (Bayat, 2013 [2010] : 106) au sein de ces organisations. Cette volonté de faire entendre une «touche de jeunesse» c'était déjà exprimé lors de la mobilisation du M20F. Malgré la persistance des routines contestataires, certaines innovations à la marge ont été faites (modification de slogans, remise de fleurs aux policiers avant la manifestation du 20 mars, port des nez de clowns et organisation de *flashmobs*).

Le Mouvement Anfass démocratique est créé en 2013. Ce mouvement est composé d'acteurs déçus des forces politiques de gauche que ce soit l'USFP ou les partis qui composent la FGD, ou qui proviennent du tissu associatif sans avoir d'antécédents militants. Abdelouahad vit à Paris lorsque la mobilisation du 20 Février émerge. Il vient d'une famille marquée par l'activité politique de son père militant sein de l'USFP et de la Confédération démocratique des travailleurs (CDT), et prisonnier politique. Abdelouahad rejoint lui-aussi l'USFP au début de sa vie adulte, mais lorsqu'il se rend en France pour les études, le début de sa vie professionnelle et d'une nouvelle vie de famille, il quitte le parti. Durant la mobilisation, il participe à la plateforme journalistique en ligne

Mamfakinch créée par des cyber-activistes marocains dont plusieurs vivent en Europe durant la mobilisation. Cette plateforme permet «de faire remonter de l’information» sur le mouvement, et, elle propose des enquêtes – notamment sur le contrôle de l’économie marocaine par le trust royal – qui s’inscrivent hors des normes du discours médiatique. Il fait aussi le voyage à quelques reprises pour participer à des manifestations durant le weekend. Après le M20F, il revient au pays «avec toute la petite famille» et participe aux activités du Mouvement Anfass démocratique à Casablanca.²⁰³

Les militants du mouvement évoquent les difficultés des partis politiques à «intégrer les forces vives de la gauche», alors que de très nombreux sympathisants (les campagnes électorales de la FGD dans les grandes villes comptent de nombreux bénévoles qui ne sont pas encartés) ne participent pas aux activités du parti. Ils évoquent aussi un problème quant au renouvellement du leadership, plusieurs des cadres des partis et des syndicats sont vieillissants. Un militant du Mouvement Anfass démocratique évoque la nécessité de moderniser le discours de la gauche qui fait face à la nécessité de se reconstruire «sur les ruines du mouvement national» et qui doit revoir sa façon de s’adresser à une génération «qui n’a pas connu Omar Benjelloun.» Une éventuelle participation aux élections pour le mouvement passera par l’inclusion sur les listes de la FGD. Des négociations ont eu lieu autour des législatives de 2016, mais n’ont pas abouti à temps.²⁰⁴

Nizar est parmi les précurseurs de l’UECSE dans l’après-mobilisation et décide à la suite du 20 Février d’intégrer le PSU comme plusieurs de ses camarades. Il participe à des formations avec les autres jeunes du parti à Rabat et à une colonie de vacances organisée par le parti. Cependant, au bout d’une année, il décide d’arrêter de militer au PSU pour se concentrer sur son activité à l’UECSE, et il sort du parti de gauche avec une vision assez négative de la politique partisane qu’il

²⁰³ Entretien avec un militant du Mouvement Anfass démocratique, Casablanca, 26 octobre 2016.

²⁰⁴ Entretien avec un militant du Mouvement Anfass démocratique, Casablanca, 26 octobre 2016.

considère «élitiste» et peu inventive. Il en veut pour preuve une déclaration de la secrétaire-générale du PSU Nabila Mounib qui déclare qu'il ne devrait pas y avoir d'analphabètes au parlement. Lors des élections législatives de 2016, il ne vote pas.²⁰⁵

Pour sa part, Hamid quitte le PADS en juin 2013 parce qu'il considère que «les idéaux du 20 Février» n'ont pas suffisamment marqué le parti : «c'est les mêmes pratiques, les mêmes qui ont le contrôle du parti, les gens ne suivent plus...»²⁰⁶ Un ancien militant du PSU abonde dans le même sens en évoquant sa déception quand le parti revient à ses pratiques d'avant le 20 Février : «le PSU travaillait en dehors de la logique du Mouvement du 20 février, comme si le mouvement n'avait jamais existé... J'étais au PSU lorsqu'il œuvrait avec le mouvement, raconte-t-il. Mais quand le mouvement a faibli, il est redevenu un parti comme les autres...»²⁰⁷

Dans l'après-mobilisation, Hamid se distancie aussi de l'AMDH puisqu'il considère que l'«espace de pluralisme dans lequel on a grandi a rétréci, c'est devenu homogène, ce n'est que les idéaux de *Annahj* [La voie démocratique]». ²⁰⁸ Toutefois, bien qu'il se soit distancié de l'organisation, il garde sa carte de membre et y conserve de nombreuses amitiés compte tenu d'un «sentiment d'appartenance» qui persiste et de l'importance de l'association dans sa vie. Nous avons évoqué dans le premier chapitre le fait qu'Hamid avait trouvé à l'AMDH d'autres enfants de militants partageant une même expérience et une même marginalité.²⁰⁹

²⁰⁵ Entretien avec un militant de l'Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), Rabat, 19 octobre 2016.

²⁰⁶ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains», Rabat, 21 novembre 2016.

²⁰⁷ Ilhem RACHIDI. «Où va la gauche marocaine?», *Middle East Eye*, mis en ligne le 11 septembre 2015, (Consulté, le 15 avril 2017).

²⁰⁸ L'AMDH est codirigée depuis le milieu des années 1980 par des militants de La voie démocratique et du PADS. (Rollinde, 2002 : 207) À l'intérieur de l'association, des conflits existent antérieurement au M20F sur les tentatives qu'attribuent les militants du PADS aux militants de La voie démocratique de prendre le contrôle de l'association. Le 9e congrès national de l'association en mai 2010 est le moment où les rapports de force au sein de l'association permettent à La voie démocratique de prendre le contrôle du bureau central de l'association.

²⁰⁹ Voir *supra*, chap.1, p.29-30. Entretien avec un militant de l'Association marocain des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

Zineb participe dès son plus jeune âge aux activités de l'AMDH et de La voie démocratique avec sa mère qui y est aussi militante. Après le M20F, elle participe aux activités de l'UECSE à Tanger, mais quand la section locale devient inactive, elle cesse de participer à des organisations politiques. Elle «trouve difficile de travailler avec toujours les mêmes méthodes, les mêmes discours.» En s'accusant «d'être devenue fainéante» et d'emprunter à cette occasion un mode de raisonnement «très bourgeois», elle propose qu'«avec un autre entourage qui me motiverait, qui me pousserait à y aller, peut être que je serais encore engagé.» Un tel entourage pourrait constituer des «barrières à la défection» et favoriser le maintien d'un engagement. (Lacroix, 2013) Elle continue de partager l'idéal communiste, mais y adhère «de manière plus personnalisée».²¹⁰

Toutefois, ces critiques ne s'inscrivent pas seulement dans une volonté de voir sa *jeunesse* représentée dans l'organisation, mais aussi dans une volonté d'accélérer la transmission intergénérationnelle des postes de direction en valorisant de «nouveaux» savoir-faire et de «nouveaux» profils, et en ouvrant de nouvelles positions aux jeunes (Hivert, 2015; Bourdieu, 1992). Par exemple, suite à la mobilisation du 20 Février, des jeunes militants du PADS demandent d'obtenir d'avantage de places dans les instances du parti et les listes électorales.²¹¹

Les partis politiques dont les coûts d'entrée et les facteurs de mobilité ascendante à l'interne sont particulièrement institutionnalisés représentent des lieux peu propices aux reconversions de militants sans expérience dans la politique partisane avant le M20F (Tissot, 2005). Le tempo du renouvellement générationnel des partis politiques ne convient pas toujours aux aspirations des jeunes politisés par l'évènement. De plus, au Maroc, les soulèvements arabes de 2011 et le M20F

²¹⁰ Entretien avec une étudiante universitaire, Tanger, 9 novembre 2016.

²¹¹ Entretien avec un militant de l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et membre de l'Institut Prometheus des droits humains, Rabat, 21 novembre 2016.

n'induisent pas une reconfiguration radicale du jeu politique qui permettrait une plus grande valorisation d'«un capital social révolutionnaire» (Baczko et al., 2016).

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons souhaité montrer la manière dont l'expérience de la dynamique protestataire du 20 Février a marqué les carrières militantes des participants. Notre présentation a montré la diversité des espaces de reconversion investis par les anciens du 20 Février, mais aussi des éléments qui reviennent d'un parcours à l'autre malgré les différences apparentes. Par exemple, la volonté d'enraciner le mouvement démocratique dans la population correspond à une nouvelle temporalité pour la lutte. Si pendant la première année du M20F les événements sont vécus avec une grande intensité et les militants se projettent assez peu dans l'avenir, plusieurs évoquent aujourd'hui la nécessité d'inscrire la lutte dans une temporalité plus longue : il faut «travailler avec les enfants»²¹² ou «il y a 50 ans de travail devant nous».²¹³ Cependant, la compréhension des trajectoires de reconversion nécessite de prendre en compte des motifs extrapolitiques. Dans l'après-mobilisation, les militants ne reconvertissent pas que des dispositions militantes, mais aussi des ressources éducationnelles ou des savoir-faire artistiques. Ces ressources et ces savoir-faire orientent les reconversions vers des espaces où ils sont valorisés. De plus, les étapes antérieures des carrières militantes distinguent les acteurs. Pour des militants aguerris avant le M20F, la reprise de rôle dans les partis politiques ou des associations nécessite des ajustements moins importants lors de la reconversion que pour des acteurs politisés par l'évènement déçus des positions qu'ils sont appelés à occuper au sein d'organisations relativement stables.

²¹² Entretien avec une militante du Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste (PADS) et membre de l'Institut Prometheus de défense des droits humains, Rabat, 28 octobre 2016.

²¹³ Entretien avec un militant d'une association culturelle, Casablanca, 26 octobre 2016.

CONCLUSION

1- «L'utopie, quand elle devient un souvenir, ne peut plus être un horizon»²¹⁴

Dans ce texte, nous avons tâché de nous faire ni «l'embaumeur» du M20F qu'il s'agirait de monumentaliser comme un épisode glorieux du passé étranger à tout présent ni son «fossoyeur» en reconduisant l'idée de la «mort» du mouvement. (Cusset, 2008) Nous avons voulu montrer ce que les pratiques actuelles des militants doivent à cette expérience sans en faire la clef d'intelligibilité des parcours ou succomber à l'«illusion biographique» (Bourdieu, 1986). De plus, notre description des «réseaux dormants» du 20 Février et des espaces de reconversion des militants permet de montrer ce que l'espace protestataire doit aux événements du «printemps arabe» et de son incarnation marocaine, et en retour, comment les mobilisations antérieures travaillent la trajectoire du M20F. Un travail sur la socialisation politique par les événements politiques et sur les reconversions militantes permet d'éclairer *ce qui circule* entre les entreprises collectives et les événements protestataires (des compétences politiques, des savoir-faire et des réseaux),

Une enquête sur les carrières militantes des participants du 20 Février s'est avérée une porte d'entrée stimulante dans le monde du militantisme politique au Maroc. Carrefour d'investissements militants pluriels et espace de socialisation politique pour des militants à différentes étapes d'une carrière militante, le M20F est un analyseur intéressant pour complexifier notre compréhension des processus de socialisation par les événements.

2- Retour sur les hypothèses

Le présent texte a montré l'importance de distinguer des «micro-unités» au sein de la population vingt-févrieriste afin d'affiner notre compréhension de la socialisation politique par les

²¹⁴ Driss KSIKES. *L'homme descend du silence*, Paris, Al Manar, 2015, p.92.

évènements. Les militants arrivent dans l'évènement avec des «répertoires de dispositions» (compétences, savoir-faire, réseaux, schèmes de perception et d'action) formés antérieurement qui supposent des positions différenciées au sein du mouvement (possibilité ou non de s'inscrire dans les réseaux de décision de informels), mais aussi des trajectoires de reconversion variées. Quant au rôle des dispositions militantes formées antérieurement dans la modulation des effets socialisateurs de l'évènement, nous avons distingué trois faisceaux de trajectoires: **(i)** les militants déjà aguerris au moment du M20F pour lesquels le mouvement est un moment de reconversion des dispositions militantes antérieurement formées et pour lesquels l'évènement ne représente pas une rupture radicale dans les parcours, **(ii)** les militants dont les dispositions formées lors de la socialisation primaire sont activées lors du M20F et pour lesquels l'évènement inaugure un engagement plus intense et profond, et **(iii)** les militants pour lesquels le M20F représente une première rencontre avec le militantisme pour lesquels la rupture avec le «soi d'avant» est radicale.

Sur la mise en veille de la dynamique protestataire du 20 Février et les processus de désengagement, nous avons insisté sur l'intrication des déterminants structurels (modification du contexte national et régional, et réactions du régime), organisationnels (clivages et conflits au sein du M20F) et personnels (difficultés de maintenir un engagement dans la durée), et sur l'importance d'inscrire ces phénomènes dans une séquence narrative puisque que les déterminants n'agissent pas synchroniquement. La thèse permet aussi de mettre en relief certains mécanismes de l'«adaptation» du régime marocain, alors que le marquage politique et la marginalité induite par l'action militante ne prive plus d'opportunités de reconversion ou d'alternatives au militantisme comme sous les «années de plomb». Dans d'autres espaces sociaux, les militants du 20 février reconvertissent leur expérience militante, et certaines trajectoires montrent que le militantisme peut représenter un vecteur d'ascension sociale, ce dont témoignent les passages dans le monde associatif et la coopération internationale.

Finalement, la sortie d'un mouvement ou d'une organisation nécessite la présence d'opportunités de reconversion ou d'alternatives au militantisme porteuses d'identification et d'un entre-soi. Les formes prises par ces reconversions sont très variées, mais nous avons identifié certaines tendances présentes dans plusieurs trajectoires malgré les différences apparentes. Premièrement, une volonté de se détourner du «Makhzen» pour se tourner vers la population qui s'incarne dans des pratiques comme les *teach-in* de l'UECSE où la confrontation avec le régime laisse place à une entreprise d'éducation populaire. Deuxièmement, dans une pluralité d'espaces sociaux et d'organisations politiques, les anciens du 20 Février déploient des efforts afin d'imposer de nouvelles façons de faire et de renforcer leurs positions. Pour des militants qui ont déjà été impliqués dans des partis politiques et des associations, la reprise de rôle dans ces organisations nécessite des ajustements moins importants lors de la reconversion que pour des acteurs politisés par l'évènement qui seront déçus des positions qu'ils sont appelés à occuper au sein d'organisations relativement stables.

Le projet du Mouvement Anfass démocratique de fédérer les forces vives du 20 Février (les jeunes politisés par l'évènement) pour éventuellement reconvertir ce capital politique dans la sphère partisane lors de négociations pour l'inclusion sur les listes électorales de la Fédération de la Gauche démocratique est exemplaire du «long» travail de conversion des produits du M20F. La reconnaissance de ce capital politique demeure limitée jusqu'alors dans le monde partisan. L'institutionnalisation des partis politiques et les rapports de force générationnels qui les traversent rendent difficile l'intégration des jeunes militants. De plus, la structure organisationnelle du M20F qui se veut un espace ouvert (sans procédure d'inscription formelle) et horizontal (sans leadership formel) induit un faible marquage de ses participants. Contrairement aux groupes de diplômés-chômeurs qui sont des espaces fermés («*closed shops*») (Emperador Badimon, 2014) afin de maintenir une cohérence entre investissements militants et rétributions sous forme d'emplois dans

la fonction publique²¹⁵, l'«ouverture» et la nature des revendications (un agenda antiautoritaire peu défini) du M20F ne permet pas l'institutionnalisation d'une telle cohérence.

Par ailleurs, au-delà de ces tendances, dans l'après-mobilisation, les anciens du 20 Février reconvertissent aussi des dispositions extrapolitiques qui les orientent vers des espaces où elles sont valorisées. Un capital scolaire important permet à certains d'avoir accès à des postes rémunérés dans le monde associatif où ils reconvertissent aussi un savoir-faire et des réseaux militants. De plus, les acteurs qui possèdent un savoir-faire artistique en amont du M20F le reconvertissent durant la mobilisation (nous pensons aux vidéos des appels à manifester, au documentaire *My Makhzen and Me* et à l'action des comités artistiques qui militent pour un renouvellement des modes d'action), mais aussi dans l'après-mobilisation (notamment Guérilla Cinéma, Festival résistance et alternatives et Théâtre de l'Opprimé).

3- Portées et limites de la thèse

Sur le plan empirique, notre travail de recherche peut contribuer à la «mosaïque scientifique» (Becker, 1986) sur le M20F puisque les effets de la mobilisation du 20 Février ont été peu traités par la littérature sur le M20F qui insiste plutôt sur la mobilisation elle-même, et qui lorsqu'elle évoque de possibles transformations induites par le mouvement, ne prend pas pour objet de répondre à la question de la «stabilité des effets dans le temps» (Chabanet et Giugni, 2010 : 146). Notre travail sur les «réseaux dormants» du 20 Février et sur les processus de reconversion permet de mettre en relief certains mécanismes par lesquels les conséquences de la mobilisation en viennent à s'inscrire dans la durée. Par ailleurs, la question du désengagement militant n'a été que très rarement (Hivert, 2013) étudiée dans le contexte marocain et l'expérience tangéroise du M20F

²¹⁵ Voir *supra*, chap.3, p.74.

n'a reçu qu'une attention très limitée (Hannoum, 2015; Planel, 2011) ce qui confère à notre étude de cas une certaine originalité.

Toutefois, le moment de l'enquête nous privait de la possibilité de mener des observations en situation de la dynamique protestataire du 20 Février. Les entretiens rétrospectifs, la littérature savante sur le M20F et des sources primaires et secondaires ont permis de brosser un portrait du mouvement, mais nous avons pu constater en travaillant sur des mobilisations ou des activités «en train de se faire» la richesse de ce positionnement «dans l'évènement». Par ailleurs, les contingences de l'enquête de terrain et le degré d'ouverture de certains milieux militants nous a forcé à miser sur des sources secondaires pour restituer la perspective de l'association Justice et Bienfaisance et de ses militants sur les évènements du M20F. Une enquête sur le rôle du M20F et de la mort du cheikh Abdessalam Yassine en 2012 sur la reconfiguration des structures organisationnelles de l'association reste à faire.

Au plan théorique, la question des conséquences du mouvement social, malgré une littérature devenue abondante, demeure un objet relativement peu étudié par la sociologie des mouvements sociaux en comparaison à d'autres dimensions de l'action collective (Giugni, 1998; Chabanet et Giugni, 2010). Par ailleurs, les littératures classiques sur les conséquences biographiques de l'engagement et la socialisation politique sont dominées par les méthodologies quantitatives. Un travail qualitatif peut permettre de mettre en lumière certains processus que les démarches quantitatives opacifient.

Notre travail sur les carrières militantes de participants du M20F met en relief certains mécanismes par lesquels le temps court de l'évènement marque le temps long du champ politique et de l'espace protestataire. La perte de l'*illusio* militant et la déception qui traverse les acteurs au moment de l'essoufflement d'une dynamique protestataire provoque un ré-échelonnage (*scaling down*) de la lutte. L'affrontement de face à face avec le régime est troqué pour un travail de

changement des mentalités orienté vers la population. Cette tendance observée dans plusieurs trajectoires nous en apprend aussi sur les logiques de «désamorçage» par l'inclusion qui permettent la résilience des régimes politiques autoritaires (Ferrié et Dupret, 2011). Le régime marocain fait un usage relativement limité de la répression en comparaison aux cas égyptiens, yéménites, libyens ou syriens, mais aussi à la violence déployée sous les «années plomb» à l'endroit des acteurs qui s'inscrivaient hors du «consensus imposé» (Vairel, 2008 : 214). Cette retenue de l'appareil sécuritaire témoigne de la consolidation d'un savoir-faire répressif et du passage vers une logique de «maintien de l'ordre» (Vairel, 2012 : 253). Ce savoir-faire permet au régime de se prémunir des effets surgénérateurs d'engagement que peut avoir la répression lorsque se met en branle un «cycle» où la répression crée des «martyrs» provoquant de nouvelles protestations elles-aussi réprimées et menant à un niveau toujours plus élevé de contestation (Leenders, 2012 : 424; Kurzman, 2003).

Le marquage politique induit par l'action militante ne prive pas les participants du M20F d'opportunités de reconversion ou d'alternatives au militantisme. L'action militante peut même offrir des «ressources de mobilité» (Retière, 1994) dans d'autres espaces (notamment le monde associatif et la coopération internationale), représenter un vecteur d'ascension sociale.

Notre travail sur les reconversions militantes de participants du M20F donne aussi à voir la dynamique des interactions entre un espace protestataire «relativement autonome» et les partis politiques. (Vairel, 2014 : 25) Les difficultés du transfert des dispositions militantes et du capital politique produits par l'évènement dans les espaces de «coopération concurrentielle» (Offerlé, 1987) partisans témoignent de l'autonomisation de l'espace protestataire. L'institutionnalisation des partis et les rapports de force générationnels qui les traversent ne favorisent pas la valorisation des capitaux militants engrangés dans l'espace protestataire. Les «coûts d'entrée» élevés dans ces organisations orientent les acteurs vers d'autres espaces où ils peuvent mettre en valeur un savoir-

faire militant, et les amènent à se créer pour eux-mêmes des opportunités de reconversion et des espaces de participation qu'ils peuvent contrôler.

4- Pour ne pas conclure...

La poursuite d'une réflexion sur les processus de socialisation politique à partir de méthodologies qualitatives pourrait certainement contribuer au champ d'investigation sur la formation des dispositions politiques ou militantes. Les modèles explicatifs forgés avec des matériaux quantitatifs nous semblent donner peu d'indications sur les mécanismes qui sous-tendent les corrélations observées, mais de tout de même suggérer des postes d'observation pertinents.

Le modèle de la persistance qui centre l'explication sur la socialisation primaire appelle à un travail synchronique auprès de plusieurs générations militantes sur la transmission intergénérationnelle au sein des familles de dispositions militantes (Quéniart et al., 2008; Masclet, 2015). Le modèle du cycle de vie ouvert invite à des analyses longitudinales prospectives sur le long cours ou à la reconstitution de biographies militantes afin d'éclairer les contingences biographiques et les conflits de rôles qui rendent difficile le maintien d'un engagement dans la durée (Whalen et Flacks, 1988). Finalement, le modèle des années impressionnables convie à se poster dans des espaces de première rencontre avec le militantisme. Sur le cas marocain, nous pourrions envisager un travail mêlant observations ethnographiques et entretiens biographiques (afin de contrôler le rôle de la socialisation primaire) sur les écologies militantes universitaires ou les jeunesses partisans.

Par ailleurs, un travail dans la durée auprès d'anciens du 20 Février pourrait gagner à être poursuivi. Les travaux de Julie Pagis (2014) sur les soixante-huitards français (l'enquête se déroule plus de quarante années après les événements) distinguent bien des périodes successives où

l'héritage de 68 est réinventé par les reconversions des militants, mais aussi par les reconfigurations politiques et sociales qui marquent ce demi-siècle.

Le M20F a marqué une génération de militants qui s'inscrivent dans la continuité des combats de leurs aînés, mais qui veulent aussi renouveler les façons de faire des organisations politiques traditionnelles et apposer à leurs tours leurs marques sur l'espace protestataire et le champ politique marocains. L'héritage du 20 Février ne saurait être fixé pour de bon alors qu'il continue à être un enjeu de lutte et qu'il continuera à se réinventer au rythme des reconversions de ses participants et des investissements symboliques pluriels dont il sera l'objet.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques, chapitres d'ouvrage et ouvrages

ABIYAGI, Marie-Noëlle et **CATUSSE**, Myriam. (2014) «Liban : le mouvement pour "la chute du système confessionnel" et ses limites», dans Michel CAMAU et Frédéric VAIREL (dir.) *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p.250-273.

ABOUNAÏ, Aïcha. (2012) «Les femmes marocaines et le "printemps arabe"», *Tumultes*, vol.1, no.38-39, p.115-132.

AGRIKOLIANSKY, Éric. (2017) «Les "carrières militantes". Portées et limites d'un concept narratif», dans Olivier FILLIEULE, Florence HAEGEL, Camille HAMIDI et Vicent TIBERJ (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, p.167-192.

AÏT HAMADOUCHE, Louisa Dris et **DRIS**, Chérif. (2012) «De la résilience des régimes autoritaires : la complexité algérienne», *L'Année du Maghreb*, Tome VIII, p.279-301.

AÏT MOUS, Fadma. (2013) «The Moroccan nationalist movement: from local to national networks», *The Journal of North African Studies*, vol.18, no.5, p.737-752.

ALLAL, Amin. (2010) «Les configurations développementistes internationales au Maroc et en Tunisie : des *policy transfers* à portée limitée», *Critique internationale*, vol.3, no.48, p.97-116.

- (2011) « "Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier!" », *Politique africaine*, no.121, p.53-66.

ALBRECHT, Holger et **SCHLUMBERGER**, Oliver. (2004) «"Waiting for Godot": Regime Change Without Democratization in the Middle East», *International Political Science Review*, vol.25, no.4, p.371-392.

ALWIN, Duane F. et **KROSNICK**, Jon A.. (1991) «Aging, Cohorts, and the Stability of Sociopolitical Orientations Over the Life Span», *American Journal of Sociology*, vol.97, no.1, p.169-195.

AVANZA, Martina et **LAFERTÉ**, Gilles. (2005) «Dépasser la "construction des identités"? Identification, image sociale, appartenance», *Genèses*, vol.4, no.61, p.134-152.

BAAMARA, Layla. (2014) «Alger ou la contestation en rangs dispersés : des mobilisations qui «ne prennent pas», dans Michel CAMAU et Frédéric VAIREL (dir.) *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p.189-205.

BACZKO, Adam, **DORRONSORO**, Gilles et **QUESNAY**, Arthur. (2013) «Mobilisations par délibération et crise polarisante. Les protestations pacifiques en Syrie (2011)», no.5, vol.63, p.815-839.

- (2016) «Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.1, no.211-212, p.24-35.

BADIE, Bertrand et **HERMET**, Guy. (2001) *La politique comparée*, Paris, Armand Collin, 316 pages.

BADUEL, Pierre Robert. (2013) «Le temps insurrectionnel comme "moment politique". Tunisie 2011», *Revue internationale de politique comparée*, no.2, vol.20, p.33-61.

BARGEL, Lucie. (2009) *Jeunes socialistes / Jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 765 pages.

BAYAT, Asef. (2010) *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford (CA), Stanford University Press, 374 pages.

- BAYLOCQ**, Cédric et **GRANCI**, Jacopo. (2012) «"20 février". Discours et portraits d'un mouvement de révolte au Maroc», *L'Année du Maghreb*, Tome VIII, p.239-258.
- BECKER**, Howard S.. (1960) «Notes on the Concept of Commitment», *American Journal of Sociology*, vol.66, no.1, p.32-40.
- (1985 [1963]) *Outsiders: Études de sociologie de la déviance*, traduit de l'anglais par J.P. Briand et J.M. Chapoulie, Paris, Métailié, 248 pages.
 - (1986) «Biographie et mosaïque scientifique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.62, no.1, p.105-110.
 - (2002 [1998]) *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, traduit de l'anglais par Jacques Mailhos et Henri Peretz, Paris, La Découverte et Syros, 353 pages.
- BECKER**, Howard S., **GEER**, Blanche, **HUGHES**, Everett C. et **STRAUSS**, Anselm L.. (1977 [1951]) *Boys in White: Student Culture in Medical School*, New Brunswick (NJ), Transaction Books, 456 pages.
- BEISSINGER**, Mark R.. (2007) «Structure and Example in Modular Political Phenomena: The Diffusion of Bulldozer/Rose/Orange/Tulip Revolutions», *Perspectives on Politics*, vol.5, no.2, p.259-276.
- BELGHAZI**, Taïeb et **MOUDDEN**, Abdelhay. (2015) «*Ihbat*: disillusionment and the Arab Spring in Morocco», *The Journal of North African Studies*, vol.21, no.1, p.37-49.
- BENCHEMSI**, Ahmed. (2014) «Morocco's Makhzen and the Haphazard Activists», dans Lina H. KHATIB et Ellen LUST (dir.), *Taking to the Streets: the Transformation of the Arab Activism*, Baltimore (MA), Johns Hopkins University Press, p.199-235.
- BENNAFLA**, Karine et **EMPERADOR BADIMON**, Montserrat. (2010) «Le "Maroc inutile" redécouvert par l'action publique : les cas de Sidi Ifni et Bouarfa», *Politique africaine*, vol.4, no.120, p.67-86.
- BENNAFLA**, Karine et **SENIGUER**, Haoues. (2011) «Le Maroc à l'épreuve du printemps arabe : une contestation désamorcée?», *Outre-terre*, vol.3, no.29, p.143-158.
- BENNANI-CHRAÏBI**, Mounia. (1994) *Soumis et rebelles : les jeunes au Maroc*, Paris, CNRS éditions, 335 pages.
- (2007) «"Jeunesses" marocaines et politique. Le clivage générationnel revisité», dans Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Iman FARAG (dir.), *Jeunesses des sociétés arabes : Par-delà les menaces et les promesses*, Le Caire-Égypte, CEDEJ, Genève, Aux lieux d'être, p.137-163.
 - (2008) «"Hommes d'affaires" versus "profs de fac". La notabilisation parlementaire d'un parti de militants au Maroc», *Revue internationale de politique comparée*, no.2, vol.15, p.205-219.
- BENNANI-CHRAÏBI**, Mounia et **FARAG**, Iman. (2007) «Introduction», dans Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Iman FARAG (dir.), *Jeunesses des sociétés arabes : Par-delà les menaces et les promesses*, Le Caire-Égypte, CEDEJ, Genève, Aux lieux d'être.
- BENNANI-CHRAÏBI**, Mounia et **FILLIEULE**, Olivier. (2012) «Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes», *Revue française de science politique*, no.5, vol.62, p.767-796.
- BENNANI-CHRAÏBI**, Mounia et **JEGHLLALY**, Mohamed. (2012) «La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca», *Revue française de science politique*, vol.62, no.5-6, p. 867-894.
- BJØRGO**, Tore et **HORGAN**, John. (2009) *Leaving Terrorism Behind: Individual and Collective Disengagement*, New York (NY), Routledge, 308 pages.

- BLAVIER**, Pierre. (2016) «Sociogénèse de la révolution tunisienne: expansion scolaire, chômage et inégalités régionales», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.1-2, no.211-212, p.55-71.
- BOGAERT**, Koenraad et **EMPERADOR BADIMON**, Montserrat. (2011) «Imagining the State through Social Protest: State Reformation and the Mobilizations of Unemployed Graduates in Morocco», *Mediterranean Politics*, vol.16, no.2, p.241-259.
- BONNEFOY**, Laurent. (2011) «Les révolutions sont-elles exportables? L' "effet domino" à la lumière du cas yéménite», *Mouvements*, vol.2, no.66, p.110-116.
- BONO**, Irene. (2010) «L'activisme associatif comme marché du travail. Normalisation sociale et politique par les "Activités génératrices de revenus" à El Hajeb», *Politique africaine*, vol.4, no.120, p.25-44.
- (2013) «Une lecture d'économie politique de la "participation des jeunes" au Maroc à l'heure du Printemps arabe», *Revue internationale de politique comparée*, vol.20, no.4, p.145-166.
- BOUDON**, Raymond et **FILLIEULE**, Renaud. (2002 [1969]) *Les méthodes en sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 125 pages.
- BOURDIEU**, Pierre. (1980A) «Le mort saisi le vif : les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.32, no.1, p.3-14.
- (1980 B) *Le sens pratique*, Paris, Minit, 475 pages.
 - (1986) «L'illusion biographique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.62, no.1, p.69-72.
 - (1992) «La "jeunesse" n'est qu'un mot», entretien avec Anne-Marie Métaillé, dans Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, Paris, Minit, p.143-154.
 - (1993) «Effets de lieu» dans Pierre BOURDIEU (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil.
 - (1997) *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 316 pages.
- BOURDIEU**, Pierre et **WACQUANT**, Loïc. (1992) *Réponses : pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 267 pages.
- BOURGAULT**, Sophie. (2015) «Repenser la "voix", repenser le silence : l'apport du care» dans Sophie BOURGAULT et Julie PERREAULT (dir.) *Le care : Éthique féministe actuelle*, Montréal, Éditions remue-ménage, p.163-186.
- BOZARSLAN**, Hamit. (2011) «Réflexions sur les configurations révolutionnaires tunisienne et égyptienne», *Mouvements*, vol.2, no.66, p.11-21.
- BRUBAKER**, Rogers. (2001) «Au-delà de l'identité», *Actes de la recherche en sciences sociales*, p.66-85.vol.4, no.139, p.66-85.
- BUNCE**, Valerie. (2000) «Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie», *Revue française de science politique*, vol.50, no.4, p.633-656.
- BUNCE**, Valerie et **WOLCHIK**, Sharon L.. (2007) «Transnational networks, diffusion dynamics, and electoral revolutions in the postcommunist world», *Physica A: Statistical Mechanics and its Application*, vol.378, no.1, p.92-99.
- BURGAT**, François. (1988) *L'islamisme au Maghreb : la voix du Sud (Tunisie, Algérie, Libye, Maroc)*, Paris, Karthala, 304 pages.
- (2007 [1995]) *L'islamisme en face*, Paris, La Découverte, 311 pages.
- CAMAU**, Michel. (1999) «La transitologie à l'épreuve du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Tome XXXVIII, p.3-9.
- (2002) «Sociétés civiles "réelles" et téléologie de la démocratisation», *Revue internationale de politique comparée*, no.2, vol.9, p.213-232.

- (2006) «Globalisation démocratique et exception autoritaire arabe», *Critique internationale*, vol.1, no.30, p.59-81.
- CAMPBELL**, Angus, **CONVERSE**, Philip E., **MILLER**, Warren E., **STOKES**, Donald E.. (1960) *The American Voter*, New York (NY), John Wiley, 576 pages.
- CAROTHERS**, Thomas. (2002) «The End of Transition Paradigm», *Journal of Democracy*, vol.13, no.1, p.5-21.
- CATUSSE**, Myriam et **VAIREL**, Frédéric. (2003) «"Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre". Métamorphose et continuité du régime marocain», *Magrheb-Machrek*, no.175, p.73-91.
- (2010) «Question sociale et développement : les territoires de l'action publique et de la contestation au Maroc», *Politique africaine*, vol.4, no.120, p.5-23.
- CHABANET**, Didier et **GIUGNI**, Marco. (2010) «Les conséquences des mouvements sociaux», dans Olivier FILLIEULE, Éric AGRIKOLIANSKY et Isabelle SOMMIER (dir.). *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, p.145-161.
- CHEYNIS**, Éric. (2005) «L'altermondialisme au prisme marocain», *Critique internationale*, vol.2, no.27, p.177-191.
- (2013) «Les reconversions dans l'associatif de militants politiques marocains: Ruptures, continuités et fidélité à soi», *Politix*, no.102, p.147-173.
- COLLOVALD**, Annie. (2002) «Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants», dans Annie COLLOVALD (dir.), *L'humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur les engagements de "solidarité internationale" en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p.177-229.
- CORCUFF**, Philippe. (1999) «Acteur pluriel contre habitus? À propos d'un nouveau champ de recherches et de la possibilité du débat en sciences sociales», *Politix*, no.48, vol.12, p.157-173.
- CURTIS**, Russell L. et **ZURCHER**, Louis A.. (1973) «Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field», *Social Forces*, vol.52, no.1, p.53-61.
- CUSSET**, François. (2008) *Contre-discours de Mai : ce qu'embaumeurs et fossoyeurs de 68 ne disent pas à ses héritiers*, Paris, Actes sud, 174 pages.
- DALMASSO**, Emanuela. (2012) «Surfing the Democratic Tsunami in Morocco: Apolitical Society and the Reconfiguration of a Sustainable Authoritarian Regime», *Mediterranean Politics*, vol.17, no.2, p.217-232.
- DARMON**, Muriel. (2003) *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 349 pages.
- (2016 [2006]) *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 133 pages.
- DELLA PORTA**, Donatella. (1995) *Social Movements, Political Violence, and The State : A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge (UK), New York (NY), Cambridge University Press, 270 pages.
- DESRUES**, Thierry. (2012) «Le Mouvement du 20 février et le régime marocain : contestation, révision constitutionnelle et élections», *L'Année du Maghreb*, Tome VIII, p.359-389.
- (2013) «Mobilizations in a hybrid regime: The 20th February Movement and the Moroccan regime», *Current Sociology*, vol.61, no.4, p.409-423.
- DESRUES**, Thierry et **KIRHLANI**, Said. (2013) «Activism under authoritarianism: young political militants in Meknes», *The Journal of North African Studies*, vol.18, no.5, p.753-767.
- DIANI**, Mario et **BISON**, Ivano. (2004) «Organizations, Coalitions, And Movements», *Theory And Society*, vol.33, no.3, p.281-309.
- DOBRY**, Michel. (2009 [1986]) *Sociologie des crises politiques*, 3^e édition revue et augmentée, Paris, Presses de Sciences Po., 383 pages.

EL AMRANI, Hafida. (2013) «Le statut du français écrit des nouveaux étudiants», vol.1, no.143, p.53-64.

EL AYADI, Mohammed. (1999) «Les mouvements de la jeunesse au Maroc. L'émergence d'une nouvelle intelligentsia politique durant les années soixante et soixante-dix», dans Didier LE SAOUT et Marguerite ROLLINDE (dir.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb*, Paris, Karthala, p. 201-230.

EL CHAZLI, Youssef et **HASSABO**, Chaymaa. (2013) «Socio-histoire d'un processus révolutionnaire. Analyse de la "configuration contestataire" égyptienne (2003-2011) », dans Amin ALLAL et Thomas PIERRET (dir.) *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Armand Colin, Paris, p. 185-212.

EL CHAZLI, Youssef et **RAYNER**, Hervé. (2014) «Une dynamique émergente : le processus révolutionnaire à Alexandrie, janvier-février 2011», dans Michel CAMAU et Frédéric VAIREL (dir.) *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p.92-120.

EL MEEHY, Asya. (2013) «"C'est l'économie idiot!". Les soulèvements au Bahreïn, en Égypte et en Tunisie», traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou, *Critique internationale*, vol.4, no.61, p.51-67.

EMPERADOR BADIMON, Montserrat. (2011) «Où sont les diplômés-chômeurs? Un exemple de pragmatisme protestataire à l'époque du '20 février'», *Confluences Méditerranée*, vol.3, no.78, p.77-91.

- (2014) « Les diplômés chômeurs et le Mouvement du 20 février au Maroc », dans Michel CAMAU et Frédéric VAIREL (dir.) *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p.230-249.

ETHUIN, Nathalie. (2003) «De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990)», *Politix*, vol.3, no.63, p.145-168.

FENDRICH, James M. (1974) «Activists Ten Years Later: A Test of Generational Unit Continuity», *Journal of Social Issues*, vol.30, no.3, p.95-118.

- (1977) «Keeping the Faith or Pursuing the Good Life: A Study of the Consequences of Participation in the Civil Rights Movement», *American Sociological Review*, vol.42, no.1, p.144-157.

FENDRICH, James M. et **LOVOY**, Kenneth L. (1988) «Back to the Future: Adult Political Behavior of Former Student Activists», *American Sociological Review*, vol.53, no.5, p.780-784.

FENDRICH, James M. et **TARLEAU**, A.T. (1973) «Marching to a Different Drummer : Occupational and Political Correlates of Former Student Activists», *Social Forces*, vol.52, p.245-253.

FENDRICH, James M. et **TURNER**, Robert W.. (1989) «The Transition from Student to Adult Politics», *Social Forces*, vol.67, no.4, p.1049-1057.

FERRIÉ, Jean-Noël. (1998) «La mise en place de l' "alternance"», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXXVII, p.231-244.

FERRIÉ, Jean-Noël et **DUPRET**, Baudouin. (2011) «La nouvelle architecture constitutionnelle et les trois désamorçages de la vie politique marocaine», *Confluences Méditerranée*, vol.3, no.78, p.25-34.

FILLIEULE, Olivier. (2001) «Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel», *Revue française de science politique*, vol.51, no.1, p.199-215.

- (2005) «Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions» dans Olivier FILLIEULE (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p.17-48.

- (2009) «De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ?», *Politique et Sociétés*, vol.28, no.1, p.15-36.
 - (2012) «Le désengagement d'organisations radicales», *Lien Social et Politiques*, no.68, p.37-59.
- FREEMAN**, Jo. (1972) «The Tyranny of Structurelessness», *Berkeley Journal of Sociology*, vol.17, p.151-164.
- FUCHS-EBAUGH**, Helen Rose. (1988) *Becoming An Ex: The Process of Role Exit*, Chicago (IL), University of Chicago Press, 247 pages.
- GAÏTI**, Brigitte. (2001) «Les inconstances politiques», *Politix*, vol.14, no.56, p.17-42.
- GAXIE**, Daniel. (1978) *Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 268 pages.
- GILLIGAN**, Carol. (1982) *In A Different Voice : Psychological Theory and Women's Development*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 184 pages.
- GIUGNI**, Marco G.. (1998) «Was it Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements», *Annual Review of Sociology*, vol.24, no.1, p.371-393.
- GLASER**, Barney G. et **STRAUSS**, Anselm L.. (1967) *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*, New York (NY), Aldine Pub. Co., 271 pages.
- GOFFMAN**, Erving. (1968 [1963]) *Asiles: études sur la condition sociale des malades mentaux*, traduit de l'anglais par Liliane Lainé et Claude Lainé, Paris, Minuit, 447 pages.
- (1974) *Frame Analysis : An Essay on the Organization of Experience*, New York (NY), Harper and Row, 586 pages.
- GOTTRAUX**, Philippe. (2005) «Autodissolution d'un collectif politique. Autour de Socialisme et Barbarie», dans Olivier FILLIEULE (dir.) *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p.75-94.
- GRANOVETTER**, Mark. (1973) «The Strength of Weak Ties», *American Journal of Sociology*, vol.78, no.6, p.1360-1380.
- HAJJI**, Nadia. (2015) *Mobilisation et désamorçage du Mouvement du 20 février au Maroc : la théorie des cadres à l'épreuve d'un contexte autoritaire*, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 169 pages.
- HALVERSON**, Jeffrey R., **RUSTON**, Scott W., **TRETHEWEY**, Angela. (2013) «Mediated Martyrs of the Arab Spring: New Media, Civil Religion, and Narrative in Tunisia and Egypt», *Journal of Communication*, vol.63, no.2, p.312-332.
- HANNOUM**, Abdelmajid. (2013) «Tangier in the Time of Arab Revolutions : An Ethnopolitical Diary», *The Journal of North African Studies*, vol.18, no.2, p.272-290.
- HEYDEMANN**, Steven et **LEENDERS**, Reinoud. (2011) «Authoritarian learning and authoritarian resilience: regime responses to the "Arab awakening"», *Globalizations*, vol.8, no.5, p.647-653.
- HIBOU**, Béatrice. (2011) «Le Mouvement du 20 février, le *Makhzen* et l'anti-politique. L'impensé de réformes au Maroc», *Dossiers du CERJ*, p.1-12.
- HIRSCHMAN**, Albert O.. (1983) *Bonheur privé, action publique*, traduit de l'anglais par Martine Leyris et Jean-Baptiste Grasset, Paris, Fayard, 256 pages.
- HIVERT**, Joseph. (2013) «Se désengager du mouvement du "20 février" : Le cas des étudiants du supérieur de la coordination de Rabat», *European Journal of Turkish Studies*, vol.17, p.1-24.
- (2015) «Les rapports entre générations dans le mouvement du 20 février», dans Baudouin DUPRET, Zakaria RHANI, Assia BOUTLABEB et Jean-Noël FERRIÉ (dir.) *Le Maroc au présent : d'une époque à l'autre, une société en mutation*, Casablanca, Centre Jacques-Berque, Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines, p.671-680.

- HMED**, Choukri. (2012) «Réseaux dormants, contingence et structures : genèses de la révolution tunisienne», *Revue française de science politique*, vol.62, no.5, p.797-820.
- HOBSBAWM**, Eric. (1995 [1983]) «Inventer des traditions», *Enquête*, vol.2, p.1-12.
- HOFFMANN**, Anja et **KÖNIG**, Christoph. (2013) «Scratching the Democratic Façade: Framing Strategies of the 20 February Movement», *Mediterranean Politics*, vol.18, no.1, p.1-22.
- HUGHES**, Everett C.. (1945) «Dilemmas and Contradictions of Status», *American Journal of Sociology*, vol.50, no.5, p.353-359.
- (1958) *Men and their Work*, Glencoe (IL), Free Press, 184 pages.
- HUNTINGTON**, Samuel P.. (1997) *The Clash of Civilisations and The Remaking of World Order*, New York (NY), Touchstone, 367 pages.
- HYMAN**, Herbert H.. (1959) *Political Socialization. A Study in the Psychology of Political Behaviour*, Glencoe (IL), Free Press, 140 pages.
- IHL**, Olivier. (2002) «Socialisation et événements politiques», *Revue française de science politique*, vol.52, no.2, p.125-144.
- ION**, Jacques. (1997) *La fin des militants?*, Paris, L'Atelier, Éditions ouvrières, 124 pages.
- JENNINGS**, M. Kent et **NIEMI**, Richard G.. (1981) *Generation and Politics : A Panel Study of Young Adults and Their Parents*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 427 pages.
- JOFFÉ**, Georges H.. (1985) «The Moroccan Nationalist Movement: Istiqlal, The Sultan, and The Country», *Journal of African History*, vol.26, p.289-307.
- (2011) «The Arab Spring in North Africa: Origins and Prospects», *The Journal of North African Studies*, vol.16, no.4, p.507-532.
- KATZNELSON**, Ira. (2009) «Structure and Configuration in Comparative Politics », dans Mark I. LICHBACH et Alan S. ZUCKERMAN (dir.), *Comparative Politics. Rationality, Culture and Structure*, 2e édition, Cambridge (UK), Cambridge University Press, p. 81-112.
- KHIARI**, Sadri. (2003) «Les balbutiements du mouvement altermondialiste au Maghreb», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol.41, p.113-125.
- KHONDKER**, Habibul Haque. (2011) «Role of the New Media in the Arab Spring», *Globalizations*, vol.8, no.5, p.675-679.
- KLANDERMANS**, Bert. (2005) «Une psychologie sociale de l'exit», dans Olivier FILLIEULE (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p.95-110.
- KURZMAN**, Charles. (1996) «Structural Opportunity and Perceived Opportunity in Social-Movement Theory: The Iranian Revolution of 1979», *American Sociological Review*, vol.61, no.1, p.153-170.
- (2003) «Une déploration pour Mustafa. Les bases quotidiennes de l'activisme politique», dans Mounia BENNANI-CHRAÏBI et Olivier FILLIEULE (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, p.177-196.
 - (2012) «The Arab Spring Uncoiled», *Mobilization*, vol.17, no.4, p.377-390.
- LACROIX**, Isabelle. (2013) « "C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre!" Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France », *Politix*, vol.2, no.102, p.35-61.
- LAGROYE**, Jacques. (1994) «Être du métier», *Politix*, vol.4, no.28, p.5-15.
- LAHIRE**, Bernard. (1998) *L'homme pluriel : les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 271 pages.
- (1999) «De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique», dans Bernard LAHIRE (dir.) *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu : dettes et critiques*, Paris, La Découverte et Syros, p.121-152.
 - (2002) «Être disposé» dans Bernard LAHIRE (dir.), *Portraits sociologiques : dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, p.7-24.

- LECLERCQ**, Catherine. (2005) «"Raisons de sortir". Les militants du Parti communiste français» dans Olivier FILLIEULE (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p.131-154.
- LECLERCQ**, Catherine et **PAGIS**, Julie. (2011) «Les incidences biographiques de l'engagement : Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction», *Sociétés contemporaines*, vol.4, no.84, p.5-23.
- LEENDERS**, Reinoud. (2012) «Collective Action and Mobilization in Dar'a: an Anatomy of the Onset of Syria's Popular Uprising», *Mobilization*, no.17, vol.4, p.419-434.
- LEVEAU**, Rémy. (1976) *Le fellah marocain, défenseur du trône*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 279 pages.
- LEWIS**, Bernard. (1990) *Race and Slavery in The Middle East: An Historical Inquiry*, New York (NY), Oxford University Press, 184 pages.
- LINZ**, Juan J.. (2006 [2000]) *Régimes totalitaires et autoritaires*, traduit de l'anglais par Mohammad-Saïd Darviche, William Genieys et Guy Hermet, Paris, Armand Colin, 406 pages.
- MAIDENBURG**, Michael et **MEYER**, Phillip (1970) «Berkeley Rebels Five Years Later», *Public Opinion Quarterly*, vol.34, no.3.
- MANHEIM**, Karl. (1990 [1928]) *Le Problème des générations*, traduit de l'allemand par Gérard Mauger et Nia Perivolaropoulou, Paris, Nathan, 168 pages.
- MARWELL**, Gerald, **AIKEN**, Michael T. et **DEMERTH**, N.J.. (1987) «The Persistence of Political Attitudes Among 1960s Civil Rights Activists», *Public Opinion Quarterly*, vol.51, no.3, p.359-375.
- MASCLET**, Camille. (2015) «Le féminisme en héritage? Enfants de militantes de la deuxième vague», *Politix*, vol.1, no.109, p.45-68.
- MAUGER**, Gérard. (1994) «Gauchisme, contre-culture et néolibéralisme : pour une histoire de la "génération de Mai 68"», dans Jacques CHEVALIER (dir.) *L'identité politique*, Paris, Presses universitaires de France, p.206-226.
- MCADAM**, Doug A.. (1988) *Freedom Summer*, New York (NY), Oxford (UK), Oxford University Press, 333 pages.
- (1989) «The Biographical Consequences of Activism», *American Sociological Review*, vol.54, no.5, p.744-760.
 - (1992) «Gender as a Mediator of the Activists Experience: The Case of Freedom Summer», *American Journal of Sociology*, vol.97, no.5, p.1211-1244.
 - (1999) «The Biographical Impact of Activism» dans Marco GIUGNI, Doug MCADAM et Charles TILLY (dir.) *How Social Movements Matter*, Minneapolis (MN), University of Minnesota Press, p.119-146.
- MCADAM**, Doug A. et **PAULSEN**, Ronelle. (1993) «Specifying the Relationship Between Social Ties and Activism», *American Journal of Sociology*, vol.99, no.3, p.640-667.
- MCADAM**, Doug A. et **RUCHT**, Dieter. (1993) «The Cross-National Diffusion of Movement Ideas», *The Annals of The American Academy of Political and Social Science*, vol.528, no.1, p.56-74.
- MCCARTHY**, John D.. (1996) «Mobilizing Structures: Constraints and Opportunities in Adopting, Adapting and Inventing», dans Doug A. MCADAM, John D. MCCARTHY et Mayer N. ZALD (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York (NY), Cambridge University Press, p.141-151.
- MIZRUCHI**, Ephraïm H.. (1983) *Regulating Society: Marginality and Social Control in Historical Perspective*, New York (NY), Free Press, 207 pages.
- MONJIB**, Maâti. (1992) *La monarchie marocaine et la lutte pour le pouvoir : Hassan II face à l'opposition nationale, de l'indépendance à l'état d'exception*, Paris, L'Harmattan, 378 pages.

- (2017) «Maroc. Le hirak ou la révolte dans le Rif. Sur les traces d'Abd-el-krim», *Orient XXI*, (En ligne), <http://orientxxi.info/magazine/maroc-le-hirak-ou-la-revolte-dans-le-rif,1898>.

MOORE, Barrington. (1966) *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in The Making of The Modern World*, Boston (Mass.), Beacon Press, 559 pages.

MOTAOUAKAL, Abdelouahad. (2014) *Al-Adl wal-Ihsan: An Explanation of its Rise and its Strategy for Social and Political Reform in Morocco*, thèse de doctorat en Études arabes et islamiques, University of Exeter, 331 pages.

MOUAQIT, Mohamed. (1995) «Le mouvement des droits de l'homme au Maroc : du Makhzen à l'État de droit», *Annuaire de l'Afrique du nord*, vol.34, p.271-287.

MUXEL, Anne. (2001) *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 190 pages.

NAIMI, Mohamed. (2015) «La participation entre sphère instituée et espace non institué dans le sillage des "Printemps arabes" : Cas des mobilisations au Maroc», dans Groupe d'intérêt scientifique Démocratie et Participation, *Actes des 4èmes journées doctorales sur la participation et la démocratie participative*, Lille, 13 et 14 novembre 2015, <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/2032/>.

NEVEU, Erik. (1999) «Médias, mouvements sociaux, espaces publics», *Réseaux*, vol.17, no.98, p.17-85.

OFFERLÉ, Michel. (1987) *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 125 pages.

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre. (1995) «La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie», *Enquêtes*, vol.1, p.71-109.

OLSON, Mancur. (1965) *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 186 pages.

- (1990) «The Logic of Collective Action in Soviet-Type Societies», *Journal of Soviet Nationalities*, vol.1, no.2, p.8-27.

ORLOFF, Ann Shola. (1993) «Gender and The Social Rights of Citizenship: The Comparative Analysis of Gender Relations and Welfare States», *American Sociological Review*, vol.58, no.3, p.303-328.

PAGIS, Julie. (2014) *Mai 68, un pavé dans leur histoire : évènement et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 344 pages.

PALAZZOLI, Jacques. (1972) «La mort lente du mouvement national au Maroc», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, vol.11, p.233-251.

PASSERON, Jean-Claude et **REVEL**, Jacques. (2005) «Penser par cas. Raisonner à partir de singularités», dans Jean-Claude PASSERON et Jacques REVEL (dir.) *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, p.9-44.

PERCHERON, Annick. (1974) *L'univers politique des enfants*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 253 pages.

PLANEL, Sabine. (2011) «Mobilisations et immobilisme dans l'arrière-pays de Tanger-Med», *Revue Tiers Monde*, hors-série, p.189-206.

QUÉNIART, Anne, **CHARPENTIER**, Michèle et **CHANEZ**, Amélie. (2008) «La transmission des valeurs d'engagement des aînées à leur descendance : une étude de cas de deux lignées familiales», *Recherches féministes*, vol.21, no.2, p.143-168.

RACHIK, Abderrahmane. (2014) *Les mouvements de protestation au Maroc, de l'émeute à la manifestation*, Rabat, Forum marocain des alternatives sociales, 133 pages.

- RADI**, Souad. (2011) «Deux manifestations à Rabat : entre consensus stratégique et consensus spontané», Publications des chercheurs, Centre Jacques Berque, (En ligne), <http://www.cjb.ma/equipe/visiteurs/item/1410-s-radi-deux-manifestions-a-rabat-entre-consensus-strategique-et-consensus-spontane.html>.
- RETIÈRE**, Jean-Noël. (1994) «Être sapeur-pompier volontaire : du dévouement à la compétence», *Genèses*, vol.16, no.1, p.94-113.
- ROUX**, Patricia, **PERRIN**, Céline, **PANNATIER**, Gaël et **COSSY**, Valérie. (2005) «Le militantisme n'échappe pas au patriarcat», *Nouvelles Questions Féministes*, vol.24, no.3, p.4-16.
- ROLLINDE**, Marguerite. (2002) *Le mouvement marocain des droits de l'homme : entre consensus national et engagement citoyen*, Paris, Karthala, 506 pages.
- ROSS**, Stephanie. (2002) «Is this what Democracy Looks Like? The Politics of the Anti-Globalization Movement in North America», dans Leon PANITCH and Colin LEYS (dir.), *Social Register 2003*, London (UK), Merlin Press, p.281-300.
- SAKHI**, Montassir. (2013) *Le Mouvement du 20 février marocain : conditions de naissance et évolution d'un mouvement protestataire*, mémoire de Master 1, Université Vincennes-Saint-Denis (Paris VIII), 89 pages.
- (2015) «Le mouvement du 20 février, une révolte virtuelle?» dans Baudouin DUPRET, Zakaria RHANI, Assia BOUTLABEB et Jean-Noël FERRIÉ (dir.) *Le Maroc au présent : d'une époque à l'autre, une société en mutation*, Casablanca, Centre Jacques-Berque, Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines, p.659-669.
- SALIME**, Zakia. (2012) «New Feminism? Gender Dynamics in Morocco's February Twentieth Movement», *Journal of International Women's Studies*, vol.13, p.100-114.
- SAPIRO**, Virginia. (1994) «Political Socialization During Adulthood : Clarifying The Political Time of Our Lives», *Research in Micropolitics*, vol.4, p.197-223.
- SCOTT**, James C.. (1990) *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven (CN), London (UK), Yale University Press, 251 pages.
- SEARING**, Donald, **WRIGHT**, Gerald et **RABINOWITZ**, George. (1976) «The Primacy Principle: Attitude Change and Political Socialization», *British Journal of Political Science*, vol.6, no.1, p.83-113.
- SEARS**, David O. et **FUNK**, Carolyn L.. (1999) «Evidence of the Long-Term Persistence of Adults' Political Predispositions», *The Journal of Politics*, vol.61, no.1, p.1-28.
- SEARS**, David O. et **VALENTINO**, Nicolas A.. (1997) «Politics Matters: Political Events as Catalysts for Preadult Socialization», *American Political Science Review*, vol.91, no.1, p.45-65.
- SHERKAT**, Dareen E. et **BLOCKER**, T. Jean. (1997) « Explaining the Political and Personal Consequences of Protest», *Social Forces*, vol.75, no.3, p.1049-1070.
- SIDI HIDA**, Bouchra. (2011) «Mobilisations collectives à l'épreuve du changement», *Revue Tiers Monde*, hors-série, p.163-188.
- SIGEL**, Roberta S.. (1989) *Political Learning in Adulthood: A Sourcebook of Theory and Research*, Chicago (IL), University of Chicago Press, 483 pages.
- SILITSKI**, Vitali. (2005) «Preempting Democracy : The Case of Belarus», *Journal of Democracy*, vol.16, no.4, p.83-97.
- SIMÉANT**, Johanna. (1993) «La violence d'un répertoire : les sans-papiers en grève de la faim», *Culture et Conflits*, no.9-10, p.1-12.
- (2009) «Socialisation catholique et biens de salut dans quatre ONG humanitaires françaises», *Le Mouvement Social*, vol.2, no.227, p.101-122.

- SINGERMAN**, Diane. (2011) «The Negotiation of Waithood: The Political Economy of Delayed Marriage in Egypt», dans Samir KHALAF and Roseanne SAAD KHALAF (dir.), *Arab Youth: Social Mobilisation in Times of Risk*, London (UK), Saqi, p.67-88.
- SKOCPOL**, Theda. (1979) *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*, New York (NY), Cambridge (UK), Cambridge University Press, 407 pages.
- SMAOUI**, Selim et **WAZIF**, Mohamed. (2013) «Étendard de lutte ou pavillon de complaisance: S'engager sous la bannière du «mouvement du 20 février» à Casablanca», dans Thomas PIERRET et Amin ALLAL (dir.) *Au cœur des révoltes arabes; devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Collin, p.41-66.
- SPIEGEL**, Avi Max. (2015) *Young Islam : The New Politics of Religion in Morocco and the Arab World*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 264 pages.
- STRANG**, David et **MEYER**, John W.. (1993) «Institutional conditions for diffusion», *Theory and Society*, vol.22, no.4, p.487-511.
- SUAREZ COLLADO**, Angela. (2015) «Territorial Stress in Morocco : From Democratic to Autonomist Demands in Popular Protests in the Rif», *Mediterranean Politics*, vol.20, no.2, p.217-234.
- TAYLOR**, Verta. (1989) « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance», *American Sociological Review*, vol.54, no.5, p.761-775.
- TAYLOR**, Verta et **WHITTIER**, Nancy. (1998) «Gender and Social Movements», *Gender and Society*, vol.12, no.6, p.622-625.
- TILLY**, Charles. (2008) *Contentious Performances*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 235 pages.
- TISSOT**, Sylvie. (2005) «Les reconversions militantes», dans Sylvie TISSOT, Christophe GAUBERT et Marie-Hélène LECHIEN (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, p.9-17.
- TOZY**, Mohamed. (1989) «Représentation/Intercession, les enjeux de pouvoir dans les "champs politiques désamorçés" au Maroc», *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Tome XXVIII, p.153-168.
- (1990) «Le prince, le clerc et l'État : la restructuration du champ religieux au Maroc», dans Gilles KEPEL et Yann Richard (dir.) *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, Paris, Seuil, p.71-102.
 - (1999) *Monarchie et islam politique au Maroc*, Paris, Presses de Sciences Po, 319 pages.
- VAIREL**, Frédéric. (2005) «L'ordre disputé du sit-in au Maroc», *Genèses*, vol.2, no.59, p.47-70.
- (2007) «La transitologie, langage du pouvoir au Maroc», *Politix*, vol.4, no.80, p.109-128.
 - (2008) «L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action», dans Olivier DABÈNE, Vincent GEISSER et Gilles MASSARDIER (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle. Convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte, p.213-232.
 - (2012) « "Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ? " Militantismes marocains du 23-mars (1965) au 20 février (2011)», *L'Année du Maghreb*, Tome VIII, p.219-238.
 - (2014) *Politique et mouvements sociaux au Maroc : la révolution désamorçée?*, Paris, Presses de Sciences Po, 361 pages.
- VAIREL**, Frédéric et **ZAKI**, Lamia. (2011) «Politisisation sous contrainte et politisation de la contrainte : *outsiders* politiques et *outsiders* de la ville au Maroc», *Critique internationale*, vol.1, no.50, p.91-108.
- VAN DYKE**, Nella, **MCADAM**, Doug et **WILHEM**, Brenda. (2000) «Gendered Outcomes : Gender Differences in The Biographical Consequences of Activism», *Mobilization*, vol.5, no.2, p.161-177.

- VERMEREN**, Pierre. (2006 [2002]) *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, Paris, La Découverte, 122 pages.
- WEBER**, Max. (1995 [1956]) *Économie et société*, tome 1 : Les catégories de la sociologie, traduit de l'allemand par J.Freund, P. Kamnitzer, P.Bertrand, É. De Dampierre, J.Maillard et J.Chavy, Paris, Plon, 411 pages.
- WHALEN**, Jack et **FLACKS**, Richard. (1980) «The Isla Vista "Bank Burners" Ten Years Later: Notes on the Fate of Student Activists», *Sociological Focus*, vol.13, no.3, p.215-236.
- (1989) *Beyond the Barricades: the Sixties Generation Grows Up*, Philadelphia (PA), Temple University Press, 310 pages.
- WHITTIER**, Nancy. (1997) «Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements», *American Sociological Review*, vol.62, no.5, p.760-778.
- WILHELM**, Brenda. (1998) «Changes in Cohabitation across Cohorts: The Influence of Political Activism», *Social Forces*, vol.77, no.1, p.289-310.
- YASSINE**, Abdessalam. (1980) *Pour un dialogue islamique avec l' "élite occidentalisée"*, Justice et Bienfaisance, Conférence donnée à Rabat le 27 juin 1980.
- ZOUBIR**, Yahia H. (2011) «Les révolutions dans le monde arabe : la fin du mythe de l'exception», *Maghreb-Machrek*, vol.4, no.120, p.49-60.

Sources gouvernementales, journalistiques, militantes et littéraires

- AL ADL WAL IHSANE**. «Al Adl Wal Ihsane décide la suspension de sa participation au mouvement 20 février», publié le 18 décembre 2011, (Consulté le 21 janvier 2012), <http://www.aljamaa.net/fr/document/4134.shtml> .
- AMINE**, Abdelhamid. «Le mouvement du 20 février : Réalités et perspectives», exposé fait le 5 août 2011 via Internet dans le cadre d'une activité organisée par la Coordination de soutien au mouvement du 20 février à Bruxelles, (En ligne), Consulté le 14 mars 2017, <https://www.mamfakinch.com/amine-le-mouvement-du-20-fevrier-realites-et-perspectives/> .
- AMUSSU IMIDER**. «IMIDER has a speech #300kmSouth #Cop22», mise en ligne le 7 novembre 2016, (Consulté le 10 avril 2017), https://www.youtube.com/watch?v=KW13dZ_facA .
- Association marocaine des droits humains (AMDH)**. *Rapport sur les violations des droits humains dont ont été victimes les activistes du Mouvement du 20 février et des organismes qui le soutiennent*, Rabat, Bureau central de l'AMDH, juillet 2011, 44 pages.
- *Liste des détentions et des martyrs du Mouvement du 20 février*, Rabat, Bureau central de l'AMDH, novembre 2011, 11 pages
- *Dossier de presse*, Rabat, Bureau central de l'AMDH, Septembre 2016, 16 pages.
- BALAFREJ**, Omar. «Lettre au peuple de gauche», *Omar Balafrej* - *يد لاف ريج عمر*, mis en ligne le 25 juillet 2009, (Consulté le 25 avril 2017), <http://omarbalafrej.blogspot.ca/2009/07/lettre-au-peuple-de-gauche.html> .
- BÉJI**, Hélé. «Saint Bouazizi», *Nouvel Observateur*, publié le 11 janvier 2011, (Consulté le 20 mars 2017), <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20110110.OBS5984/tribune-saint-bouazizi.html> .
- BENNAMATE**, Nizar. «À Tétouan, la vie des habitants est rythmée par les coupures d'eau», *TelQuel*, mis en ligne le 28 octobre 2016, (Consulté le 15 mai 2017), http://telquel.ma/2016/10/28/linfernale-vie-tetouanais-les-coupeure-deau_1521055 .
- BOUCHOUA**, Mehdi. #M20 : *Sommes-nous coupables?*, mis en ligne le 27 février 2013, (Consulté le 27 février 2017), <https://www.facebook.com/notes/mehdi-bouchoua/-m20-sommes-nous-coupables/613565398670471/> .

CIMO CASABLANCAPRESS. «My Makhzen & Me مخزن ي و أنا», *Youtube*, mis en ligne le 20 février 2012, (Consulté le 15 avril 2017), <https://www.youtube.com/watch?v=zVNmMUYGnGw>.

CRÉTOIS, Jules. «Les contacts se multiplient entre Al Adl Wal Ihsan et la gauche radicale», mis en ligne le 23 mars 2016, (Consulté le 15 mai 2017), http://telquel.ma/2016/03/23/les-contacts-se-multiplient-al-adl-wal-ihsan-gauche-radicale_1488757.

Instance équité et réconciliation (IER). *Synthèse du rapport final*, Commission nationale pour la vérité, l'équité et la réconciliation, Rabat, 2004, 48 pages.

KOZLOWSKI, Nina. «Cinéma. Pellicules de rebelles», *Telquel*, mis en ligne le 30 mars 2013, (Consulté le 10 avril 2017), http://telquel.ma/2013/03/30/Cinema-Pellicules-de-rebelles_563_6719.

KSIKES, Driss. *L'homme descend du silence*, Paris, Al Manar, 2014, 92 pages.

LE MONDE. «Victoire du "oui" au référendum constitutionnel au Maroc», *Le Monde*, mis en ligne le 2 juillet 2011, (Consulté le 23 janvier 2017), http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/07/02/victoire-du-oui-au-referendum-constitutionnel-au-maroc_1543794_3218.html.

MAJDI, Yassine. «Le Festival Alternatives et Résistance interdit par les autorités», *Telquel*, mis en ligne le 19 février 2014, (Consulté le 10 avril 2017), http://telquel.ma/2014/02/19/le-festival-resistances-et-alternatives-interdit-par-les-autorites_11227.

MAMFAKINCH. «#FEB20 122730 manifestants dans 53 provinces du Maroc le dimanche 20 février», *Mamfakinch*, mis en ligne le 22 février 2011, (Consulté le 25 novembre 2015), <https://www.mamfakinch.com/feb20-122730-manifestants-dans-53-provinces-du-maroc-le-dimanche-20-fevrier>.

- «[#Feb20] Le double langage de la carotte et du bâton – الخطاب ازدواجية – وال ترهيب», *Mamfakinch*, mis en ligne le 17 mars 2011, (Consulté le 14 mai 2017), <https://www.mamfakinch.com/feb20-double-langage/>.

MAROCUTION. «LE CLAM20F de Tanger condamne les slogans du 18 septembre contre le régime», *Marocution*, mis en ligne le 20 septembre 2011, (Consulté le 20 mars 2017), <http://marocution.over-blog.com/article-la-clam20f-de-tanger-condamne-les-slogans-contre-le-regime-du-18-septembre-84788712.html>.

MAROSCOPE. «Interview-Marike Minnema», *Maroscope*, mis en ligne le 1^{er} avril 2016, (Consulté le 20 mars 2017), <http://maroscope.com/interview-marike-minnema/>.

NODE MAROC. «Interview avec le réalisateur "My Makhzen and Me" Nadir Bouhmouch par Node Maroc», *Youtube*, mise en ligne le 3 mars 2012, (Consulté le 10 avril 2017), https://www.youtube.com/watch?v=ykj_WnULJqA.

RACHIDI, Ilhem. «Où va la gauche marocaine?», *Middle East Eye*, mis en ligne le 11 septembre 2015, (Consulté, le 15 avril 2017), <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/o-va-la-gauche-marocaine-144228833>.

RACINES. *Manifeste sur l'espace public au Maroc (2011-2016)*, Casablanca, Racines, 2016, 22 pages.

Secrétariat Général du Gouvernement. *Bulletin Officiel n° : 2404-bis*, fait à Rabat le 15 novembre 1968.

- *Bulletin officiel*, no.5964 bis, fait à Tétouan le 29 juillet 2011.

SIDIGUITEBE, Christophe. «Casablanca : les musiciens de rue interdits sur la place des Nations unies», *Telquel*, mis en ligne le 16 mars 2017, (Consulté le 17 mars 2017), http://telquel.ma/2017/03/16/casablanca-les-musiciens-rue-interdits-place-nations-unies_1539370.

Union des étudiants pour le changement du système éducatif (UECSE), *Brève histoire du syndicalisme des étudiants et élèves marocains*, Recherche et rédaction par l'équipe de documentation de l'UECSE, mis en ligne le 4 février 2014, (Consulté le 27 mai 2017), <https://www.facebook.com/uecse/posts/693656327340895> .

WORTH, Robert F. «How a Single Match Can Ignite a Revolution?», *The New York Times*, publié le 21 janvier 2011, (Consulté le 20 mars 2017), <http://www.nytimes.com/2011/01/23/weekinreview/23worth.html> .